République et canton de Genève

# Rapport sur les comptes individuels 2015

Tome

1

- Exposé des motifs du Conseil d'Etat
- Etats financiers
- Rapport de l'organe de révision

REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

# Rapport sur les comptes 2015

## Tome 1

Le Rapport sur les comptes 2015 de l'Etat de Genève est constitué de 5 tomes.

Le **tome 1** contient les états financiers individuels (établis selon les normes IPSAS à l'exception des dérogations décidées par le Conseil d'Etat qui sont mentionnées dans le Règlement sur l'établissement des états financiers [REEF - D 1 05 15]), le rapport de l'organe de révision, ainsi que l'exposé des motifs du Conseil d'Etat.

Le **tome 2** contient le détail du compte de fonctionnement par politique publique et par programme, ainsi que d'autres informations nécessaires pour rendre compte de l'utilisation du budget de fonctionnement approuvé par le Grand Conseil.

Le **tome 3** contient le détail du compte d'investissement par politique publique, ainsi que d'autres informations nécessaires pour rendre compte de l'utilisation du budget d'investissement approuvé par le Grand Conseil.

Le **tome 4** contient les états financiers consolidés (établis selon les normes IPSAS à l'exception des dérogations décidées par le Conseil d'Etat qui sont mentionnées dans le Règlement sur l'établissement des états financiers [REEF - D 1 05 15]), le rapport de l'organe de révision, ainsi que l'exposé des motifs du Conseil d'Etat.

Le **tome 5,** qui constitue une **annexe** au rapport sur les comptes 2015, contient le Bilan social de l'Etat de Genève, soit des données statistiques et des informations décrivant le personnel de l'administration.

# 1. Exposé des motifs du Conseil d'Etat

Mesdames et Messieurs les député-e-s,

Au cours de l'exercice écoulé, le total des charges et des revenus de fonctionnement fait apparaître un déficit de -21 millions. Comme chaque année – mais dans une plus forte mesure en 2015 – des éléments non-récurrents et imprévisibles sont venus corriger les chiffres et les estimations en cours d'exercice, et particulièrement durant les derniers mois.

en millions francs

| Comptes individuels | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|---|---|---|---|
| Revenus du compte de fonctionnement | 8'074 | 7'833 | 7'947 |
| Charges du compte de fonctionnement | -8'095 | -7'819 | -7'942 |
| **Résultat** | **-21** | **14** | **5** |

Aux yeux du Conseil d'État, quatre éléments positifs sont à relever :

- En août 2015, sur la base des informations dont il disposait alors, le Conseil d'État avait lancé un avertissement sur la projection du résultat. Or, la situation financière de l'Etat s'est nettement améliorée durant la deuxième partie de l'année, essentiellement en raison de divers revenus fiscaux et non fiscaux imprévus.
- L'amélioration du résultat par rapport aux estimations d'août 2015 tient aussi au fait que les charges de personnel sont inférieures de 35 millions de francs au budget, grâce à la gestion rigoureuse des dépenses souhaitée par le Conseil d'État et aux mesures introduites dès septembre afin de parer à la dégradation des finances publiques cantonales.
- La dette a diminué de 0,7 milliard en 2015. Cette évolution n'est cependant pas structurelle, car elle résulte essentiellement de l'encaissement d'un montant inhabituel d'impôt qui avait été comptabilisé en revenus en 2014, et de la cession de terrains à la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI). La dette annuelle moyenne se monte à 12,2 milliards, s'éloignant un peu du premier seuil déclenchant le mécanisme de frein à l'endettement (13,3 milliards).
- Les investissements ont pu être autofinancés par l'exploitation courante. Notre canton a pu dès lors continuer à investir, sur la base d'une priorisation de ses efforts, en faveur des infrastructures nécessaires dans les domaines du transport, de la formation, de la santé, du logement ou de la sécurité.

Quelques risques importants et certaines tendances négatives imposent cependant la plus grande vigilance :

- La conjoncture a fortement ralenti en Suisse et à Genève l'an dernier, et les perspectives au plan mondial ne laissent pas envisager de reprise à court terme.
- Les principaux impôts sont inférieurs au budget 2015 et aux comptes 2014, tant en ce qui concerne les personnes physiques que les personnes morales, et ce malgré une rentrée imprévue de 132 millions liée à un dossier fiscal spécifique.
- La situation financière de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG) s'est sensiblement détériorée, menaçant son équilibre financier à long terme. Cette évolution nécessite la constitution d'une provision de plus de 207 millions pour couvrir le risque de non-respect des contraintes fédérales. L'augmentation de plus de 3% du total des charges par rapport au budget s'explique principalement par la comptabilisation de cette provision.
- Sans la provision CPEG, les dépenses globales auraient dépassé le budget de 0,9%, et ce malgré la maîtrise des charges de personnel et des charges de biens et service. Cette évolution tient principalement à l'augmentation continue des aides obligatoires en faveur des personnes âgées ou handicapées, des personnes à faible revenu et des migrants.
- En excluant les éléments non récurrents et imprévus, les comptes restent déficitaires.

Dans ce contexte d'évolution incertaine des revenus et de croissance durable des coûts liés au vieillissement de la population, la préservation d'un cadre solide pour nos finances publiques reste l'enjeu principal du Conseil d'Etat.

# 1. Caractéristiques de l'année 2015

L'année écoulée reste marquée par la forte appréciation du franc consécutive à la décision de la Banque nationale suisse (BNS) du 15 janvier 2015 d'abandonner le cours plancher par rapport à l'euro et d'introduire des taux négatifs (-0,75% à court terme sur les avoirs en comptes de virement détenus à la BNS). Si l'économie suisse a échappé à la récession, la croissance du PIB national s'est néanmoins considérablement affaiblie, diminuant pratiquement de moitié entre 2014 et 2015.

Aux effets du franc fort s'ajoutent ceux du manque de tonus de la demande en provenance de l'étranger. En effet, la croissance de l'économie mondiale demeure faible, et elle a même été inférieure à celle enregistrée en 2014.

Dans le canton de Genève, où la conjoncture avait déjà ralenti à la fin de l'année 2014, le PIB a pratiquement stagné en 2015 (+0,2%), selon les estimations de janvier du Groupe de perspectives économiques.

Le taux de chômage moyen a augmenté de 0,1 point par rapport à 2014 pour se fixer à 5,6%. Le mouvement de hausse s'est manifesté en deuxième partie d'année, le taux passant de 5,4% en juin à 5,7% en décembre. L'emploi global a toutefois continué à progresser, ainsi que la masse salariale, surtout en fin d'année.

## Conséquences sur les revenus courants

L'impôt courant est celui qui est en lien avec l'année sous revue. Il n'inclut pas les revenus provenant des années antérieures. L'estimation de l'impôt courant 2015 des personnes physiques est en baisse de 86 millions par rapport au budget, et ceci malgré une rentrée inhabituelle et imprévue estimée à 132 millions. Sans cet élément spécifique, la baisse aurait atteint 218 millions par rapport au budget 2015.

La principale explication tient à l'évolution du PIB suisse, qui sert de base à l'estimation de l'impôt sur le revenu. Au moment de l'élaboration du budget 2015, cette estimation se fondait sur un PIB suisse de +2,1%, alors qu'elle repose sur un PIB de +0,8% dans les comptes, selon le chiffre connu au moment du bouclement.

Du côté des personnes morales, après avoir stagné entre 2012 et 2013, les impôts courants ont augmenté en 2014 et, selon les informations recueillies en janvier 2016 auprès des principales entreprises, ils résistent en 2015, malgré l'appréciation du franc. Les grandes entreprises du canton semblent ne pas avoir trop souffert de la conjoncture. En particulier, le secteur du négoce paraît avoir pu s'adapter à la baisse des prix des matières premières. Dans l'industrie, l'impact du franc fort est probablement décalé en raison de l'état favorable des carnets de commandes début 2015.

## Conséquences sur l'évolution du risque CPEG

Comme beaucoup d'autres caisses de pension, la CPEG a souffert des effets de la suppression du taux plancher entre l'Euro et le franc suisse et de l'introduction de taux d'intérêt négatifs, ainsi que de la faible performance des marchés boursiers. Le rendement de la fortune de la caisse s'avère négatif en 2015 (-0,4%).

Outre les éléments conjoncturels qui ont amené à cette détérioration, la CPEG reste structurellement pénalisée par une fortune insuffisante par rapport à ses engagements, ce qui la prive de l'effet du troisième cotisant (rendement de la fortune) et la rend très sensible aux moindres baisses de rendement. La caisse a encore été contrainte en 2015 d'utiliser une partie de sa fortune pour financer les rentes des pensionnés. La hausse des cotisations n'a pas encore permis à ce stade d'équilibrer la trésorerie courante et d'engendrer un cycle vertueux d'augmentation du degré de couverture de la caisse.

Les projections actuarielles actualisées au 31 décembre 2015 ne prévoient plus le respect des contraintes fédérales (atteinte du degré de couverture de 80% en 2051) et cantonales (chemin de croissance). Dans ce contexte, le Conseil d'Etat a suivi les recommandations du service d'audit interne, et décidé de provisionner le risque de non-atteinte du palier intermédiaire de 75% du degré de couverture dès 2030. Ce risque s'est en effet accru en 2015. Il est actuellement estimé à 410 millions en le limitant au chemin de croissance

inscrit dans la loi. Après une provision à hauteur de 203 millions en 2014, une provision supplémentaire est donc comptabilisée en 2015 pour un montant de 207 millions.

Le Conseil d'État constate que, deux ans après la création de la CPEG, les hypothèses sur lesquelles se fondaient son plan de financement (notamment : performance de la fortune de 4,1% par an, inflation annuelle de 1%, taux technique de 3,5%) semblent extrêmement optimistes et devront être revues. Si la tendance actuelle venait à perdurer, des mesures structurelles seront nécessaires. D'ici là, il n'est pas exclu que le risque CPEG fasse l'objet d'autres provisions.

## Nombreux revenus et charges imprévus

Comme indiqué en introduction, les revenus et les charges progressent de plus de 3% par rapport au budget, principalement en raison de quelques évènements spécifiques à l'exercice 2015, survenus notamment en fin d'année.

L'appréciation de la situation financière de l'Etat a évolué au fil de l'année. Le Conseil d'Etat avait émis en août dernier un avertissement sur le résultat, fondé sur les informations disponibles à ce stade. À cette époque, les conséquences négatives de l'abandon du taux plancher par la BNS étaient probablement surévaluées, notamment dans le résultat du questionnaire fiscal des entreprises effectué en mai 2015.

Les revenus fiscaux ont bénéficié en fin d'année de nombreuses entrées inhabituelles imputables à l'exercice 2015 (notamment la rentrée fiscale imprévue mentionnée ci-dessus, à hauteur de 132 millions), ou aux années fiscales antérieures (pour plusieurs dizaines de millions).

Ces rentrées fiscales imprévues contribuent à expliquer le fort redressement des finances publiques en 2015 entre la projection du mois d'août et les montants figurant dans les comptes. L'amélioration tient également aux mesures prises par le Conseil d'Etat pour limiter les charges de personnel (-35 millions).

Les revenus non fiscaux comprennent eux aussi des éléments non prévus au moment de l'élaboration du budget. Il s'agit particulièrement du revenu supplémentaire non budgétisé en provenance de la BNS (38 millions), annoncé fin janvier 2015, et de la conclusion d'un accord entre le parquet genevois et une banque le 4 juin 2015 (40 millions).

Les revenus et les charges enregistrent de nombreux autres écarts par rapport au budget. Par exemple, l'optimisation de la TVA a généré la comptabilisation de revenus (13 millions de facturation du droit de sillon[1] aux TPG et 24 millions de remboursement de TVA pour la construction des lignes de tramways) et de charges (13 millions d'augmentation de la subvention aux TPG et 14 millions de provisions), ce qui génère un résultat net de 10 millions. Ces flux ont été enregistrés à la suite du vote, le 17 décembre, de la loi modifiant le contrat de prestations des TPG.

Compte tenu de ce qui précède, les revenus et économies non récurrents sont supérieurs à la provision de 207 millions constituée pour couvrir le risque CPEG. Par conséquent, le résultat hors éléments non récurrents demeure déficitaire.

[1] *Montant facturé par l'État aux TPG pour l'utilisation des infrastructures de transport public.*

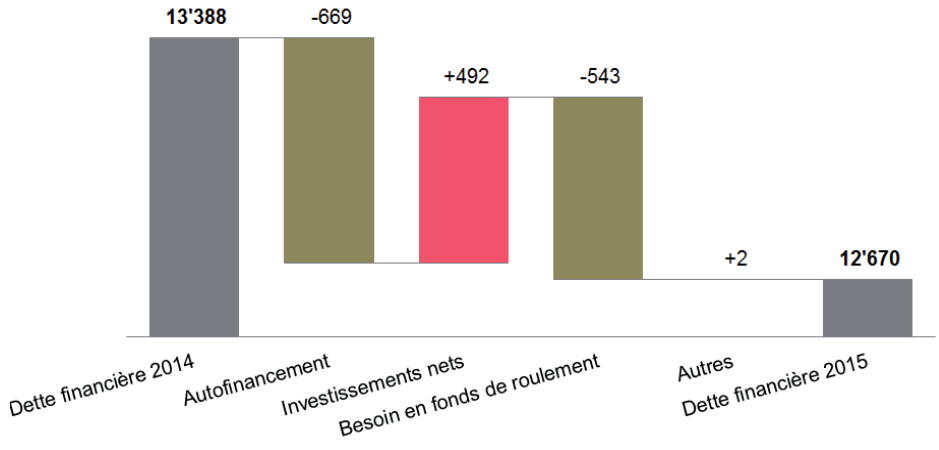
# 2. Évolution de l'endettement

La dette de l'État a diminué de 0,7 milliard durant l'exercice 2015 pour atteindre 12,7 milliards au 31 décembre 2015. Cette diminution trouve deux explications : une cession de terrains à la FTI pour 100 millions et, surtout, une forte diminution du besoin en fonds de roulement[2], comme l'indique le graphique ci-dessous.

En 2015, l'évolution du besoin en fonds de roulement a été très favorable, en raison principalement de l'encaissement de 0,6 milliard d'un revenu fiscal significatif comptabilisé sur 2014 (canton, commune et part à l'IFD), mais encaissé en 2015. Cette évolution favorable, ainsi que la couverture à 136% des investissements par l'autofinancement d'exploitation, ont rendu possible un désendettement substantiel.

## Explication de l'évolution de la dette en 2015

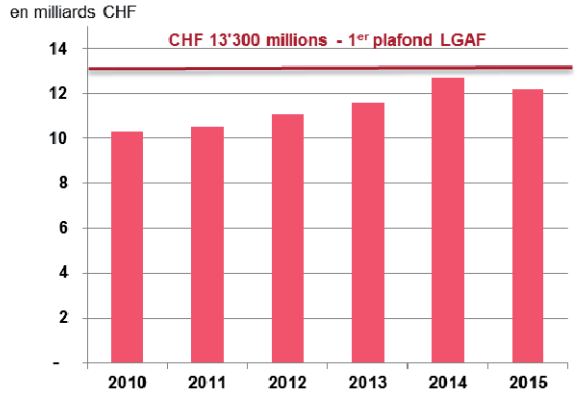
(en millions de francs)




En 2015, l'endettement moyen s'établit à 12,2 milliards (12,7 milliards en 2014). Pour rappel, le premier seuil du frein à l'endettement prévu dans la loi sur la gestion administrative et financière (LGAF), se déclenche lorsque l'endettement moyen annuel dépasse 13,3 milliards. Le franchissement de ce premier seuil nécessiterait de recueillir une majorité absolue des membres du Grand Conseil (51 voix) pour l'adoption de tout nouveau crédit d'ouvrage.

La baisse du niveau d'endettement, conjuguée à des taux d'intérêt bas durant l'année 2015, a permis de limiter la charge d'intérêts de la dette financière (212 millions en 2015, contre 229 millions dans les comptes 2014 et 231 millions au budget 2015). Les refinancements à court terme ont été effectués à taux négatif et le canton a même pu se refinancer à coût zéro à long terme jusqu'à une échéance de 9 ans.

## Endettement moyen annuel de 2010 à 2015




[2] *La variation du besoin en fonds de roulement reflète le décalage temporel entre l'enregistrement des flux de charges et de revenus au compte de fonctionnement et les paiements et encaissements effectifs. Ce besoin varie en fonction des liquidités utilisées pour financer l'activité de l'Etat.*

# 3. Progression des revenus

en millions francs

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|---|---|---|---|
| Revenus fiscaux | 6'461 | 6'404 | 6'577 |
| Revenus non fiscaux | 1'353 | 1'201 | 1'192 |
| Produits financiers | 261 | 228 | 178 |
| **Revenus totaux** | **8'075** | **7'833** | **7'947** |

Les revenus fiscaux inscrits dans les comptes 2015 s'élèvent à 6'461 millions de francs et présentent au total un léger excédent de 57 millions (+0,9%) par rapport au montant budgété.

Cet écart est essentiellement dû aux évènements d'ampleur inhabituelle apparus en fin d'année 2015, tels que la rentrée inhabituelle de 132 millions mentionnée ci-dessus ou l'augmentation imprévue des autres impôts (notamment les droits de successions et donations), qui sont par essence difficiles à estimer lors du processus budgétaire.

Ces éléments, sans lesquels le montant prévu au budget n'aurait pas été atteint, n'étaient pas prévisibles et ont des effets ponctuels sans lien avec la conjoncture de l'année 2015.

Les revenus non fiscaux sont supérieurs au budget de 151 millions. Cet écart s'explique principalement par des produits supplémentaires non prévus lors de l'élaboration du budget : 40 millions provenant d'un accord entre le Pouvoir judiciaire et une banque, 39 millions de reprise de perte de valeur non budgétée sur les créances fiscales, et 37 millions provenant de l'optimisation des relations TVA au sein du grand Etat.

À cela s'ajoutent 19 millions non budgétés de revenus des amendes, principalement en raison de l'application d'une marge de tolérance plus faible sur les excès de vitesse mesurés par les radars automatiques.

En revanche, certains revenus prévus au budget ne se sont pas réalisés, notamment 16 millions non perçus en raison du décalage dans l'ouverture de Curabilis et de la "Brenaz +100" (facturation de frais de détenus hors canton), ainsi que du retard dans la mise en place de dispositifs de sécurité pris en charge par la Confédération à l'Aéroport international de Genève.

En outre, 11 millions de charges de personnel sur des projets informatiques auraient dû être neutralisées par des revenus dans le cadre d'investissements, mais n'ont pu l'être en raison de la baisse du crédit de renouvellement des projets informatiques.

Les produits financiers sont supérieurs de 33 millions au budget, grâce au versement d'un montant supplémentaire de 38 millions de rétrocession de bénéfice de la part de la BNS (77 millions aux comptes, contre 39 millions au budget). En revanche, les intérêts sur les créances fiscales ont fait l'objet d'une évaluation trop optimiste de 4 millions au budget 2015.

## Évolution des revenus fiscaux

en millions francs

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|---|---|---|---|
| Impôts sur les personnes physiques | 3'888 | 3'928 | 3'941 |
| Impôts sur les personnes morales | 1'391 | 1'395 | 1'465 |
| Autres impôts | 766 | 657 | 739 |
| Parts cantonales à des impôts fédéraux | 415 | 423 | 433 |
| **Revenus fiscaux** | **6'461** | **6'404** | **6'577** |

## Impôt courant 2015

Pour les personnes physiques, tant l'impôt global estimé *(voir tableau page précédente)* que l'impôt courant 2015 sont en-dessous du budget. L'impôt courant des personnes imposées selon le barème ordinaire se situe 28 millions en-dessous du montant prévu (-0,9%), et celui des personnes imposées à la source est inférieur de -58 millions aux prévisions (-7,5%). L'écart est dû à la difficulté de prendre en compte l'évolution des quasi-résidents, dont le nombre a beaucoup augmenté ces dernières années, et qui sont imposés selon le barème ordinaire.

Pour les personnes morales, si l'impôt global estimé est légèrement inférieur au budget, l'impôt courant 2015 le dépasse en revanche de 33 millions (+2,4%). Cette estimation est principalement fondée sur le dernier questionnaire adressé en janvier 2016 à une centaine d'entreprises, parmi les plus importantes du canton. Il ressort de l'analyse des réponses une certaine résistance de l'économie genevoise, malgré l'appréciation du franc.

Les autres impôts présentent généralement des excédents :

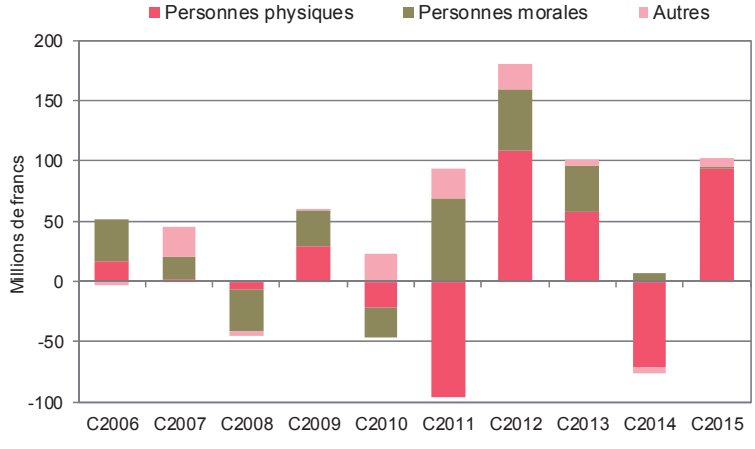
- Les droits de mutations et timbre ainsi que les droits de successions et donations dépassent nettement les montants prévus au budget. Les excédents se montent respectivement à 15 (+8,8%) et à 39 millions (+35,9%).
- L'impôt foncier (impôt immobilier complémentaire) concernant l'année 2015 est supérieur au budget pour un montant de 5 millions (+2,7%).
- L'impôt sur les bénéfices et gains immobiliers, l'impôt sur les chiens et l'impôt sur les véhicules dépassent de très peu le montant budgété (+1 million dans leur ensemble).

  En revanche, l'impôt sur les maisons de jeu et machines à sous présente un écart de –3 millions (-23,2%) par rapport au budget. Enfin, la part cantonale à des revenus fédéraux se situe 7 millions au-dessus du budget (+1,7%). Ce résultat revient pour l'essentiel à l'impôt anticipé dont l'excédent se fixe à 9 millions (+33,0%).

## Correctifs d'estimation et reliquat

Les correctifs d'estimation des années 2010 à 2014 et les reliquats[3] se fixent à 102 millions, dépassant la prévision[4] de 40 millions (+65%).

**Evolution du reliquat dans les comptes d'Etat 2008 à 2015**
**Impôt cantonal et part cantonale à l'IFD**

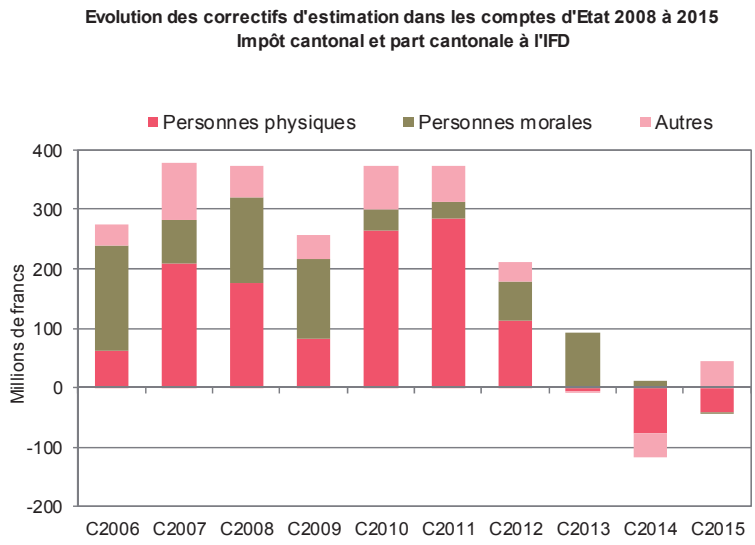



Les correctifs d'estimations reflètent, pour les années fiscales 2010 à 2014, l'écart entre les estimations réalisées et celles des comptes 2014. Dans les comptes 2015, ces correctifs d'estimation sont globalement nuls.

---

[3] *Rectifications de taxations concernant les années fiscales ne faisant plus l'objet d'estimations, c'est-à-dire pour les années antérieures à 2010 dans les comptes 2015.*

[4] *Un montant est habituellement retenu dans les budgets au titre de correctifs d'estimation et/ou reliquat avec pour objectif d'anticiper l'apport des rectifications de taxations et des taxations restées en suspens en raison de situations particulièrement complexes ou en procédure de contrôle. Dans le budget 2015, ce montant s'élevait à 62 millions.*




# 4. Charges ordinaires sous contrôle, hors éléments non récurrents

Les charges enregistrées dans les comptes dépassent celles prévues au budget de 276 millions (+3,5%). Ce dépassement provient en grande majorité de la comptabilisation d'une provision de 207 millions afin de couvrir intégralement le risque de non-atteinte des paliers intermédiaires LPP de degré de couverture de la CPEG *(voir en page 6).*

Sans cette provision, les charges auraient dépassé le budget de 0,9%.

Les principales charges sous le contrôle du Conseil d'Etat, soit les charges de personnel, les charges de biens et services et les subventions accordées, sont dans leur ensemble maîtrisées. Les actions du Conseil d'Etat ont permis d'engendrer des économies qui ont en partie absorbé les dépassements enregistrés dans le domaine des aides sociales dues aux personnes.

## Évolution de l'ensemble des charges

en millions francs

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 2'295 | 2'331 | 2'238 |
| Charges de biens et services | 428 | 429 | 446 |
| Subventions accordées | 3'796 | 3'760 | 3'712 |
| Péréquation et parts de revenus | 367 | 368 | 382 |
| Dédommagements | 82 | 76 | 74 |
| Dotations aux amortissements | 477 | 457 | 461 |
| Autres charges d'exploitation | 408 | 142 | 371 |
| Charges financières | 241 | 256 | 258 |
| **Total des charges** | **8'095** | **7'819** | **7'942** |

## Charges de personnel et charges de biens et services

Les charges de personnel sont inférieures de 35 millions au budget voté. Elles progressent toutefois de 57 millions par rapport aux comptes 2014, car le budget 2015 prévoyait notamment la création de 306 nouveaux ETP dans les politiques publiques prioritaires, et une annuité octroyée uniquement aux rémunérations inférieures au salaire annuel cantonal médian (86'868 CHF).

Le résultat final s'explique donc principalement par les efforts d'économie sur les postes réalisés dans tous les départements puisque, dans les faits, 193 ETP ont été créés en 2015.

Ces efforts sont notamment dus aux motifs suivants :

- Décision du Conseil d'Etat de bloquer les engagements de personnel externe durant les quatre derniers mois de l'année, au vu de la dégradation du contexte conjoncturel à partir de l'été ;
- décision du Conseil d'Etat de reporter à début 2016 l'engagement de nouveaux agents de détention prévus en cours d'exercice.

  Les charges de biens et services sont en ligne avec le budget. La mesure d'économie inscrite au budget 2015 visant à réduire ces dépenses de 15 millions a été globalement respectée. Les mesures décidées par le Conseil d'Etat au mois d'août 2015 (notamment la compensation systématique par les départements de toute demande de crédits supplémentaires) ont contribué à contenir les charges.

## Autres charges

Les subventions accordées présentent un dépassement de 36 millions, soit +0.9% d'écart par rapport au budget. Ce dépassement provient notamment :

- d'un crédit de 13 millions accordé aux TPG pour couvrir la facturation du droit de sillon par le service des infrastructures de transports publics (optimisation de la TVA) ;
- des prestations de l'Hospice général pour 9 millions (+11 millions pour l'aide aux migrants et -2 millions pour l'assistance sociale) ;
- des prestations liées à l'assurance maladie (+8 millions) ;
- des prestations complémentaires versées aux personnes handicapées et aux personnes âgées (respectivement +10 et +8 millions).

  Ces dépassements sont partiellement compensés par un non-réalisé de 13 millions en raison de la reclassification technique d'une subvention (prestations complémentaires maladie pour les chômeurs) vers les autres charges d'exploitation.

  Les dédommagements versés sont supérieurs au budget de 6 millions, en raison des écolages hors canton (+5 millions) et des frais d'hospitalisation hors canton (+1 million).

  Les amortissements sont supérieurs au budget de 20 millions. Cet écart provient principalement de l'accélération de l'amortissement de certains bâtiments en raison notamment de leur future démolition (+13 millions). De plus, comme les transferts d'actifs aux Ports-Francs et aux Cercle des Agriculteurs de Genève, prévus au budget, n'ont pas été réalisés, la charge d'amortissement de ces actifs a encore été comptabilisée en 2015 (+7 millions).

## Autres charges d'exploitation et charges financières

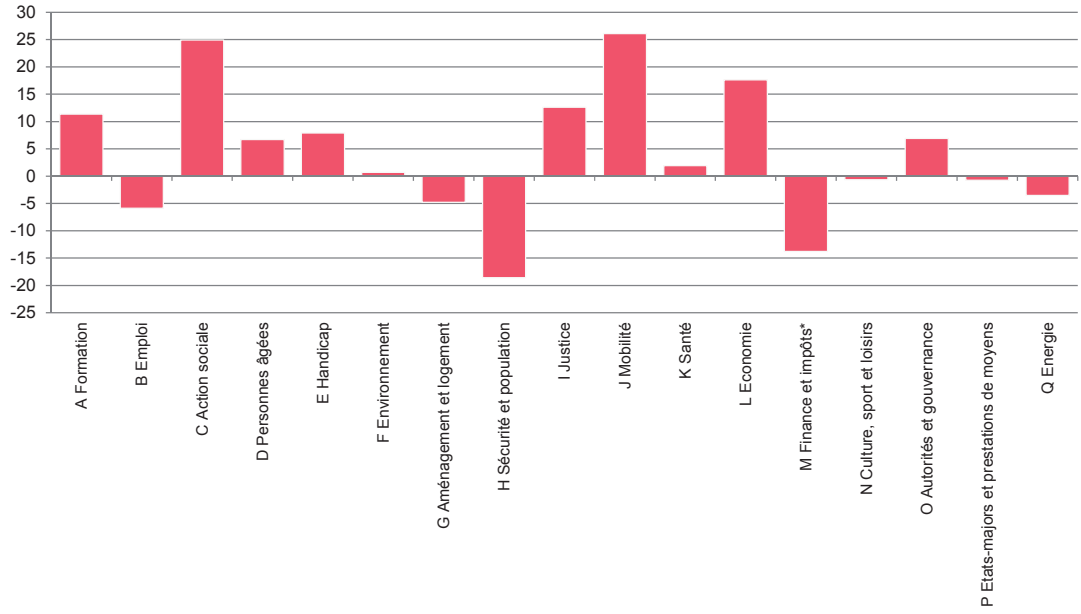
Les autres charges d'exploitation dépassent le budget de 266 millions, en raison principalement de la provision CPEG (207 millions) et d'autres mouvements de provisions, dont :

- 17 millions pour couvrir le risque lié à l'insuffisance du fonds taxis destiné à financer la taxe compensatoire versée aux titulaires de permis de taxi au moment de la cessation de leur activité ;
- 14 millions pour couvrir un risque fiscal en lien avec l'optimisation de la TVA ;
- 9 millions liés au risque de non-recouvrement des créances résultant de revenus fiscaux.

  De plus, les démolitions effectives et les cessions d'actifs ont généré 5 millions de moins-values non prévues au budget. Enfin, les charges financières sont inférieures au budget de 14 millions, en raison de la baisse des charges d'intérêts de la dette (-18 millions consécutivement à la baisse des taux début 2015).

# 5. Charges de fonctionnement par politique publique

Variations entre les comptes et le budget 2015 (en millions)




** Afin de mieux illustrer les écarts, la provision CPEG de 207 millions de non atteinte du palier intermédiaire LPP a été soustraite.*

Les principaux dépassements (hors provision CPEG de 207 millions) proviennent des politiques publiques suivantes :

- **A Formation**. à hauteur de +11 millions (+0,6%), essentiellement en raison d'une hausse des écolages hors canton (+6 millions pour la contribution genevoise à l'accord intercantonal universitaire AIU), ainsi que de certaines subventions dont les bourses d'études à l'enseignement secondaire (+9 millions) et les frais de placements dans l'éducation spécialisée (+3 millions). Ces augmentations sont partiellement compensées par une baisse des charges de personnel (-5 millions).
- .**C Action sociale**, à raison de +25 millions (+3,2%), dont +8 millions pour les prestations liées à l'assurance maladie, +8 millions pour les prestations complémentaires familiales et allocations familiales pour les personnes non actives et +9 millions de prestations versées par l'Hospice général (-2 millions d'aide sociale et +11 millions d'aide aux migrants).
- **D Personnes âgées** (+7 millions, +1,6%) et **E Handicap** (+8 millions, +2,1%), principalement en raison des prestations complémentaires AVS/AI supérieures au budget de, respectivement, +8 et +10 millions.
- **I Justice** (+13 millions, +7,7%), principalement liés aux provisions pour débiteurs douteux (+8 millions), aux provisions pour risque et charge (+3 millions), ainsi qu'une hausse des frais d'assistance judiciaire (+1 million).
- **J Mobilité** (+26 millions, +7,2%), en raison de l'augmentation de la subvention en faveur des TPG (+13 millions) afin de couvrir la facturation du droit de sillon, conformément à la loi 11693, de la constitution d'une provision pour risque (+14 millions) et de la suppression de la refacturation par la Fondation des parkings de ses frais de gestion et d'entretien des horodateurs et parcomètres sis en Ville de Genève (-2 millions).
- **L Economie** (+18 millions, +51%), principalement dû à la constitution d'une provision de 17 millions pour risque en lien avec la révision de la loi sur les taxis, rendue nécessaire par le dépôt en 2015 du projet de modification de la loi actuelle et les analyses effectuées sur la loi actuelle en marge des débats en commission parlementaire.

Ces dépassements sont partiellement compensés par les charges inférieures au budget pour les politiques publiques suivantes :

- **H Sécurité et population** (-19 millions, -3,1%), dont -9 millions sur le programme H02 Sécurité publique et -7 millions sur le programme H07 Privation de liberté et mesures d'encadrement, en raison notamment du décalage de projets liés à la sécurité aéroportuaire et internationale, du report à début 2016 de l'engagement de nouveaux postes prévus en 2015, et du décalage de l'ouverture des établissements pénitentiaires Curabilis et "Brenaz+100".
- **M Finance et impôts** (-14 millions, -1,8%), hors provision CPEG, en raison principalement de charges d'intérêt inférieures au budget (-19 millions).

## 6. Investissements soutenus et autofinancés

Les dépenses d'investissement, hors prêts à caractère général, s'établissent à 630 millions et restent stables par rapport à 2014 (+1%). Les investissements bruts ont été intégralement autofinancés en 2015 par l'exploitation. Six projets concentrent 50% des dépenses d'investissement en 2015, à savoir le CEVA (115 millions), les 5ème et 6ème étapes du CMU (59 millions), le nouveau bâtiment des lits des HUG (56 millions), l'extension de 100 places de la Brenaz (33 millions), la construction de logements d'utilité publique (33 millions) et l'école de commerce de Frontenex (24 millions).

La création de nouveaux actifs concentre 69% des dépenses en 2015. En parallèle, le renouvellement des actifs se poursuit et constitue le solde des dépenses (31%).

### Évolution des investissements nets

en millions francs

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 | Ecart PB 2015 |
|---|---|---|---|---|
| Dépenses d'investissement | 630 | 780 | 624 | -150 |
| Recettes d'investissement | 44 | 63 | 78 | -19 |
| **Investissements nets** | **587** | **717** | **546** | **-131** |

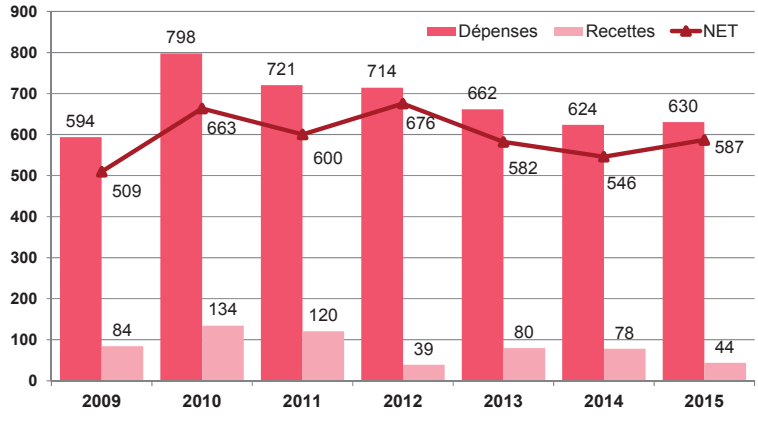
*Remarque : dépenses et recettes d'investissement hors prêts à caractère général et hors transferts d'actifs.*

Les recettes, hors transferts d'actifs (ex. cession d'actifs à la FTI), se montent à 44 millions, nettement au-dessous du niveau de 2014, en raison notamment d'une diminution des subventions reçues de la Confédération. Ainsi, les investissements nets atteignent 587 millions contre 546 millions en 2014 (+7,5%).

En incluant la cession d'actifs réalisée en 2015 entre le canton et la FTI, le niveau des investissements nets est de 487 millions.

### Evolution des investissements 2009-2015

*(en millions CHF, hors prêts à caractère général, location financement et transferts d'actifs)*



Le taux de réalisation des investissements nets est de 82% par rapport au budget 2015, légèrement inférieur à celui de 2014 (85%). Les grands chantiers du canton, tels que le CEVA, le nouveau bâtiment des lits ou les 5e et 6e étapes du CMU se concrétisent à un rythme soutenu et mobilisent des moyens financiers importants.

Les dépenses non réalisées sont notamment imputables à des projets planifiés en 2015 qui ont pris du retard ou qui n'ont pas démarré en raison de l'attente de l'adoption des crédits par le Grand Conseil.

La répartition des dépenses par politique publique fait apparaître que cinq domaines concentrent 90% des moyens. Ainsi, les dépenses octroyées à la mobilité (30%) traduisent la volonté de développer les infrastructures de transports publics. Les projets en lien avec la formation (27%), essentiellement la construction ou la rénovation de bâtiments scolaires, la santé (20%), la sécurité (8%) et le logement (5%) bénéficient d'investissements importants.

# 7. Conclusion

Grâce à un certain nombre d'événements qui ont été présentés ci-dessus, les comptes 2015 bouclent donc sur un léger déficit, que les informations connues à l'issue du premier semestre n'auraient pu permettre d'envisager.

Cette évolution est certes à saluer, de même qu'il est positif d'observer la diminution de la dette durant l'exercice, et l'éloignement temporaire de la menace du frein à l'endettement prévu dans la loi.

Chacun comprendra cependant, au vu des explications données, que ces chiffres ne sauraient détourner les responsables politiques de notre canton des réels enjeux. Il convient en particulier de retenir le fait que, pour la deuxième année consécutive, des rentrées fiscales inhabituelles permettent d'améliorer sensiblement le résultat.

Plus déterminé que jamais à préserver le cadre de vie de la collectivité, les perspectives de l'emploi et de l'économie et l'attractivité de notre canton, le Conseil d'Etat maintiendra le cap qu'il s'est fixé en matière d'assainissement durable des finances publiques. Sa priorité reste la maîtrise de la dette et sa diminution à long terme, tout en assurant la réalisation des investissements indispensables au développement du canton. Et cet objectif ne pourra pas être atteint sans un effort constant pour restreindre les dépenses de l'État.

C'est dans ce contexte que le Conseil d'État vous remercie, Mesdames et Messieurs les député-e-s, de faire bon accueil à la loi approuvant les états financiers individuels 2015 de l'État de Genève.

# 2. États financiers individuels

## Compte de résultat

| | Note | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|---|---|---|---|---|
| Revenus fiscaux | *7.1* | 6'461 | 6'404 | 6'577 |
| Subventions reçues | *7.2* | 295 | 289 | 285 |
| Péréquation et parts à des revenus | *7.3* | 132 | 133 | 132 |
| Autres revenus d'exploitation sans contrepartie | *7.4* | 131 | 111 | 120 |
| **Revenus d'exploitation sans contrepartie** | | **7'019** | **6'936** | **7'115** |
| Dédommagements | *7.5* | 101 | 118 | 101 |
| Prestations de services et livraisons, taxes | *7.6* | 418 | 395 | 377 |
| Remboursements | *7.7* | 70 | 66 | 67 |
| **Revenus d'exploitation avec contrepartie** | | **589** | **579** | **544** |
| **Autres produits d'exploitation** | *7.8* | **205** | **91** | **110** |
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | **7'814** | **7'605** | **7'769** |
| Charges de personnel | *7.9* | -2'295 | -2'331 | -2'238 |
| Charges de fonctionnement | *7.10* | -428 | -428 | -446 |
| Subventions accordées | *7.11* | -3'796 | -3'760 | -3'712 |
| Péréquation et parts de revenus | *7.12* | -367 | -368 | -382 |
| Dédommagements | *7.13* | -82 | -76 | -74 |
| Dotations aux amortissements | *7.14* | -477 | -457 | -461 |
| Autres charges d'exploitation | *7.15* | -408 | -143 | -371 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | **-7'854** | **-7'564** | **-7'684** |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | | **-40** | **41** | **85** |
| Produits financiers | *7.16* | 261 | 228 | 178 |
| Charges financières | *7.17* | -241 | -256 | -258 |
| **RESULTAT FINANCIER** | | **19** | **-28** | **-80** |
| **RESULTAT NET** | | **-21** | **14** | **5** |

### *Eléments non comptabilisés*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Mises à disposition de moyens sans contrepartie | *5.8* | 218 | | 245 |

# Bilan

| | Note | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | *8.1* | 27 | 29 |
| Créances résultant de revenus fiscaux | *8.2* | 2'465 | 2'851 |
| Créances résultant de revenus non fiscaux | *8.3* | 278 | 275 |
| Autres actifs financiers courants | *8.4* | 478 | 442 |
| Stocks et travaux en cours | | 14 | 15 |
| Comptes de régularisation actif | *8.5* | 23 | 17 |
| **ACTIF COURANT** | | **3'286** | **3'629** |
| Immobilisations corporelles | *8.6* | 12'866 | 12'963 |
| Immeubles de placement | *8.7* | 601 | 609 |
| Immobilisations incorporelles | *8.8* | 179 | 193 |
| Participations | *8.9* | 1'329 | 1'224 |
| Prêts | *8.10* | 864 | 740 |
| Subventions d'investissement accordées | *8.11* | 812 | 799 |
| **ACTIF NON COURANT** | | **16'652** | **16'530** |
| **ACTIF** | | **19'938** | **20'159** |
| **PASSIF** | | | |
| Fournisseurs et autres créanciers | *8.12* | 696 | 756 |
| Emprunts courants | *8.13* | 2'933 | 3'403 |
| Autres passifs financiers courants | *8.14* | 2'212 | 1'953 |
| Comptes de régularisation passif | *8.15* | 110 | 111 |
| Provisions courantes | *8.16* | 144 | 91 |
| **PASSIF COURANT** | | **6'095** | **6'314** |
| Emprunts non courants | *8.13* | 9'737 | 9'985 |
| Provisions non courantes | *8.16* | 553 | 360 |
| Autres passifs financiers non courants | *8.17* | 219 | 232 |
| Subventions d'investissement reçues | *8.18* | 658 | 647 |
| **PASSIF NON COURANT** | | **11'168** | **11'224** |
| **FONDS ETRANGERS** | | **17'262** | **17'538** |
| Fonds sous capital propre | *8.19* | 104 | 94 |
| Réserve conjoncturelle | *8.20* | 547 | 567 |
| Réserve de réévaluation | *8.21* | 132 | 57 |
| Fonds propres libres | | 1'893 | 1'902 |
| **FONDS PROPRES** | | **2'676** | **2'621** |
| **PASSIF** | | **19'938** | **20'159** |

## *Eléments non comptabilisés*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Garanties données | *11* | 12'336 | 11'580 |

## Tableau de mouvements des fonds propres

| | Fonds /s capital propre | Réserve conjonc-turelle | Réserve de rééva-luation | Fonds propres libres | Total des fonds propres |
|---|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014 publié** | **630** | **567** | **75** | **1'387** | **2'659** |
| Corrections d'erreurs | - | - | - | -25 | -25 |
| Changement de méthode comptable | -541 | - | - | 540 | -1 |
| **Solde au 1er janvier 2014 corrigé** | **89** | **567** | **75** | **1'902** | **2'634** |
| Résultat net de l'exercice | - | - | - | 5 | 5 |
| Affectations | 105 | - | - | -105 | - |
| Utilisations | -100 | - | - | 100 | - |
| Actifs disponibles à la vente | - | - | -18 | - | -18 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **94** | **567** | **57** | **1'902** | **2'621** |
| Résultat net de l'exercice | - | - | - | -21 | -21 |
| Affectations | 87 | - | - | -86 | 1 |
| Utilisations | -77 | -21 | - | 98 | - |
| Actifs disponibles à la vente | - | - | 75 | - | 75 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **104** | **547** | **132** | **1'893** | **2'676** |

## Tableau des flux de trésorerie

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| **RESULTAT NET** | **-21** | **5** |
| Eléments du cycle d'exploitation à ajuster : | | |
| Provisions et pertes de valeur | 229 | 206 |
| Amortissements | 477 | 461 |
| Plus et moins-value sur sortie d'actifs | -5 | 3 |
| Produits différés des subventions d'investissements reçues | -18 | -18 |
| Autres | 7 | 3 |
| **AUTOFINANCEMENT** | **669** | **660** |
| Variation du besoin en fonds de roulement : | | |
| Opérations fiscales propres à l'Etat | 426 | -414 |
| Opérations non fiscales propres à l'Etat | -88 | -241 |
| Opérations fiscales pour le compte de tiers | 151 | -65 |
| Opérations non fiscales pour le compte de tiers | 54 | 34 |
| **VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT** | **543** | **-687** |
| **FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION** | **1'211** | **-28** |
| Sorties de trésorerie liées à l'acquisition d'immo. corporelles | -387 | -358 |
| Sorties de trésorerie liées à l'acquisition d'immo. incorporelles | -23 | -40 |
| Sorties de trésorerie liées aux subventions d'invest. accordées | -75 | -79 |
| Entrées de trésorerie liées aux subventions d'invest. reçues | 26 | 51 |
| Sorties de trésorerie liées aux autres investissements | -157 | -164 |
| Entrées de trésorerie liées aux autres investissements | 125 | 18 |
| **FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS** | **-492** | **-571** |
| **FLUX DE TRESORERIE LIBRES (HORS FINANCEMENT)** | **720** | **-599** |
| Produits de l'émission des emprunts à long terme | 678 | 905 |
| Remboursements des emprunts à long terme | -750 | -852 |
| Variation des emprunts souscrits à court terme | -650 | 542 |
| Autres variations liées au financement | - | -0 |
| **FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT** | **-722** | **594** |
| **VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE** | **-2** | **-4** |
| **Trésorerie en début de période** | **29** | **34** |
| **Trésorerie en fin de période** | **27** | **29** |

# Notes relatives aux états financiers individuels

# 1 La République et Canton de Genève

La République et Canton de Genève (« l'Etat ») s'étend sur un territoire de 282 km$^2$ et compte 45 communes, dont la plus importante est la Ville de Genève.

Le produit intérieur brut (PIB) du canton rapporté à son nombre d'habitants compte parmi les plus élevés du monde.

| | 2015 | 2014 | 2013 |
|---|---|---|---|
| PIB (milions CHF)* | 52'225 | 52'121 | 51'470 |
| Nombre d'habitants | 490'578 | 482'545 | 476'006 |
| PIB / habitant (CHF) | 106'456 | 108'013 | 108'129 |

** PIB incluant les OIG ; montant 2015 provisoire, établi selon le taux de croissance estimé par le GPE*

En termes d'organisation :

- le Grand Conseil exerce le pouvoir législatif ;
- les politiques publiques de l'Etat sont mises en œuvre par le Conseil d'Etat (pouvoir exécutif) et l'administration cantonale organisée en sept départements, ainsi que par le Ministère public et les juridictions (Pouvoir judiciaire) ;
- la Cour des comptes assure un contrôle indépendant.

Afin de financer ses activités, l'Etat prélève des impôts et des taxes prévus par les législations fédérales et cantonales et/ou facture des émoluments couvrant tout ou partie du coût de ses prestations.

L'Etat peut déléguer ses tâches à des entités autonomes dont les objectifs sont définis dans des lois ou dans des contrats de prestations. Les entreprises publiques exerçant une activité commerciale couvrent l'intégralité de leurs coûts. Les autres entités autonomes reçoivent des subventions de l'Etat en plus des revenus qu'elles perçoivent auprès des usagers.

# 2 Date de publication des présents états financiers

Les présents états financiers ont été approuvés par le Conseil d'Etat (gouvernement) le 9 mars 2016, date à laquelle la publication des états financiers a été autorisée.

Le Conseil d'Etat est également compétent pour publier les états financiers. De fait, la publication des états financiers individuels de l'Etat intervient le jour de leur présentation par le Conseil d'Etat (gouvernement) à la commission des finances et à la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil (parlement). Cette présentation est prévue le 22 mars 2016.

# 3 Évènements majeurs de l'année

## 3.1 Equilibre financier de la CPEG

La situation financière de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève ("CPEG", "Caisse") s'est dégradée en 2015 principalement en raison de la faiblesse des taux, de l'inflation et des performances des marchés financiers. La mise à jour des projections des degrés de couverture de la Caisse sur la base de sa situation financière au 1er janvier 2016 montre que la CPEG n'est plus en mesure d'atteindre un degré de couverture de 80% d'ici 2051, tel qu'exigé par le droit fédéral (76% au 31 décembre 2051 selon cette projection actuarielle).

Si la tendance actuelle venait à perdurer ces prochaines années, l'équilibre financier de la CPEG ne pourrait plus être assuré à long terme et des mesures potentiellement structurelles devraient être prises (baisses de prestations et/ou hausse du financement et/ou changement de système de primauté). La CPEG fonctionnant en capitalisation partielle, l'Etat, en tant que garant, pourrait être contraint d'octroyer un financement supplémentaire, notamment si les mesures nécessaires ne permettaient plus de respecter les prestations minimales prescrites par le droit fédéral.

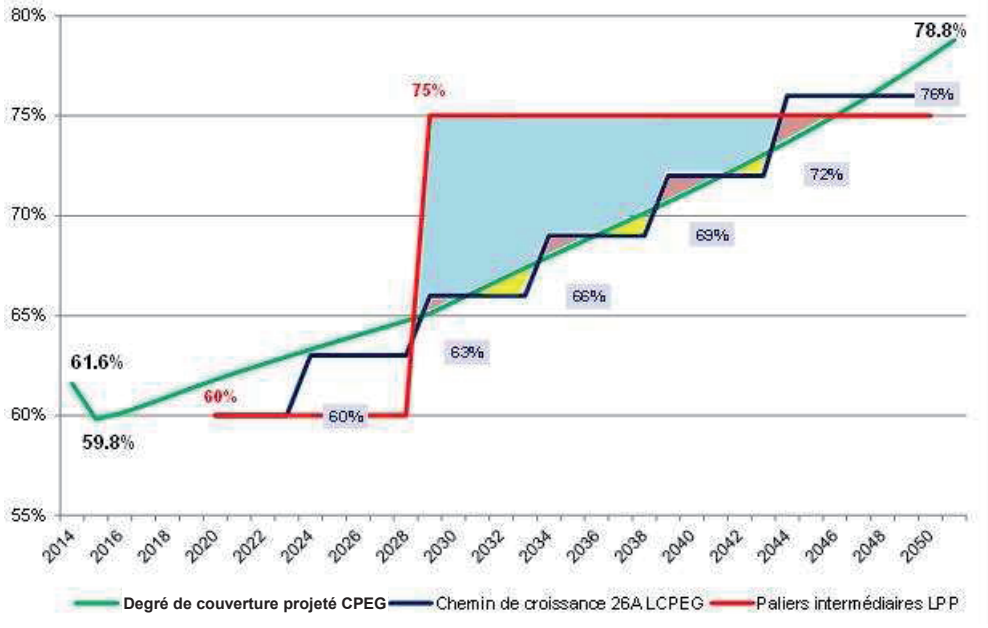
Par ailleurs, le taux technique de référence, recommandé par la directive DTA4 publiée par la Chambre suisse des actuaires-conseils, est passé de 3% à 2,75% en novembre 2015. L'abaissement du taux technique de la CPEG, qui est actuellement de 3%, contribuerait à augmenter les engagements et à abaisser le degré de couverture. Le degré de couverture de la Caisse projeté au 31 décembre 2051 passerait de 76% à 74%.

## 3.2 Intérêts pour non-atteinte des paliers intermédiaires CPEG

En tant que garant, l'Etat est tenu de payer à la CPEG un intérêt si le taux de couverture de la Caisse se trouve en-dessous des paliers intermédiaires LPP.

La situation financière de la CPEG s'étant dégradée en 2015, le risque que l'Etat ait à payer des intérêts s'est accru et est estimé à CHF 410 millions au 31 décembre 2015 (2014 - CHF 203 millions). Ce risque est limité au chemin de croissance légal cantonal (aire bleu clair & aires jaunes entre les courbes rouge et bleu foncé dans le graphique ci-après).

Vu que ce risque a été provisionné à concurrence de CHF 203 millions au 31 décembre 2014, une provision supplémentaire de CHF 207 millions a été comptabilisée en 2015, afin de porter le montant total de la provision à CHF 410 millions au 31 décembre 2015.



## 3.3 Cession d'actifs à la Fondation pour les terrains industriels

En décembre 2015, l'Etat a cédé des actifs immobiliers pour un total de CHF 100 millions à la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI). Les actifs immobiliers transférés sont composés des terrains et bâtiments situés en zone industrielle de la propriété de l'Etat, dont une partie était déjà gérée par la FTI.

Cette opération a pour objectif :

- d'améliorer la gestion et l'aménagement des zones industrielles du Canton en conférant à la FTI la maîtrise foncière des actifs immobiliers destinés aux activités de son ressort ;
- de participer au désendettement de l'Etat dans le cadre des transferts d'actifs prévus par la mesure 53 du plan de mesures décidé par le Conseil d'Etat.

Cette cession n'a pas d'effet sur le compte de résultat en 2015 dans la mesure où les actifs immobiliers ont été transférés à leur valeur nette comptable (CHF 100 millions).

Toutefois, en contrepartie de cette vente de CHF 100 millions, les revenus issus des locations de ces actifs ne seront plus perçus par l'Etat dès 2016, mais directement par la FTI (diminution annuelle de revenus de CHF 2 millions).

Par ailleurs, d'ici les trois prochaines années, l'Etat prévoit d'échanger CHF 60 millions de biens immobiliers en zone industrielle hors Praille Acacias Vernets (PAV), contre le rachat par la FTI de droits de superficie sur des terrains en zone PAV d'un même montant. Une promesse d'achat-vente a déjà été signée avec la FTI.

# 4 Indicateurs de gestion et de pilotage

**Frein au déficit**

Le Conseil d'Etat (gouvernement) doit soumettre au Grand Conseil (parlement) des mesures de rang législatif assurant le retour à l'équilibre des comptes, lorsque l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- lorsque le compte de résultat individuel de l'Etat présente un excédent de charges durant trois années consécutives, y compris les éventuelles corrections d'erreurs postérieures, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit le troisième exercice ;
- lorsque le budget de l'année suivante présente un excédent de charges supérieur à la réserve conjoncturelle disponible dans les états financiers de l'année précédente, au plus tard le 15 septembre de l'année en cours.

Au 31 décembre 2015, aucune mesure d'assainissement n'est requise ou en cours d'application car :

- le compte de résultat individuel de l'Etat ne présente pas trois exercices successifs déficitaires (excédent de charge uniquement en 2015) ;
- aucun budget n'a été voté pour l'année 2016 à la date de publication des présents états financiers ; cependant, le projet de budget 2016, déposé au Grand conseil en septembre 2015, présente un déficit de CHF 70 millions, inférieur à la réserve conjoncturelle disponible de CHF 567 millions au 31 décembre 2014.

**Frein à l'endettement**

L'objectif à long terme est de limiter l'endettement à un montant maximum équivalant au total des revenus du compte de résultat des présents états financiers. Tant que cet objectif n'est pas atteint, les mesures suivantes s'appliquent aux crédits d'ouvrage (hors crédits d'études et acquisition d'immeubles) :

- si l'endettement annuel moyen dépasse CHF 13,3 milliards, le Grand Conseil (parlement) ne peut adopter que des crédits d'ouvrage qui autorisent des dépenses à caractère urgent : la majorité absolue de ses membres est requise (51 voix) ;
- si l'endettement annuel moyen dépasse CHF 14,8 milliards, le Grand Conseil (parlement) ne peut adopter que des crédits d'ouvrage qui autorisent des dépenses à caractère urgent : la majorité des deux tiers de ses membres est requise (67 voix) ; de plus, le Grand Conseil vote sur la possibilité de soumettre les décisions d'investissement au corps électoral (référendum facultatif).

Au 31 décembre 2015 :

- le taux d'endettement de l'Etat (151%) est supérieur à l'objectif à long terme (100%) ;
- la moyenne annuelle de la dette financière de l'Etat s'élève à CHF 12,2 milliards et reste donc inférieure au seuil de CHF 13,3 milliards à partir duquel le Grand Conseil (parlement) ne peut adopter que des crédits d'ouvrage qui autorisent des dépenses à caractère urgent (à la majorité absolue).

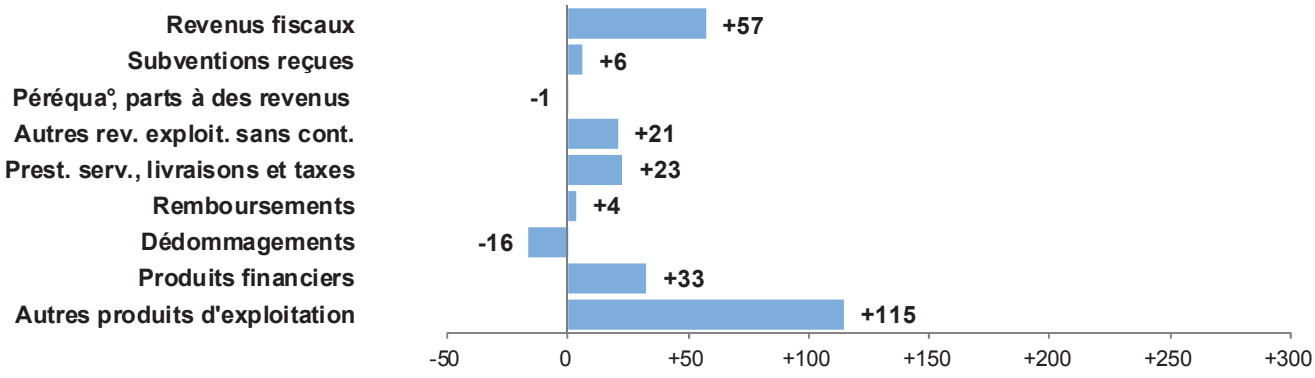
| | PB 2016 | C 2015 | C 2014 | C 2013 |
|---|---|---|---|---|
| **Frein au déficit** | | | | |
| Résultat net | -70 | -21 | 5 | 45 |
| Réserve conjoncturelle | 567 | 547 | 567 | 567 |
| **Frein à l'endettement** | | | | |
| Endettement moyen* | *n.d.* | 12'153 | 12'675 | 11'600 |
| Revenus | *n.d.* | 8'075 | 7'947 | 7'796 |
| Taux d'endettement (endettement moyen / revenus) | *n.d.* | 151% | 159% | 149% |
| **Autres** | | | | |
| Emprunts au passif du bilan | *n.d.* | 12'670 | 13'388 | 12'792 |

*n.d. : non disponible*

** Montants calculés selon la moyenne des soldes au dernier jour de chaque mois.*

# 5 Analyse des comptes

## 5.1 Écarts pour les revenus entre les comptes et le budget voté




### Revenus fiscaux

L'excédent de revenus de CHF 57 millions est expliqué par les éléments détaillés ci-après :

- Augmentation de l'impôt courant : excédent de CHF 10 millions

  Les impôts courants 2015 ont bénéficié d'une opération inhabituelle de CHF 132 millions impossible à anticiper lors de l'élaboration du budget. Sans cette opération liée à l'impôt des personnes physiques, l'impôt courant aurait été inférieur aux montants budgétés.

  L'ensemble des impôts courants des personnes physiques (imposées au barème ordinaire et imposées à la source) n'a pas atteint le budget (CHF 86 millions).

  A l'inverse, les impôts suivants dépassent le budget : excédent de CHF 33 millions sur l'impôt des personnes morales, excédent de CHF 5 millions sur l'impôt immobilier complémentaire, excédent de CHF 15 millions sur les droits de mutation, excédent de CHF 39 millions sur les droits de successions et donations, excédent de CHF 7 millions sur les parts à des revenus fédéraux.
- Correctif d'estimation et reliquat : excédent de CHF 40 millions

  Dans leur ensemble, les correctifs d'estimation sur les années 2010 à 2014 ont été budgétés à hauteur de CHF 62 millions.

  Finalement, le montant effectif s'élève à CHF 102 millions et est entièrement imputable au reliquat. Une part importante de ce montant concerne l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.
- Autres éléments : excédent de CHF 7 millions.

### Autres revenus d'exploitation sans contrepartie

L'excédent de CHF 21 millions s'explique principalement par les éléments suivants :

- CHF 19 millions sur les revenus liés aux amendes, principalement en raison d'une augmentation du volume des amendes et de l'application d'une marge de tolérance plus faible sur les excès de vitesse mesurés par les radars automatiques (CHF 15 millions) ;
- CHF 8 millions sur les restitutions de subventions reçues par les ménages privés, liés principalement au remboursement de subventions reçues indûment (CHF 5 millions) et à la rétrocession, par les assureurs, des primes d'assurance maladie payées en trop (CHF 2 millions).

### Prestations de services et livraisons, taxes

L'excédent de CHF 23 millions est expliqué par les éléments détaillés ci-après :

- CHF 13 millions d'excédents liés à la nouvelle facturation aux Transports publics genevois (TPG) de l'utilisation des rails de tramways ; ce montant est facturé à des fins d'optimisation de TVA et est compensé par une augmentation de la subvention accordée par l'Etat aux TPG (pas d'incidence sur le résultat net) ;
- Divers excédents de moindre importance qui s'élèvent globalement à CHF 10 millions.

**Dédommagements**

Les CHF 16 millions non réalisés résultent principalement des éléments suivants :

- le décalage dans la mise en place du dispositif de protection de la Genève internationale n'a pas permis de refacturer à la Confédération certains frais de sécurité et de protection (non réalisé de CHF 5 millions) ;
- le décalage de l'ouverture de "Curabilis" et de la "Brenaz +100" n'a pas permis de percevoir de dédommagements d'autres cantons au titre du placement de leurs détenus à Genève (non réalisé de CHF 5 millions).

Les décalages mentionnés précédemment entraînent en contrepartie une économie sur les charges de personnel et de fonctionnement.

**Produits financiers**

L'excédent de CHF 33 millions est expliqué essentiellement par les éléments détaillés ci-après :

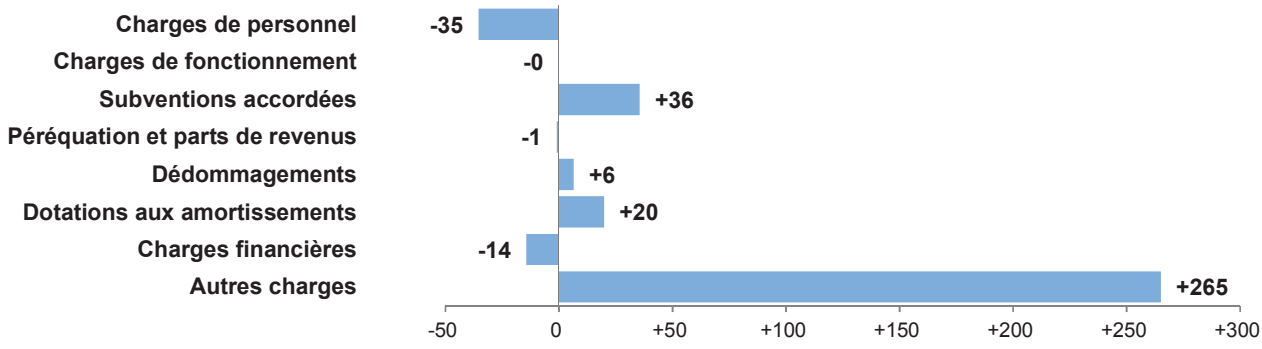
- l'Etat a perçu de la Banque nationale suisse (BNS) un montant supplémentaire de CHF 38 millions dans le cadre de l'accord convenu en 2015 entre la BNS et le Département fédéral des finances (DFF) ;
- les intérêts escomptés sur les créances résultant de revenus fiscaux sont inférieurs de CHF 4 millions au budget.

**Autres produits d'exploitation**

L'excédent de CHF 115 millions résulte essentiellement des éléments détaillés ci-après :

- HSBC Private Bank (Suisse) SA a versé à l'Etat la somme de CHF 40 millions afin de mettre un terme à l'enquête pénale pour blanchiment d'argent aggravé ;
- un assujettissement à la TVA en 2015 permet à l'Etat de récupérer la TVA payée sur les travaux de construction de lignes de tramways réalisés ces 15 dernières années pour CHF 24 millions ; en outre, une provision de CHF 14 millions a été constituée en 2015 afin de couvrir un risque de restitution à l'Office fédéral des transports qui a justement participé au financement des travaux (incidence nette positive de CHF 10 millions sur le résultat net) ;
- les charges de personnel activées en investissements sont inférieures de CHF 11 millions au budget, en raison notamment des mesures d'économie sur les investissements de renouvellement des systèmes d'information et de communication (CHF 8 millions) ;
- les produits sur créances irrécouvrables sont supérieurs au budget de CHF 8 millions ;
- les cessions et les aliénations d'immeubles au titre d'apport en nature ont généré des plus-values non budgétées de CHF 3 millions ;
- les dépréciations de créances fiscales génèrent une reprise de perte de valeur non budgétée de CHF 39 millions (diminution du risque de non recouvrement des créances) ;
- la reprise de dépréciation des créances sur amendes et contraventions, budgétée pour CHF 6 millions, ne s'est pas réalisée.

## 5.2 Écarts pour les charges entre les comptes et le budget voté




### Charges de personnel

Les CHF 35 millions de charges non réalisées s'expliquent principalement par les efforts d'économie sur les postes de tous les départements de l'Etat, suite aux décisions du Conseil d'Etat de bloquer les engagements de personnel externe durant les 4 derniers mois de l'année, de reporter à début 2016 l'engagement de nouveaux agents de détention et, plus généralement, d'anticiper la réduction de 1% des postes inscrite dans le projet de budget 2016.

### Charges de fonctionnement

L'Etat devait réaliser une économie globale de CHF 16 millions sur les charges de fonctionnement (coupe linéaire). Selon les postes, des économies ont pu être réalisées ou des excédents se sont avérés nécessaires. Au final, une économie de CHF 17 millions a été réalisée.

### Subventions accordées

Les CHF 36 millions d'excédent de charges résultent des principales contributions suivantes :

- CHF 48 millions d'excédent de subventions accordées aux ménages privés : aides aux migrants (CHF 11 millions), prestations complémentaires aux personnes handicapées (CHF 10 millions) et aux personnes âgées (CHF 8 millions), assurance maladie (CHF 8 millions), formation (CHF 9 millions) ;
- CHF 14 millions d'excédent de subventions accordées aux TPG afin de compenser la nouvelle facturation de l'utilisation des rails de tramways par l'Etat (pas d'incidence sur le résultat net) ;
- CHF 13 millions non réalisées sur différents éléments non significatifs ;
- CHF 13 millions comptabilisés en autres charges d'exploitation et budgétés en subventions accordées aux ménages privés.

### Dédommagements

L'excédent de CHF 6 millions concerne la contribution à l'accord intercantonal universitaire au titre des écolages hors canton (CHF 6 millions).

### Dotations aux amortissements

L'excédent de charges de CHF 20 millions résulte essentiellement des écarts suivants :

- CHF 13 millions d'excédent liés à l'accélération de l'amortissement pour certains bâtiments sur une durée de vie plus courte (démolition programmée de bâtiments par exemple) ;
- CHF 7 millions d'excédent liés principalement à des transferts d'actifs initialement prévus en 2015 et différés en 2016 (Ports Francs et cercle des agriculteurs).

### Charges financières

Les CHF 14 millions de charges non réalisées s'expliquent notamment par les intérêts sur emprunts, en raison de la baisse des taux d'intérêt qui ont permis à l'Etat de se refinancer à des taux très favorables (non réalisé de CHF 19 millions).

### Autres charges d'exploitation

L'excédent de charges de CHF 265 millions est essentiellement expliqué ci-après :

- un complément de CHF 207 millions a été provisionné en 2015 pour couvrir intégralement le risque de non atteinte des paliers intermédiaires par la CPEG ;
- une provision de CHF 17 millions a été constituée en 2015 pour couvrir le risque lié à l'insuffisance du fonds taxis, destiné à financer la taxe compensatoire versée aux titulaires de permis de taxi au moment de la cessation de leur activité ;
- une provision de CHF 14 millions a été constituée en 2015 pour couvrir un risque de restitution à l'Office fédéral des transports dans le cadre d'un assujettissement à la TVA ;
- le risque de non recouvrement des créances est supérieur de CHF 9 millions au budget ;
- les démolitions effectives et les cessions d'actifs immobilisés ont généré des moins-values non budgétées de CHF 5 millions ;
- CHF 13 millions comptabilisés en autres charges d'exploitation et budgétés en subventions accordées aux ménages privés.

## 5.3 Ecarts en matière de crédits du budget voté aux comptes

| | B 2015 | Crédits supplémentaires Commission des finances | Crédits supplémentaires Conseil d'Etat | Autres écarts | C 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 2'331 | 8 | 9 | -52 | 2'295 |
| Charges de fonctionnement | 428 | 30 | 16 | -46 | 428 |
| Subventions accordées | 3'760 | 47 | 22 | -34 | 3'796 |
| Péréquation et parts de revenus | 368 | | 0 | -1 | 367 |
| Dédommagements | 76 | 7 | 2 | -2 | 82 |
| Dotations aux amortissements | 457 | | 28 | -8 | 477 |
| Autres charges d'exploitation | 143 | | 259 | 6 | 408 |
| **Charges d'exploitation** | **7'564** | **92** | **336** | **-138** | **7'854** |
| **Charges financières** | **256** | | **5** | **-20** | **241** |
| **TOTAL CHARGES** | **7'819** | **92** | **341** | **-158** | **8'095** |

Le budget est voté selon une approche sectorielle, par programme et nature comptable à 2 positions du plan comptable MCH2. Les écarts entre les charges inscrites au budget et les charges figurant dans les comptes sont présentés dans les colonnes du tableau ci-dessus.

**Crédits supplémentaires soumis et approuvés par la Commission des finances du Grand Conseil**

La Commission des finances du Grand Conseil a accordé des crédits supplémentaires d'un montant total CHF 92 millions, essentiellement pour :

- permettre l'engagement de personnel (CHF 8 millions) ;
- valider les reports budgétaires de l'exercice 2014 à 2015 en charges de fonctionnement (CHF 29 millions) ;
- octroyer des hausses de subventions (dont CHF 14 millions de subventions aux TPG, CHF 12 millions pour des prestations complémentaires et CHF 10 millions d'aides aux migrants) ;
- couvrir des dédommagements à d'autres cantons (CHF 7 millions).

Seuls CHF 77 millions des CHF 92 millions ont été effectivement dépensés en 2015. Les crédits restants (CHF 15 millions) sont échus à fin 2015.

**Crédits supplémentaires de la compétence du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat est compétent pour décider des dépassements relatifs aux amortissements (CHF 28 millions), aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables (CHF 299 millions), aux pertes de valeur et dépréciations d'actifs (CHF 5 millions), aux pertes de change (CHF 5 millions), ainsi qu'aux autres dépenses inférieures aux seuils de matérialité définis par la loi.

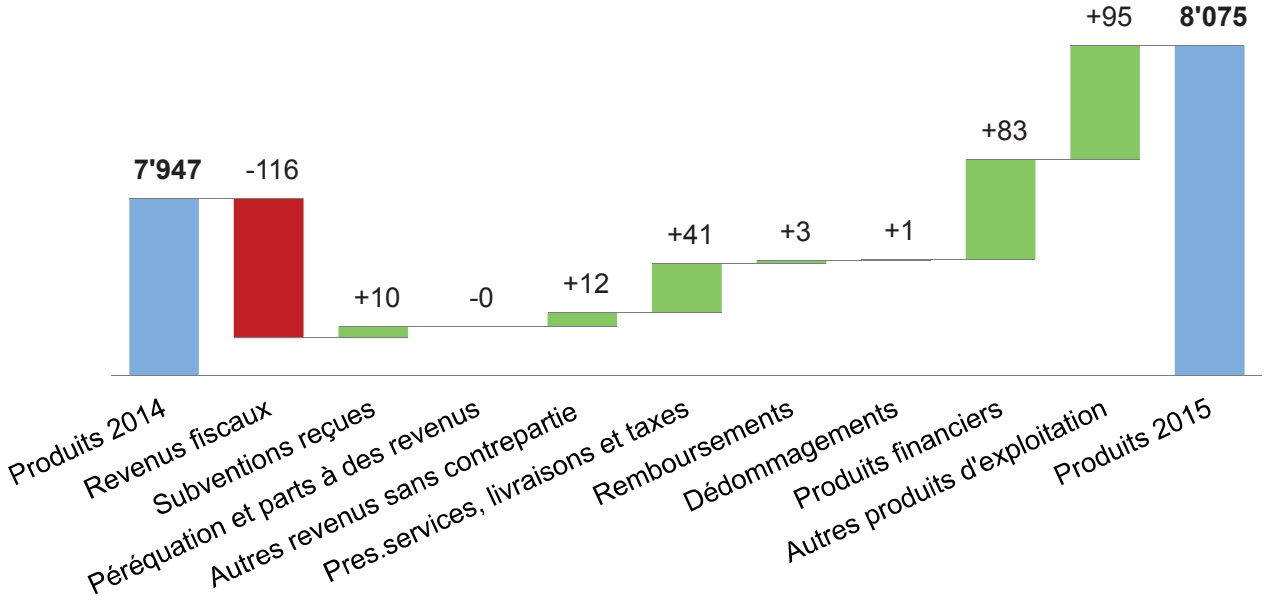
Le montant total de ces charges s'élève à CHF 341 millions. Les montants correspondants sont comptabilisés dans le cadre de la clôture des présents états financiers et ne peuvent être anticipés lors de l'élaboration du budget.

**Autres écarts**

Les autres écarts s'élèvent à CHF 158 millions et sont essentiellement liés à des montants budgétés et non-dépensés :

- les mesures d'économies décidées par le Conseil d'Etat en août 2015 ont contribué aux CHF 52 millions de non-dépensés sur les charges de personnel (en raison essentiellement de blocage des engagements, de report d'engagements sur 2016 et d'une anticipation de nouvelles coupes budgétaires) et aux CHF 47 millions de non-dépensés sur les charges de fonctionnement (lié notamment à la compensation systématique par les départements de toute demande de crédits supplémentaires) ;
- une utilisation inférieure des crédits autorisés sur certaines subventions pour des montants individuellement peu significatifs ;
- vu la baisse des taux d'intérêts début 2015, l'Etat a pu se refinancer à des taux très favorables et économiser CHF 20 millions par rapport au budget.

## 5.4 Écarts sur les produits entre les comptes 2014 et 2015




**Revenus fiscaux**

La baisse de CHF 116 millions est expliquée par les éléments détaillés ci-après :

- Impôt courant : baisse de CHF 382 millions

  Les impôts courants 2014 ont bénéficié d'une opération inhabituelle de CHF 415 millions. Toutefois, les impôts courants 2015 ont également bénéficié d'une seconde nouvelle opération inhabituelle de CHF 132 millions. Sans cette opération liée à l'impôt des personnes physiques, la situation aurait été nettement moins favorable.
- Correctif d'estimation : augmentation de CHF 105 millions

  Les correctifs d'estimation sur les années antérieures (2010 à 2014) sont nuls (2014 - négatif de CHF 105 millions)
- Reliquat : augmentation de CHF 172 millions

  Les rectifications de taxation sur les années qui ne sont plus estimées (antérieures à 2010) présentent un solde positif de CHF 102 millions au 31 décembre 2015 (2014 - négatif de CHF 70 millions).
- Autres éléments : baisse de CHF 12 millions.

**Subventions reçues**

La hausse de CHF 10 millions provient essentiellement des subventions reçues de la Confédération pour couvrir les coûts des assurés à ressources modestes (CHF 7 millions) et des prestations complémentaires (CHF 4 millions).

**Autres revenus d'exploitation sans contrepartie**

La hausse de CHF 12 millions s'explique principalement par les éléments détaillés ci-après :

- hausse de de CHF 17 millions des revenus liés aux amendes, principalement en raison d'une augmentation du volume des amendes et de l'application d'une marge de tolérance plus faible sur les excès de vitesse mesurés par les radars automatiques (CHF 14 millions) ;
- hausse de CHF 8 millions des restitutions de subventions reçues indûment par les ménages privés, et hausse de CHF 2 millions des rétrocession, par les assureurs, des primes d'assurance maladie payées en trop ;
- baisse de CHF 16 millions des restitutions de résultat des entités subventionnées, qui passent de CHF 18 millions en 2014 à CHF 3 millions en 2015.

**Prestations de services et livraisons, taxes**

La hausse de CHF 41 millions s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- les revenus liés aux émoluments augmentent de CHF 14 millions (déblocage par le registre foncier d'un nombre important de dossiers, modification des tarifs pour les autorisations de construire, émoluments du Pouvoir judiciaire).
- l'utilisation des rails de tramways par les TPG fait l'objet d'une nouvelle facturation de CHF 13 millions à des fins d'optimisation de TVA ; ce revenu est compensé par une augmentation de la subvention accordée par l'Etat aux TPG (pas d'incidence résultat) ;
- les revenus de perception de contributions (notamment l'impôt prélevé par l'Etat pour le compte des communes) est en hausse de CHF 7 millions.

**Produits financiers**

La hausse de CHF 83 millions s'explique essentiellement par les éléments détaillés ci-après :

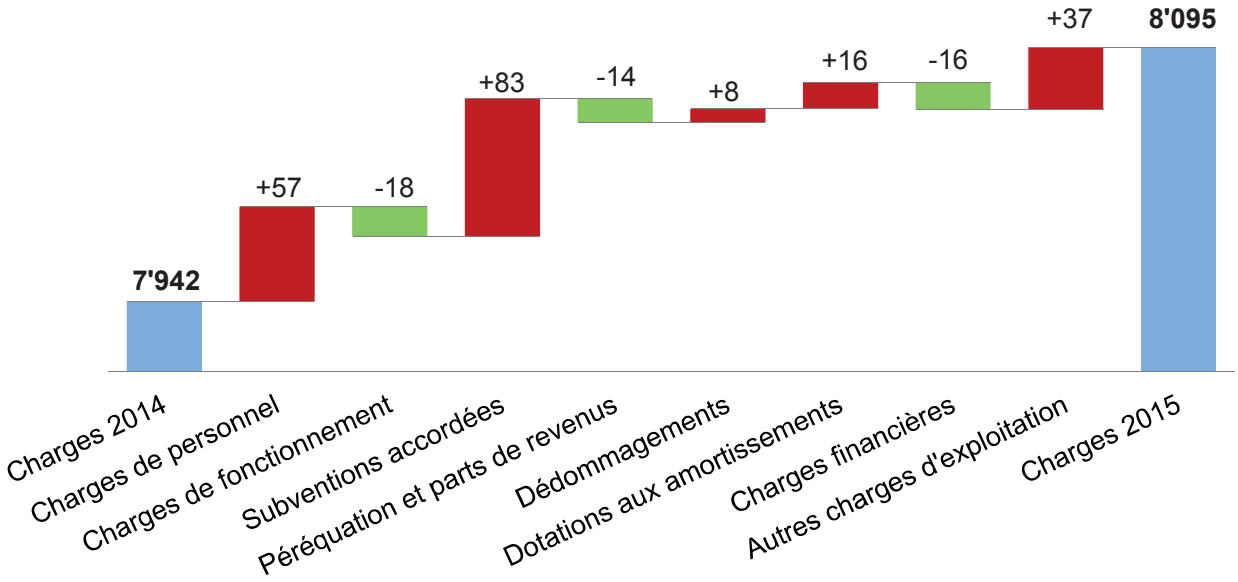
- l'Etat a perçu de la Banque nationale suisse (BNS) un montant de CHF 77 millions dans le cadre de l'accord convenu en 2015 entre la BNS et le Département fédéral des finances ;
- les intérêts escomptés sur les créances résultant de revenus fiscaux sont en hausse de CHF 13 millions ;
- l'entité de droit public Genève Aéroport a réalisé en 2015 un bénéfice de CHF 75 millions, inférieur de CHF 13 millions au bénéfice 2014 ; cette entité étant légalement tenue de rétrocéder 50% de son bénéfice, la part correspondante est par conséquent en baisse de CHF 7 millions.

**Autres produits d'exploitation**

La hausse de CHF 95 millions résulte essentiellement des éléments détaillés ci-après :

- HSBC Private Bank (Suisse) SA a versé à l'Etat la somme de CHF 40 millions afin de mettre un terme à l'enquête pénale pour blanchiment d'argent aggravé ;
- un assujettissement à la TVA en 2015 permet à l'Etat de récupérer la TVA payée sur les travaux de construction de lignes de tramways réalisés ces 15 dernières années pour CHF 24 millions ; en outre, une provision de CHF 14 millions a été constituée en 2015 afin de couvrir un risque de restitution à l'Office fédéral des transports qui a justement participé au financement des travaux (incidence nette positive de CHF 10 millions sur le résultat net) ;
- les cessions et les aliénations d'immeubles au titre d'apport en nature ont généré des plus-values de CHF 9 millions, en hausse de CHF 8 millions ;
- les produits sur créances irrécouvrables sont en hausse de CHF 8 millions ;
- les charges de personnel activées en investissements sont en baisse de CHF 5 millions, en raison notamment des mesures d'économie sur les investissements de renouvellement des systèmes d'information et de communication (CHF 4 millions) ;
- les reprises de provisions, de pertes de valeur et de charges à payer sont globalement en hausse de CHF 14 millions.

## 5.5 Écarts sur les charges entre les comptes 2014 et 2015




### Charges de personnel

La hausse de CHF 57 millions résulte des principales charges supplémentaires suivantes :

- CHF 25 millions dus à la hausse des effectifs ;
- CHF 11 millions induits par le relèvement progressif du taux de cotisation de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG) ;
- CHF 13 millions liés aux augmentations de salaires consentis au personnel de l'Etat ;
- CHF 7 millions d'indemnités fixes au personnel reclassés des charges de fonctionnement aux charges de personnel.

### Charges de fonctionnement

La baisse nette de CHF 18 millions est essentiellement due au transfert (de l'Etat à l'Université de Genève) des charges d'entretien, de nettoyage, d'énergie et de loyers des bâtiments utilisés par l'Université (CHF 19 millions). Toutefois, ce transfert de charges est compensé par une hausse de CHF 18 millions de la subvention accordée à l'Université de Genève.

### Subventions accordées

La hausse de CHF 83 millions résulte des principales charges supplémentaires suivantes :

- CHF 37 millions pour couvrir des besoins en matière d'aides aux migrants, de prise en charge des frais d'assurances maladie, et de prestations complémentaires aux personnes handicapées et personnes âgées ;
- CHF 13 millions de subventions accordées aux TPG afin de compenser la nouvelle facturation de l'utilisation des rails de tramways par l'Etat (pas d'incidence sur le résultat net) ;
- CHF 18 millions de subventions accordées à l'Université de Genève (voir charges de fonctionnement).

### Dotations aux amortissements

La hausse de CHF 16 millions s'explique par l'accélération de l'amortissement de certains bâtiments (démolitions programmées de bâtiments par exemple) et par l'amortissement des nouveaux investissements.

### Charges financières

La baisse de CHF 16 millions s'explique par la diminution (CHF 17 millions) des intérêts sur emprunts, en raison de la baisse des taux d'intérêt début 2015 qui ont permis à l'Etat de se refinancer à moindre coût.

### Autres charges d'exploitation

La hausse de CHF 37 millions résulte principalement des éléments détaillés ci-après :

- une provision de CHF 14 millions a été constituée en 2015 pour couvrir un risque de restitution à l'Office fédéral des transports dans le cadre d'un assujettissement à la TVA ;
- une provision de CHF 17 millions a été constituée en 2015 pour couvrir le risque lié à l'insuffisance du fonds taxis, destiné à financer la taxe compensatoire versée aux titulaires de permis de taxi au moment de la cessation de leur activité.

## 5.6 Compte d'investissement

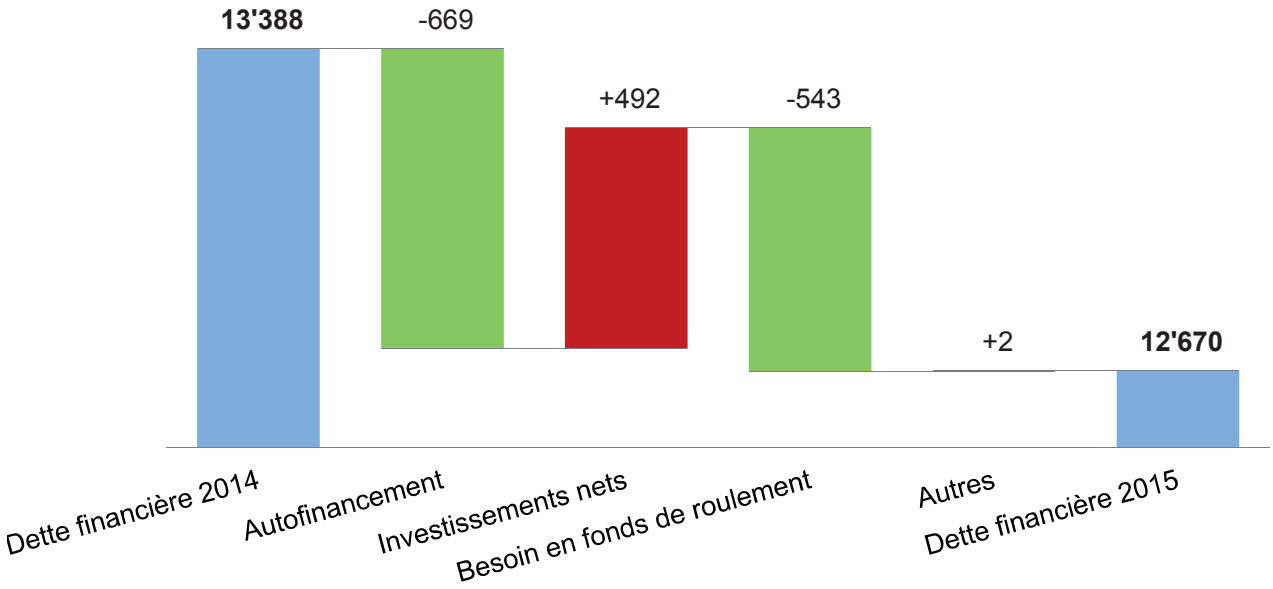
| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Subventions acquises | 26 | 41 | 51 |
| Cessions d'actifs | 117 | 22 | 27 |
| **Recettes d'investissements *** | **143** | **63** | **78** |
| Prêts CEVA et Ferroviaire | 121 | 153 | 112 |
| Participations | 24 | 25 | 36 |
| Immobilisations corporelles | 388 | 439 | 358 |
| Immobilisations incorporelles | 23 | 25 | 40 |
| Subventions accordées | 74 | 138 | 79 |
| **Dépenses d'investissements *** | **630** | **780** | **624** |
| **INVESTISSEMENT NET** | **487** | **717** | **546** |
| **** Hors prêts à caractère général*** | | | |
| *Recettes des prêts à caractère général* | *2* | *4* | *2* |
| *Dépenses des prêts à caractère général* | *8* | *22* | *11* |
| ***Investissement net des prêts à caractère général*** | ***7*** | ***18*** | ***10*** |

Les dépenses d'investissement 2015 sont stables par rapport à 2014 (+1%) et sont inférieures au budget en raison :

- de la non-adoption par le parlement de projets dont le démarrage était prévu en 2015 ; et
- du démarrage progressif du crédit de renouvellement 2015-2019 dont le niveau de dépenses est inférieur à ce qui était planifié.

Le niveau élevé des recettes d'investissement en 2015 est imputable à la cession d'actifs à la Fondation pour les terrains industriels (FTI) pour CHF 100 millions.

## 5.7 Évolution de la dette entre 2014 et 2015




**Dette financière**

L'Etat a pu réduire de CHF 718 millions le montant global de ses emprunts (emprunts courants et non courants des présents états financiers). Cette baisse a été rendue possible grâce à de l'argent encaissé en 2015 et relevant d'opérations inhabituelles. Il s'agit essentiellement des éléments suivants :

- l'opération fiscale inhabituelle taxée et comptabilisée en revenus en 2014, concernant un contribuable et ayant permis à l'Etat d'encaisser plus d'un demi-milliard de francs en 2015 (part cantonale et part communale non encore reversée à fin 2015) ;
- le versement de CHF 40 millions par la banque HSBC Private Bank (Suisse) SA en contrepartie du classement de l'enquête pénale pour blanchiment d'argent aggravé ;
- l'encaissement d'un montant supplémentaire de CHF 38 millions reçu de Banque nationale suisse (BNS) ;
- un accroissement global d'une centaine de millions de francs en faveur de l'Etat des sommes d'argent dans le cadre de la gestion centralisée de la trésorerie et des comptes courants avec les caisses de prévoyance.

De leur côté, les investissements sont entièrement autofinancés, dans la mesure où l'Etat a encaissé CHF 100 millions dans le cadre de la cession en 2015 d'actifs immobiliers à la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI)

**Autofinancement**

L'autofinancement d'exploitation présente un excédent de CHF 669 millions (2014 – excédent de CHF 662 millions). Cet excédent s'explique par l'existence en 2015 de revenus inhabituels, dont CHF 132 millions liés à une nouvelle opération fiscale, CHF 40 millions payés par la banque HSBC Private Bank (Suisse) SA, CHF 38 millions supplémentaires versés par la BNS.

**Investissements nets**

Les investissements nets monétaires s'élèvent en 2015 à CHF 492 millions (2014 - CHF 571 millions) et comprennent :

- CHF 288 millions de nouveaux investissements dont la réalisation des 5ème et 6ème étapes du centre médical universitaire (CHF 59 millions), le "bâtiment des lits 2" de l'Hôpital universitaire de Genève (CHF 56 millions), l'agrandissement de la prison de la Brenaz (CHF 33 millions) et la construction de la nouvelle école de commerce de Frontenex (CHF 24 millions) ;
- CHF 197 millions d'investissements de renouvellement ;
- CHF 152 millions d'autres investissements dont le financement de la liaison CEVA (CHF 115 millions) ;
- CHF 145 millions de recettes monétaires comprenant la cession d'actifs à la FTI (CHF 100 millions) et les subventions d'investissement reçues (CHF 26 millions).

### Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement (BFR) baisse de CHF 543 millions. L'Etat n'a pas eu besoin de mobiliser des financements extérieurs pour assurer le respect de ses échéances de paiement. Au contraire, l'Etat s'est retrouvé avec des surplus de trésorerie qu'il a pu consacrer à la réduction de ses emprunts (dette financière).

| 31 décembre 2015 | Fiscal | Non fiscal | Total |
|---|---|---|---|
| Opérations propres à l'Etat | -426 | 88 | **-338** |
| Opérations pour le compte de tiers | -151 | -54 | **-205** |
| **Total BFR** | **-577** | **34** | **-543** |

1) Opérations fiscales propres à l'Etat : baisse du besoin de CHF 426 millions

   En 2014, une opération fiscale non renouvelable de CHF 415 millions a été comptabilisée dans les revenus et les créances de l'Etat. Ce montant a été encaissé en 2015. Il constitue ainsi un surplus de trésorerie contribuant à réduire les emprunts de l'Etat au 31 décembre 2015.

   En 2015, une seconde nouvelle opération fiscale non renouvelable de CHF 132 millions a été comptabilisée dans les revenus et les créances de l'Etat. Ce montant n'a pas été encaissé à fin 2015.

2) Opérations non fiscales propres à l'Etat : hausse du besoin de CHF 88 millions

   CHF 26 millions de revenus sur amendes et contraventions n'ont pas été encaissés fin 2015 dans la mesure où l'Etat a émis davantage de contraventions en 2015.

   Les montants des factures dues à fin 2015 ont diminué de CHF 48 millions suite à des mesures d'économie, et à la réduction des délais de paiement auprès de certains fournisseurs en matière d'investissements. Cette optimisation a pour conséquence d'accroître le besoin d'argent pour régler les fournisseurs plus rapidement.

3) Opérations fiscales pour le compte de tiers : baisse du besoin de CHF 151 millions

   L'opération fiscale non renouvelable, citée précédemment et réalisée en 2014, concerne également une commune pour laquelle un montant a été encaissé par l'Etat en 2015 et qui sera reversé à cette commune courant 2016. Cela génère un surplus de trésorerie de plus d'une centaine de millions de francs qui contribue à réduire les emprunts de l'Etat au 31 décembre 2015.

4) Opérations non fiscales pour le compte de tiers : baisse du besoin de CHF 54 millions

   A fin 2015, l'Etat bénéficie de surplus de trésorerie dans le cadre de la gestion centralisée de la trésorerie (CHF 60 millions) et de la tenue du compte courant avec la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CHF 81 millions).

   Toutefois, ces surplus de liquidités ont été partiellement utilisés pour compenser différents règlements, comme ceux opérés sur les comptes courants avec les autres caisses de pensions (CHF 28 millions) et la Confédération (CHF 14 millions).

### Autres

L'Etat gère ses liquidités avec pour objectif de minimiser son endettement. Une des conséquences de cette gestion est que l'Etat présente un montant de liquidités disponibles aussi faible que possible, soit CHF 27 millions au 31 décembre 2015 (2014 - CHF 29 millions).

## 5.8 Mises à disposition de moyens sans contrepartie

L'Etat met à disposition de tiers des moyens à titre gratuit ou à des conditions préférentielles. Les moyens mis à disposition peuvent consister en des locaux ou terrains, des prestations de services et en des moyens financiers accordés (prêts et capitaux de dotation), à l'exception des prêts conditionnellement remboursables aux Chemins de fer fédéraux (CFF).

### 5.8.1 Moyens financiers mis à disposition

| | C 2015 | C 2014 |
|---|---|---|
| Capitaux de dotation | 624 | 591 |
| Prêts octroyés à taux zéro | 382 | 385 |
| Prêts octroyés à taux préférentiel | 9 | 9 |
| **MOYENS FINANCIERS MOBILISES AU BILAN SANS CONTREPARTIE** | **1'015** | **985** |

Les moyens financiers mobilisés au bilan sans contrepartie augmentent de CHF 30 millions suite aux nouvelles dotations "logement d'utilité publique (LUP)" effectuées aux Fondations immobilières de droit public (CHF 15 millions) et à la Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif (CHF 15 millions).

### 5.8.2 Avantages représentés par les mises à disposition

Les avantages représentés par les mises à disposition ne sont pas comptabilisés. Toutefois, ils sont évalués et mentionnés dans le tableau ci-après.

| | C 2015 | C 2014 |
|---|---|---|
| Mises à disposition de terrains (droits de superficie) | 25 | 25 |
| Mises à disposition de bâtiments et parkings | 157 | 166 |
| Utilisation des rails de tramway par TPG (sillon) | | 19 |
| Revenus nets sur des biens appartenant à l'Etat et octroyés à la FTI | 13 | 13 |
| Autres subventions non monétaires | 1 | 1 |
| **Mises à disposition d'actifs à titre gratuit *** | **197** | **225** |
| Produits d'intérêts des capitaux de dotations | 13 | 12 |
| Intérêts sur avances remboursables par la BCGE | 8 | 8 |
| Produits d'intérêts des autres prêts | 1 | 1 |
| **Mises à disposition de moyens financiers à titre gratuit / préférentiel** | **21** | **20** |
| **MISES A DISPOSITION DE MOYENS SANS CONTREPARTIE** | **218** | **245** |

** Subventions non monétaires au sens de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF)*

**Mise à disposition d'actifs à titre gratuit**

La baisse de CHF 9 millions des mises à disposition de bâtiments et parkings s'explique essentiellement par le transfert des charges d'entretien des immeubles et de l'équipement à l'Université en 2015.

L'utilisation des rails de tramways est facturée aux TPG depuis 2015 et ne constitue donc plus une mise à disposition d'actifs à titre gratuit.

**Mise à disposition de moyens financiers à titre gratuit / préférentiel**

Les mises à disposition de moyens financiers restent stables dans la mesure où elles sont évaluées selon :

- le solde des capitaux de dotation et prêts octroyés à taux zéro ou préférentiel au 31 décembre de l'année précédente ;
- le taux moyen de la dette de l'Etat (2,125% en 2014 et 2015).

# 6 Information sectorielle

## 6.1 Politiques publiques

**A. Formation**

- Enseignement obligatoire et orientation
- Enseignement secondaire II et formation continue
- Suivi éducatif et soutien aux familles
- Hautes écoles
- Enseignement spécialisé

**B. Emploi**

- Réinsertion des demandeurs d'emplois

**C. Action sociale**

- Accès à l'assurance maladie
- Soutien à la famille
- Mesures d'action sociale
- Protection des personnes adultes sous curatelle
- Actions en matière d'asile et de migration

**D. Personnes âgées**

- Actions en faveur des personnes âgées
- Soutien financier individuel aux personnes âgées

**E. Handicap**

- Actions en faveur des personnes handicapées
- Soutien financier individuel aux personnes handicapées

**F. Environnement**

- Protection de l'environnement
- Gestion des eaux
- Nature et paysage
- Politique agricole

**G. Aménagement et logement**

- Accès au logement
- Aménagement du territoire
- Conformité des constructions et des chantiers
- Géodonnées de référence et garantie des droits réels
- Protection du patrimoine bâti

**H. Sécurité et population**

- Population, droit de cité et migration
- Sécurité publique
- Admission à la circulation et à la navigation
- Exécution des poursuites et faillites
- Privation de liberté et mesures d'encadrement
- Sécurité civile et armée

**I. Justice**

- Pouvoir judiciaire

**J. Mobilité**

- Transports et mobilité
- Infrastructures routières et de transports publics

**K. Santé**

- Réseau de soins
- Régulation sanitaire
- Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention

**L. Économie**

- Développement et soutien de l'économie
- Mise à disposition et exploitation d'infrastructures économiques (Genève Aéroport, Ports Francs et Entrepôts de Genève, Palexpo SA)
- Régulation du commerce
- Surveillance du marché du travail

**M. Finance et impôts**

- Impôts, taxes et droits
- Gestion des actifs et passifs des patrimoines financier et administratif
- Péréquation financière intercantonale
- Production et perception des impôts.

**N. Culture, sport et loisirs**

- Culture
- Sport et loisirs

**O. Autorités et gouvernance**

- Grand Conseil
- Conseil d'Etat
- Surveillance de l'Etat
- Exercices des droits politiques
- Affaires extérieures
- Intérieur

**P. Activités de support et prestations de moyens**

- États-majors départementaux
- Gestion transversale et départementale des ressources humaines
- Gestion financière transversale et départementale et achats
- Gestion du patrimoine de l'Etat (bâtiments et biens associés)
- Systèmes d'information et de communication

**Q. Énergie**

- Énergie

## 6.2 Analyse sectorielle du compte de résultat 2015

| Au 31 décembre 2015 | A. Formation | B. Emploi, marché du travail | C. Action sociale | D. Personnes âgées | E. Handicap | F. Environnement | G. Aménagement et logement | H. Sécurité et population | I. Justice | J. Mobilité | K. Santé | L. Economie | M. Finance et impôts | N. Culture, sports et loisirs | O. Autorités et gouvernance | P. Activités de support et prestations de moyen | Q. Energie | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Revenus fiscaux | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0 | - | 6'461 | - | - | - | - | 6'461 |
| Subventions reçues | 42 | - | 137 | 58 | 47 | 3 | 0 | 6 | - | 0 | - | - | - | 0 | 0 | 1 | - | 295 |
| Péréquation et parts revenus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 25 | - | - | 107 | - | - | - | - | 132 |
| Autre revenus d'exploit. ss c. | 2 | 1 | 9 | 10 | 7 | 0 | 9 | 72 | 16 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 131 |
| **Revenus ss contrepartie** | **44** | **1** | **146** | **68** | **54** | **3** | **9** | **77** | **16** | **25** | **1** | **0** | **6'570** | **1** | **0** | **3** | **0** | **7'019** |
| Dédommagements | 6 | 30 | - | - | 2 | 0 | - | 48 | - | 10 | - | 2 | - | - | 0 | 3 | - | 101 |
| Prestations de services | 10 | 17 | 0 | 0 | - | 33 | 24 | 113 | 15 | 26 | 26 | 11 | 96 | 0 | 2 | 43 | 1 | 418 |
| Remboursements | 15 | 0 | 1 | 0 | 0 | 7 | 0 | 12 | 17 | 1 | 2 | 0 | 8 | 0 | 0 | 5 | 0 | 70 |
| **Revenus av. contrepartie** | **32** | **47** | **1** | **0** | **2** | **41** | **25** | **173** | **32** | **36** | **27** | **13** | **104** | **0** | **3** | **51** | **1** | **589** |
| Autres produits | 3 | 0 | 5 | 0 | 0 | 3 | 6 | 5 | 43 | 34 | 4 | 3 | 71 | 0 | 1 | 22 | 5 | 205 |
| **PRODUITS D'EXPLOITA.** | **79** | **49** | **152** | **69** | **56** | **47** | **40** | **256** | **92** | **96** | **32** | **16** | **6'746** | **1** | **3** | **76** | **5** | **7'814** |
| Charges de personnel | -1'171 | -37 | -21 | -8 | -6 | -38 | -48 | -462 | -124 | -33 | -17 | -18 | -63 | -4 | -45 | -198 | -4 | -2'295 |
| Charges de fonctionnement | -52 | -1 | -1 | -1 | -0 | -25 | -13 | -59 | -39 | -23 | -9 | -2 | -5 | -2 | -12 | -184 | -1 | -428 |
| Subventions accordées | -684 | -67 | -780 | -433 | -379 | -6 | -50 | -18 | - | -239 | -1'037 | -13 | - | -67 | -19 | -0 | -5 | -3'796 |
| Péréquation et parts revenus | - | -0 | - | - | - | -0 | - | -3 | - | - | - | -1 | -363 | - | - | - | - | -367 |
| Dédommagements | -29 | - | - | - | - | -0 | -0 | -16 | - | -21 | -15 | - | - | -0 | -0 | -0 | - | -82 |
| Amortissements | -24 | -0 | - | -3 | - | -7 | -5 | -6 | -2 | -59 | -34 | -0 | -0 | -0 | -1 | -336 | -0 | -477 |
| Autres charges d'exploita. | -0 | -11 | -6 | -3 | -3 | -0 | -1 | -33 | -16 | -14 | -0 | -17 | -303 | -0 | -0 | -1 | -0 | -408 |
| **CHARGES D'EXPLOITA.** | **-1'959** | **-115** | **-807** | **-448** | **-388** | **-77** | **-117** | **-596** | **-181** | **-389** | **-1'112** | **-50** | **-734** | **-73** | **-76** | **-719** | **-11** | **-7'854** |
| **RESULTAT D'EXPLOITA.** | **-1'881** | **-67** | **-655** | **-379** | **-332** | **-30** | **-77** | **-340** | **-89** | **-293** | **-1'080** | **-34** | **6'011** | **-72** | **-72** | **-644** | **-6** | **-40** |
| Produits financiers | 0 | - | - | 0 | 0 | - | 12 | 0 | 0 | - | 1 | 37 | 210 | - | - | 0 | 0 | 261 |
| Charges financières | -3 | - | - | - | - | - | -0 | -0 | -0 | - | - | -2 | -235 | - | -0 | -0 | -0 | -241 |
| **RESULTAT FINANCIER** | **-3** | **-** | **-** | **0** | **0** | **-** | **12** | **-0** | **-0** | **-** | **1** | **35** | **-25** | **-** | **-0** | **-0** | **-0** | **19** |
| **RESULTAT NET** | **-1'884** | **-67** | **-655** | **-379** | **-332** | **-30** | **-65** | **-341** | **-89** | **-293** | **-1'079** | **0** | **5'986** | **-72** | **-72** | **-644** | **-6** | **-21** |

## 6.3 Analyse sectorielle du compte de résultat 2014

| Au 31 décembre 2014 | A. Formation | B. Emploi, marché du travail | C. Action sociale | D. Personnes âgées | E. Handicap | F. Environnement | G. Aménagement et logement | H. Sécurité et population | I. Justice | J. Mobilité | K. Santé | L. Economie | M. Finance et impôts | N. Culture, sports et loisirs | O. Autorités et gouvernance | P. Activités de support et prestations de moyen | Q. Energie | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Revenus fiscaux | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0 | - | 6'577 | - | - | - | - | 6'577 |
| Subventions reçues | 41 | - | 130 | 56 | 46 | 5 | 0 | 6 | - | - | - | - | - | 0 | 0 | 1 | - | 285 |
| Péréquation et parts revenus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 25 | - | - | 107 | - | - | - | - | 132 |
| Autre revenus d'exploit. ss c. | 5 | 0 | 5 | 20 | 7 | 0 | 10 | 58 | 13 | -2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 120 |
| **Revenus ss contrepartie** | **46** | **0** | **135** | **76** | **53** | **5** | **11** | **64** | **13** | **23** | **1** | **0** | **6'685** | **0** | **0** | **2** | **0** | **7'115** |
| Dédommagements | 7 | 31 | - | - | 2 | 0 | - | 48 | - | 8 | - | 2 | - | - | 0 | 3 | - | 101 |
| Prestations de services | 10 | 16 | 0 | 0 | - | 33 | 18 | 112 | 12 | 13 | 25 | 18 | 47 | 0 | 1 | 62 | 8 | 377 |
| Remboursements | 13 | 1 | 1 | 0 | 0 | 8 | 1 | 12 | 14 | 1 | 2 | 0 | 8 | 0 | 0 | 5 | 0 | 67 |
| **Revenus av. contrepartie** | **29** | **48** | **1** | **0** | **2** | **41** | **19** | **172** | **26** | **23** | **27** | **20** | **55** | **0** | **2** | **69** | **8** | **544** |
| Autres produits | 3 | 0 | 10 | - | - | 1 | 6 | 2 | 8 | 11 | 4 | 0 | 28 | 0 | 1 | 31 | 6 | 110 |
| **PRODUITS D'EXPLOITA.** | **79** | **48** | **146** | **76** | **55** | **47** | **35** | **239** | **47** | **57** | **32** | **21** | **6'768** | **1** | **2** | **102** | **14** | **7'769** |
| Charges de personnel | -1'139 | -37 | -20 | -8 | -6 | -37 | -47 | -452 | -118 | -33 | -17 | -18 | -63 | -4 | -43 | -193 | -4 | -2'238 |
| Charges de fonctionnement | -52 | -3 | -1 | -1 | -0 | -28 | -11 | -55 | -33 | -26 | -3 | -2 | -5 | -2 | -12 | -211 | -1 | -446 |
| Subventions accordées | -655 | -68 | -757 | -435 | -366 | -6 | -54 | -18 | - | -223 | -1'022 | -14 | - | -66 | -19 | -0 | -8 | -3'712 |
| Péréquation et parts revenus | - | - | - | - | - | -0 | - | -3 | - | - | - | -1 | -377 | - | 0 | - | - | -382 |
| Dédommagements | -27 | - | - | - | - | -0 | -0 | -13 | - | -20 | -14 | - | - | -0 | -0 | -0 | - | -74 |
| Amortissements | -19 | -0 | - | -3 | - | -7 | -4 | -6 | -0 | -57 | -37 | -0 | -0 | -0 | -0 | -329 | -0 | -461 |
| Autres charges d'exploita. | -1 | -12 | -4 | -3 | -2 | -0 | -1 | -33 | -19 | -0 | -0 | -0 | -91 | - | -0 | -205 | -0 | -371 |
| **CHARGES D'EXPLOITA.** | **-1'893** | **-120** | **-781** | **-448** | **-374** | **-79** | **-117** | **-580** | **-170** | **-359** | **-1'093** | **-35** | **-536** | **-72** | **-74** | **-938** | **-14** | **-7'684** |
| **RESULTAT D'EXPLOITA.** | **-1'814** | **-72** | **-635** | **-372** | **-320** | **-32** | **-82** | **-341** | **-122** | **-302** | **-1'061** | **-14** | **6'231** | **-71** | **-72** | **-836** | **0** | **85** |
| Produits financiers | - | - | - | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | - | - | 1 | 44 | 118 | - | 0 | 0 | 3 | 178 |
| Charges financières | -2 | - | - | - | - | - | -0 | -0 | -0 | - | - | -3 | -252 | - | - | -1 | - | -258 |
| **RESULTAT FINANCIER** | **-2** | **-** | **-** | **0** | **0** | **0** | **12** | **0** | **-0** | **-** | **1** | **41** | **-134** | **-** | **0** | **-1** | **3** | **-80** |
| **RESULTAT NET** | **-1'816** | **-72** | **-635** | **-372** | **-320** | **-32** | **-70** | **-340** | **-122** | **-302** | **-1'060** | **26** | **6'097** | **-71** | **-72** | **-836** | **3** | **5** |

## 6.4 Analyse sectorielle du bilan au 31 décembre 2015

| Au 31 décembre 2015 | A. Formation | B. Emploi, marché du travail | C. Action sociale | D. Personnes âgées | E. Handicap | F. Environnement | G. Aménagement et logement | H. Sécurité et population | I. Justice | J. Mobilité | K. Santé | L. Economie | M. Finance et impôts | N. Culture, sports et loisirs | O. Autorités et gouvernance | P. Activités de support et prestations de moyen | Q. Energie | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF COURANT** | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | **3'286** | - | - | - | - | **3'286** |
| Immobilisations corporelles | 4'762 | 10 | 112 | 15 | 8 | 200 | 115 | 827 | 186 | 2'440 | 1'392 | 978 | 1 | 247 | 230 | 1'329 | 14 | 12'866 |
| Immeubles de placement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 601 | - | 601 |
| Immobilisations incorp. | 15 | 1 | 10 | 1 | - | 3 | 13 | 23 | 10 | 1 | 2 | 3 | 22 | 0 | 7 | 66 | 1 | 179 |
| Participations | 7 | - | - | - | - | 58 | 535 | 0 | - | 49 | - | 671 | 4 | 0 | 6 | - | - | 1'329 |
| Autres actifs financ. NC | 8 | - | - | - | - | 5 | 16 | - | - | 438 | - | - | 390 | - | - | - | 7 | 864 |
| Sub. invest accordées | 148 | - | 3 | 240 | 47 | 97 | - | 7 | - | 68 | 135 | 5 | - | 14 | 41 | 7 | - | 812 |
| **ACTIF NON COURANT** | **4'940** | **12** | **125** | **256** | **54** | **363** | **679** | **857** | **196** | **2'996** | **1'529** | **1'658** | **417** | **261** | **284** | **2'003** | **21** | **16'652** |
| **ACTIF** | **4'940** | **12** | **125** | **256** | **54** | **363** | **679** | **857** | **196** | **2'996** | **1'529** | **1'658** | **3'703** | **261** | **284** | **2'003** | **21** | **19'938** |
| **PASSIF COURANT** | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | **6'095** | - | - | - | - | **6'095** |
| Sub. invest reçues | 157 | 7 | 13 | 3 | - | 17 | 2 | 26 | - | 417 | 15 | - | 0 | 0 | 1 | -0 | 1 | 658 |
| Autres passifs non cour. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 10'510 | - | - | - | - | 10'510 |
| **FONDS PROPRES** | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | **2'676** | - | - | - | - | **2'676** |
| **PASSIF** | **157** | **7** | **13** | **3** | **-** | **17** | **2** | **26** | **-** | **417** | **15** | **-** | **19'280** | **0** | **1** | **-0** | **1** | **19'938** |

## 6.5 Analyse sectorielle du bilan au 31 décembre 2014

| Au 31 décembre 2014 | A. Formation | B. Emploi, marché du travail | C. Action sociale | D. Personnes âgées | E. Handicap | F. Environnement | G. Aménagement et logement | H. Sécurité et population | I. Justice | J. Mobilité | K. Santé | L. Economie | M. Finance et impôts | N. Culture, sports et loisirs | O. Autorités et gouvernance | P. Activités de support et prestations de moyen | Q. Energie | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF COURANT** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **3'629** | **-** | **-** | **-** | **-** | **3'629** |
| Immobilisations corporelles | 4'759 | 11 | 87 | 24 | 9 | 215 | 64 | 818 | 189 | 2'377 | 1'371 | 987 | 48 | 230 | 236 | 1'524 | 12 | 12'963 |
| Immeubles de placement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 609 | - | 609 |
| Immobilisations incorp. | 16 | 1 | 10 | 1 | - | 3 | 14 | 24 | 11 | 0 | 3 | 4 | 24 | 0 | 8 | 73 | 1 | 193 |
| Participations | 7 | - | - | - | - | 58 | 502 | 0 | - | 49 | - | 599 | 4 | 0 | 6 | - | - | 1'224 |
| Autres actifs financ. NC | 9 | - | - | - | - | 5 | 15 | - | - | 318 | - | - | 391 | - | - | - | 3 | 740 |
| Sub. invest accordées | 146 | - | 3 | 243 | 49 | 94 | - | 8 | - | 53 | 134 | 6 | - | 15 | 42 | 8 | - | 799 |
| **ACTIF NON COURANT** | **4'937** | **12** | **100** | **268** | **58** | **374** | **595** | **851** | **200** | **2'798** | **1'508** | **1'595** | **467** | **245** | **292** | **2'214** | **16** | **16'530** |
| **ACTIF** | **4'937** | **12** | **100** | **268** | **58** | **374** | **595** | **851** | **200** | **2'798** | **1'508** | **1'595** | **4'096** | **245** | **292** | **2'214** | **16** | **20'159** |
| **PASSIF COURANT** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **6'314** | **-** | **-** | **-** | **-** | **6'314** |
| Sub. invest reçues | 148 | 7 | 14 | - | - | 15 | 2 | 24 | - | 421 | 16 | - | 0 | 0 | 0 | -0 | 1 | 647 |
| Autres passifs non cour. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 10'577 | - | - | - | - | 10'577 |
| **FONDS PROPRES** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **2'621** | **-** | **-** | **-** | **-** | **2'621** |
| **PASSIF** | **148** | **7** | **14** | **-** | **-** | **15** | **2** | **24** | **-** | **421** | **16** | **-** | **19'512** | **0** | **0** | **-0** | **1** | **20'159** |

# 7 Compte de résultat

## 7.1 Revenus fiscaux

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Impôts sur le revenu | 2'647 | 2'672 | 2'831 |
| Impôts sur la fortune | 694 | 676 | 696 |
| Impôts à la source | 726 | 778 | 597 |
| Compensations financières aux communes françaises | -211 | -218 | -209 |
| Impôts des personnes | 7 | 7 | 7 |
| Autres impôts directs personnes physiques | 25 | 13 | 19 |
| **Impôts sur les personnes physiques** | **3'888** | **3'928** | **3'941** |
| Impôts sur les bénéfices | 1'099 | 1'083 | 1'157 |
| Impôts sur le capital | 287 | 307 | 298 |
| Autres impôts directs personnes morales | 5 | 5 | 10 |
| **Impôts sur les personnes morales** | **1'391** | **1'395** | **1'465** |
| Impôts immobiliers complémentaires | 240 | 183 | 140 |
| Impôts sur les gains en capital | 74 | 74 | 56 |
| Produits de l'enregistrement et timbre | 185 | 170 | 162 |
| Produits des successions et donations | 147 | 108 | 261 |
| Impôts sur les maisons de jeu et machines à sous | 11 | 15 | 13 |
| **Autres impôts directs** | **657** | **549** | **632** |
| Impôts sur les véhicules à moteur | 106 | 105 | 105 |
| Autres impôts sur la propriété et les charges | 3 | 3 | 1 |
| **Impôts sur la propriété et sur les charges** | **109** | **108** | **107** |
| Part à l'impôt fédéral direct | 375 | 392 | 399 |
| Part à l'impôt anticipé | 38 | 28 | 31 |
| Autres parts cantonales à des impôts fédéraux | 2 | 3 | 2 |
| **Parts cantonales à des impôts fédéraux** | **415** | **423** | **433** |
| **REVENUS FISCAUX** | **6'461** | **6'404** | **6'577** |

## 7.2 Subventions reçues

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Subventions pour assurés à ressources modestes | 137 | 134 | 130 |
| Subventions pour prestations complémentaires fédérales | 103 | 99 | 99 |
| Subventions pour formation professionnelle | 38 | 38 | 37 |
| Autres subventions de la Confédération | 15 | 16 | 17 |
| **Subventions reçues de la Confédération** | **293** | **287** | **283** |
| **Autres subventions reçues** | **2** | **2** | **2** |
| **SUBVENTIONS RECUES** | **295** | **289** | **285** |

## 7.3 Péréquation et parts à des revenus

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Revenus liés à la péréquation financière | 107 | 107 | 107 |
| Redevance poids lourds | 17 | 18 | 17 |
| Part à l'impôt sur les huiles minérales | 8 | 7 | 8 |
| **PEREQUATION & PARTS A DES REVENUS** | **132** | **133** | **132** |

## 7.4 Autres revenus d'exploitation sans contrepartie

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Amendes | 87 | 68 | 70 |
| Restitution de subventions des ménages privés | 29 | 21 | 19 |
| Restitution de subventions des entités | 3 | 6 | 18 |
| Surtaxe HLM | 7 | 8 | 7 |
| Actifs saisis | 2 | 5 | 3 |
| Autres revenus d'exploitation sans contrepartie | 4 | 3 | 2 |
| **AUTRES REVENUS D'EXPLOITATION SANS CONTREPARTIE** | **131** | **111** | **120** |

## 7.5 Dédommagements

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Dédommagements liés à l'assurance chômage | 33 | 36 | 34 |
| Dédommagements liés à la sécurité et à la protection | 24 | 29 | 24 |
| Dédommagements liés à l'entretien des routes nationales | 10 | 11 | 8 |
| Autres dédommagements de la Confédération | 7 | 7 | 6 |
| **Dédommagements de la Confédération** | **74** | **83** | **73** |
| Dédommagements liés aux écolages | 6 | 7 | 6 |
| Autres dédommagements des cantons | 8 | 13 | 7 |
| **Dédommagements des cantons** | **14** | **20** | **14** |
| Dédommagement de la Ville de Genève pour frais de police | 13 | 14 | 13 |
| Autres dédommagements des communes | 1 | 1 | 1 |
| **Dédommagements des communes** | **14** | **15** | **14** |
| **DEDOMMAGEMENTS** | **101** | **118** | **101** |

## 7.6 Prestations de services et livraisons, taxes

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Emoluments | 164 | 163 | 151 |
| Loyers et droits de superficie | 68 | 59 | 66 |
| Revenus de perception de contributions | 53 | 50 | 45 |
| Patentes et concessions | 34 | 36 | 31 |
| Prise en charge des invest HUG par les assurances | 22 | 20 | 22 |
| Revenus liés aux prestations complémentaires maladie | 17 | 13 | 16 |
| Utilisation des rails de tramway par TPG | 13 | - | - |
| Produits des parcomètres | 10 | 14 | 10 |
| Vente de biens et marchandises | 6 | 6 | 6 |
| Autres taxes et prestations de services | 31 | 35 | 29 |
| **PRESTATIONS DE SERVICES ET LIVRAISONS, TAXES** | **418** | **395** | **377** |

## 7.7 Remboursements

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Remboursements liés aux frais de poursuites et juridiques | 24 | 21 | 22 |
| Remboursements des assurances sociales | 23 | 18 | 19 |
| Remboursements liés au réseau d'eau | 6 | 9 | 7 |
| Remboursements liés aux salaires | 5 | 4 | 7 |
| Remboursements liés aux véhicules et routes | 1 | 3 | 2 |
| Remboursements des frais postaux | 3 | 2 | 3 |
| Autres remboursements | 8 | 9 | 7 |
| **REMBOURSEMENTS** | **70** | **66** | **67** |

## 7.8 Autres produits d'exploitation

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Reprises de charges à payer | 2 | 3 | 23 |
| Reprises de provisions et pertes de valeur sans objet | 55 | 8 | 21 |
| Produits différés de subventions d'investissement | 18 | 17 | 18 |
| Charges de personnel activées en investissement | 14 | 25 | 19 |
| Produits sur créances irrécouvrables | 21 | 13 | 13 |
| Plus-values réalisées sur immobilisations | 9 | 6 | 1 |
| Autres produits d'exploitation divers | 85 | 19 | 16 |
| **AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION** | **205** | **91** | **110** |

## 7.9 Charges de personnel

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Traitements | -1'807 | -1'835 | -1'779 |
| Indemnités | -57 | -57 | -54 |
| Charges sociales | -414 | -420 | -392 |
| Retraites et pré-retraites | -7 | -7 | -4 |
| Autres charges de personnel | -9 | -11 | -9 |
| **CHARGES DE PERSONNEL** | **-2'295** | **-2'331** | **-2'238** |

### Effectif global des membres du personnel de l'Etat en équivalent temps plein

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Magistrats | 154 | 154 | 153 |
| Personnel administratif, technique et logistique | 7'097 | 7'415 | 6'983 |
| Enseignants | 5'809 | 5'818 | 5'760 |
| Police - Prisons | 1'988 | 2'041 | 1'844 |
| Fonctions non permanentes | 515 | 324 | 629 |
| **EFFECTIF TOTAL** | **15'562** | **15'752** | **15'369** |

*Personnel en formation (hors stagiaires police-prisons) non compris*

## 7.10 Charges de fonctionnement

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Honoraires de mandataires | -58 | -61 | -59 |
| Frais liés au courrier | -15 | -15 | -15 |
| Transports de personnes et de biens | -13 | -18 | -12 |
| Prestations liées aux procédures judiciaires | -11 | -11 | -11 |
| Etudes pour projets d'investissement | -9 | -14 | -8 |
| Prestations de services pour personnes en garde | -10 | -9 | -7 |
| Prestations de sécurité | -6 | -6 | -7 |
| Conférences intercantonales & cotisations de membres | -6 | -6 | -6 |
| Primes d'assurance | -5 | -5 | -5 |
| Frais de poursuite | -4 | -4 | -4 |
| Informations, manifestations et relations externes | -3 | -2 | -4 |
| Prestations médicales et analyses | -8 | -4 | -3 |
| Frais bancaires | -3 | -4 | -3 |
| Frais liés aux télécommunications | -2 | -2 | -2 |
| Autres prestations de services et honoraires | -22 | -19 | -26 |
| **Prestations de services et honoraires** | **-176** | **-181** | **-170** |
| Entretien et nettoyage des bâtiments | -54 | -47 | -60 |
| Entretien des terrains | -8 | -7 | -9 |
| Entretien des routes | -8 | -10 | -8 |
| Entretien des aménagements de cours d'eau | -6 | -5 | -5 |
| Maintenance des logiciels | -15 | -16 | -16 |
| Autres entretiens et maintenances | -10 | -10 | -7 |
| **Entretien et maintenance** | **-101** | **-95** | **-106** |
| Loyers | -50 | -57 | -57 |
| Fournitures et marchandises | -41 | -51 | -42 |
| Eau, énergie et élimination de déchets | -26 | -33 | -37 |
| Assistance judiciaire | -18 | -16 | -15 |
| Débours | -9 | -8 | -11 |
| Dommages et intérêts | -4 | -2 | -5 |
| Autres charges de fonctionnement | -5 | -2 | -3 |
| Coupe linéaire sur les charges de fonctionnement* | | 16 | |
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** | **-428** | **-428** | **-446** |

** Economie à réaliser sur l'ensemble des postes détaillés ci-dessus*

## 7.11 Subventions accordées

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Subventions accordées aux entreprises publiques | -1'819 | -1'808 | -1'767 |
| Subventions accordées aux ménages privés | -1'392 | -1'357 | -1'355 |
| Subventions accordées aux OPBNL* | -420 | -427 | -432 |
| Subventions aux cantons et concordats | -99 | -102 | -95 |
| Subventions aux communes et aux groupes intercommunaux | -8 | -11 | -9 |
| Autres subventions | -57 | -56 | -54 |
| **SUBVENTIONS ACCORDEES** | **-3'796** | **-3'760** | **-3'712** |

** OPBNL organisations privées à but non lucratif*

### Ventilation selon la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF)

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Indemnités | -2'245 | -2'237 | -2'197 |
| Aides financières | -79 | -83 | -85 |
| Allocations accordées à des tiers | -1'392 | -1'356 | -1'355 |
| Autres | -79 | -84 | -75 |
| **SUBVENTIONS ACCORDEES** | **-3'796** | **-3'760** | **-3'712** |

### Indemnités

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| HUG - Hôpitaux universitaires de Genève | -831 | -834 | -819 |
| UNIGE - Université de Genève | -338 | -338 | -319 |
| TPG - Transports publics genevois | -222 | -208 | -207 |
| EPH & EPI - Etablis. personnes handicapées & intégration | -195 | -196 | -192 |
| Institutions de maintien, aide et soins à domicile | -154 | -154 | -151 |
| EMS - Etablissements médicaux-sociaux | -123 | -123 | -130 |
| HES - Hautes écoles spécialisées | -110 | -110 | -103 |
| HG - Hospice général | -78 | -78 | -79 |
| Autres indemnités | -195 | -196 | -197 |
| **INDEMNITES** | **-2'245** | **-2'237** | **-2'197** |

### Allocations accordées à des tiers

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Subsides aux assurés à ressources modestes | -288 | -286 | -277 |
| Hospice général - Prestations - Action Sociale | -266 | -268 | -271 |
| Prestations complémentaires fédérales - AVS/AI | -378 | -366 | -364 |
| Prestations complémentaires cantonales - AVS/AI | -131 | -124 | -128 |
| Mesures cantonales en faveur du chômage | -52 | -54 | -53 |
| Subvention au logement social | -47 | -51 | -51 |
| Couverture des créances des assureurs pour primes impayées | -47 | -40 | -45 |
| Allocations familiales pour personnes non actives | -37 | -31 | -33 |
| Hospice général - Prestations - Asile | -32 | -21 | -22 |
| Bourses d'études - Postobligatoire / HES / UNI | -30 | -25 | -28 |
| Subsides pour la formation scolaire spéciale | -22 | -20 | -21 |
| Frais de placements éducation spécialisée | -17 | -13 | -16 |
| Prestations complémentaires familiales | -14 | -11 | -10 |
| Autres allocations | -32 | -46 | -34 |
| **ALLOCATIONS ACCORDEES A DES TIERS** | **-1'392** | **-1'356** | **-1'355** |

## 7.12 Péréquation et parts de revenus

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Charges liées à la péréquation financière fédérale | -363 | -363 | -377 |
| Autres parts des revenus destinés à des tiers | -4 | -5 | -4 |
| **PEREQUATION & PARTS DE REVENUS** | **-367** | **-368** | **-382** |

## 7.13 Dédommagements

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Dédommagements liés aux écolages | -28 | -22 | -26 |
| Dédommagements liés aux hospitalisations | -14 | -13 | -11 |
| Autres dédommagements aux cantons | -15 | -14 | -13 |
| **Dédommagements aux cantons** | **-57** | **-50** | **-51** |
| Dédommagements liés à l'entretien des routes | -21 | -21 | -20 |
| Autres dédommagements aux communes | -2 | -3 | -2 |
| **Dédommagements aux communes** | **-23** | **-24** | **-21** |
| Autres dédommagements | -2 | -2 | -2 |
| **DEDOMMAGEMENTS** | **-82** | **-76** | **-74** |

## 7.14 Dotations aux amortissements

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Amortissements d'immobilisations corporelles | -367 | -352 | -353 |
| Amortissements d'immobilisations incorporelles | -37 | -38 | -36 |
| Amortissements de subventions d'investissement accordées | -73 | -68 | -72 |
| **DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS** | **-477** | **-457** | **-461** |

## 7.15 Autres charges d'exploitation

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Dépréciations sur actifs courants et non courants | -153 | -144 | -150 |
| Prestations complémentaires maladie chômeurs | -11 | - | -11 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | -2 | 1 | -3 |
| Moins-values réalisées sur cessions d'immobilisations | -4 | - | -3 |
| Autres charges diverses | -238 | -0 | -204 |
| **AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION** | **-408** | **-143** | **-371** |

## 7.16 Produits financiers

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Produits d'intérêts sur créances résultant de revenus fiscaux | 116 | 120 | 103 |
| Produits d'intérêts sur placements financiers | 2 | 3 | 1 |
| Produits d'intérêts sur prêts | 1 | 1 | 1 |
| Autres produits d'intérêts | 4 | 4 | 4 |
| **Produits d'intérêts** | **122** | **128** | **109** |
| Rétrocession de bénéfices de la Banque nationale suisse | 77 | 39 | - |
| Rétrocession de bénéfices AIG | 37 | 37 | 44 |
| Rétrocession de bénéfices FTI | 12 | 12 | 12 |
| Autres dividendes et rétrocessions de bénéfices | 9 | 9 | 9 |
| **Dividendes et rétrocessions de bénéfices** | **135** | **97** | **65** |
| Plus-values réalisées | 0 | - | 0 |
| Autres produits financiers | 3 | 3 | 4 |
| **PRODUITS FINANCIERS** | **261** | **228** | **178** |

## 7.17 Charges financières

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Intérêts sur emprunts* | -212 | -231 | -229 |
| Intérêts sur créances résultant de revenus fiscaux | -21 | -22 | -21 |
| Intérêts divers | -0 | -1 | -1 |
| **Charges d'intérêts sur emprunts et créances** | **-234** | **-253** | **-251** |
| Autres charges financières | -8 | -2 | -7 |
| **CHARGES FINANCIERES** | **-241** | **-256** | **-258** |

** Dont CHF 5 millions d'intérêts négatifs au 31 décembre 2015 (2014 - nul)*

# 8 Bilan

## 8.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Caisses et avoirs bancaires | 27 | 29 |
| Equivalents de trésorerie | 0 | 0 |
| **TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE** | **27** | **29** |

## 8.2 Créances résultant de revenus fiscaux

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Impôts cantonaux et part aux impôts fédéraux à encaisser | 1'071 | 1'018 |
| Impôts cantonaux et part aux impôts fédéraux estimés | 10'993 | 11'419 |
| Impôts cantonaux et part aux impôts fédéraux acomptes reçus | -9'555 | -9'471 |
| **Total valeur brute compensée** | **2'509** | **2'966** |
| Intérêts courus sur impôts | 328 | 304 |
| Autres créances résultant de revenus fiscaux | 83 | 79 |
| **Autres créances liées aux revenus fiscaux** | **412** | **383** |
| Dépréciations des créances résultant de revenus fiscaux | -456 | -498 |
| **CREANCES RESULTANT DE REVENUS FISCAUX** | **2'465** | **2'851** |

*Les créances résultant de revenus fiscaux sont des créances issues d'opérations sans contrepartie directe.*

### Classement des créances par année fiscale

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Impôts à encaisser | 32 | |
| Estimations fiscales | 5'892 | |
| Acomptes d'impôts reçus | -4'770 | |
| **Année 2015** | **1'153** | |
| Impôts à encaisser | 264 | 38 |
| Estimations fiscales | 2'864 | 6'225 |
| Acomptes d'impôts reçus | -2'487 | -4'424 |
| **Année 2014** | **641** | **1'840** |
| Impôts à encaisser | 174 | 233 |
| Estimations fiscales | 1'212 | 2'700 |
| Acomptes d'impôts reçus | -1'103 | -2'493 |
| **Année 2013** | **284** | **441** |
| Impôts à encaisser | 601 | 747 |
| Estimations fiscales | 1'025 | 2'493 |
| Acomptes d'impôts reçus | -1'195 | -2'555 |
| **Antérieures à 2013** | **431** | **685** |
| **Total brut compensé** | **2'509** | **2'966** |

### Variations de la perte de valeur sur créances

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier** | **-498** | **-519** |
| Dépréciations comptabilisées | -90 | -88 |
| Montants irrécouvrables | 93 | 97 |
| Reprise sans objet | 39 | 13 |
| **Solde au 31 décembre** | **-456** | **-498** |

## 8.3 Créances résultant de revenus non fiscaux

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Créances sur taxes | 61 | 77 |
| Créances sur patentes et concessions | 18 | 12 |
| Créances sur loyers et revenus financiers | 14 | 16 |
| Autres créances sur livraisons et services | 85 | 72 |
| **Créances sur livraisons et services Etat** | **177** | **176** |
| Créances sur subventions versées aux personnes physiques | 35 | 32 |
| Créances sur subventions non dépensées par les entités | 31 | 31 |
| Créances sur parts à des revenus | 5 | 4 |
| Autres créances sur transferts | 37 | 33 |
| **Créances sur transferts** | **109** | **100** |
| Créances sur amendes et contraventions | 150 | 124 |
| Créances sur dividendes et parts de bénéfices | 49 | 56 |
| Créances résultant de revenus non fiscaux divers | 3 | 4 |
| **Autres créances résultant de revenus non fiscaux** | **202** | **184** |
| Dépréciations des créances résultant de revenus non fiscaux | -210 | -185 |
| **CREANCES RESULTANT DE REVENUS NON FISCAUX** | **278** | **275** |

Des créances sur taxes sont assorties de cédules hypothécaires pour un montant total de CHF 13 millions au 31 décembre 2015 (2014 - CHF 27 millions).

### Créances en souffrance

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Plus de 1 an | 150 | 96 |
| 6 à 12 mois | 69 | 103 |
| 3 à 6 mois | 44 | 59 |
| 1 à 3 mois | 94 | 68 |
| Non échues | 132 | 133 |
| **Total** | **488** | **460** |

### Variations de la perte de valeur sur créances

| | Prestations complémen-taires | Amendes et contraven-tions | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014** | **-18** | **-79** | **-63** | **-160** |
| Dépréciations de créances comptabilisées | -4 | -49 | -6 | -59 |
| Montants irrécouvrables | 3 | 20 | 7 | 30 |
| Reprises sans objet | - | - | 3 | 3 |
| Reclassements | - | - | 1 | 1 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **-18** | **-108** | **-58** | **-185** |
| Dépréciations de créances comptabilisées | -5 | -45 | -10 | -61 |
| Montants irrécouvrables | 2 | 21 | 6 | 29 |
| Reprises sans objet | 0 | - | 6 | 6 |
| Reclassements | -0 | - | 1 | 1 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **-22** | **-132** | **-56** | **-210** |

## 8.4 Autres actifs financiers courants

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Placements à terme | 366 | 370 |
| Comptes courants liés à la trésorerie centralisée | 57 | 45 |
| Avances sur pensions alimentaires | 31 | 32 |
| Prêts - courants | 8 | 9 |
| Acomptes et autres avances à des tiers | 3 | 7 |
| Comptes courants avec des tiers | 12 | 2 |
| Divers prêts et créances | 31 | 7 |
| **Prêts et créances courants au coût, bruts** | **507** | **472** |
| Dépréciations des prêts et créances courants | -29 | -30 |
| **AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS** | **478** | **442** |

### Variations des pertes de valeur des autres actifs financiers courants

| | Avance pensions alimentaires | Autres prêts et créances | Total |
|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014** | **-26** | **-5** | **-31** |
| Dépréciations | -2 | -1 | -2 |
| Montants irrécouvrables | 4 | 1 | 4 |
| Reprises sans objet | - | 0 | 0 |
| Reclassements | - | -1 | -1 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **-23** | **-5** | **-29** |
| Dépréciations | -2 | -0 | -2 |
| Montants irrécouvrables | 3 | 0 | 3 |
| Reprises sans objet | - | 0 | 0 |
| Reclassements | - | -1 | -1 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **-23** | **-5** | **-29** |

### Créances en souffrance

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Plus de 1 an | 35 | 37 |
| 6 à 12 mois | 1 | 0 |
| 3 à 6 mois | 1 | 1 |
| 1 à 3 mois | 36 | 3 |
| Non échues | 435 | 431 |
| **Total** | **507** | **472** |

## 8.5 Comptes de régularisation actifs

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Charges constatées d'avance | 16 | 10 |
| Autres comptes de régularisation | 7 | 7 |
| **COMPTES DE REGULARISATION ACTIF** | **23** | **17** |

## 8.6 Immobilisations corporelles

| *Coûts ou évaluation* | Terrains | Bâtiments | Génie civil | Autres | En-cours | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014 publié** | **5'053** | **8'812** | **2'978** | **734** | **320** | **17'896** |
| Corrections d'erreurs | -2 | -12 | -17 | - | - | -30 |
| **Solde au 1er janvier 2014 corrigé** | **5'051** | **8'800** | **2'961** | **734** | **320** | **17'866** |
| Acquisitions | 4 | 102 | 49 | 42 | 161 | 358 |
| Mises en service | - | 51 | 59 | - | -110 | - |
| Cessions | -7 | -14 | - | -0 | - | -21 |
| Transferts | -0 | -42 | - | 60 | - | 18 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **5'048** | **8'898** | **3'068** | **835** | **371** | **18'221** |
| Acquisitions | 10 | 101 | 44 | 34 | 203 | 392 |
| Mises en service | - | 93 | 1 | - | -94 | - |
| Cessions | -91 | -69 | -0 | -2 | - | -162 |
| Transferts | -3 | -2 | 0 | - | -1 | -5 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **4'964** | **9'021** | **3'113** | **868** | **480** | **18'445** |
| ***Amortissements et dépréciations*** | | | | | | |
| **Solde au 1er janvier 2014 publié** | **-1** | **-3'719** | **-685** | **-510** | | **-4'916** |
| Corrections d'erreurs | - | 4 | 7 | - | - | 11 |
| **Solde au 1er janvier 2014 corrigé** | **-1** | **-3'715** | **-678** | **-510** | | **-4'905** |
| Dotations aux amortissements | - | -264 | -56 | -33 | - | -353 |
| Cessions | - | 11 | - | 0 | - | 11 |
| Pertes de valeur supplémentaires | - | - | - | -1 | - | -1 |
| Transferts | - | 51 | - | -59 | - | -8 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **-1** | **-3'917** | **-735** | **-604** | | **-5'257** |
| Dotations aux amortissements | - | -273 | -59 | -35 | - | -367 |
| Cessions | - | 44 | 0 | - | - | 44 |
| Transferts | - | 0 | -0 | 1 | - | 1 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **-1** | **-4'146** | **-794** | **-638** | | **-5'579** |
| ***Valeur nette comptable*** | | | | | | |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **5'047** | **4'980** | **2'334** | **232** | **371** | **12'963** |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **4'963** | **4'875** | **2'319** | **230** | **480** | **12'866** |

Au 31 décembre 2015, la valeur nette des actifs cédés s'élève à CHF 118 millions et provient principalement des actifs immobiliers cédés pour CHF 100 millions à la Fondation pour les terrains industriels (FTI) et d'autres cessions et démolitions de bâtiments.

## 8.7 Immeubles de placement

| *A la juste valeur* | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier** | **609** | **609** |
| Transferts exploita°/placement | -8 | - |
| **Solde au 31 décembre** | **601** | **609** |

Les critères de classement entre immeubles d'exploitation et immeubles de placement doivent encore être validés avant d'être mis en œuvre. La validation et la mise en œuvre de ces critères devraient avoir des incidences sur la présentation et l'évaluation des actifs concernés.

## 8.8 Immobilisations incorporelles

| *Coûts ou évaluation* | Logiciels | Autres | Total |
|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014** | **287** | **9** | **296** |
| Acquisitions | 38 | 1 | 40 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **326** | **10** | **336** |
| Acquisitions | 22 | 1 | 23 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **348** | **12** | **359** |
| ***Amortissements et dépréciations*** | | | |
| **Solde au 1er janvier 2014** | **-102** | **-5** | **-107** |
| Dotations aux amortissements | -35 | -1 | -36 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **-137** | **-6** | **-143** |
| Dotations aux amortissements | -36 | -1 | -37 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **-173** | **-7** | **-180** |
| ***Valeur nette comptable*** | | | |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **189** | **4** | **193** |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **175** | **5** | **179** |

## 8.9 Participations

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Banque cantonale de Genève | 416 | 341 |
| Ports-Francs et entrepôts de Genève SA | 9 | 9 |
| Banque nationale suisse | 2 | 2 |
| Autres | 1 | 1 |
| **Titres cotés évalués à la juste valeur par les fonds propres** | **427** | **353** |
| Palexpo SA | 179 | 179 |
| Autres | 11 | 11 |
| **Capital actions et autres titres non cotés évalués au coût** | **190** | **190** |
| FIDP - Fondations immobilières de droit public | 315 | 300 |
| FPLC - Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif | 189 | 174 |
| SIG - Services Industriels de Genève | 55 | 55 |
| FTI - Fondation pour les Terrains Industriels de Genève | 47 | 47 |
| TPG - Transports Publics Genevois | 44 | 44 |
| FAE - Fondation d'aide aux entreprises | 30 | 30 |
| Autres | 43 | 40 |
| **Capitaux de dotations** | **723** | **690** |
| Dépréciations des participations | -12 | -9 |
| **PARTICIPATIONS** | **1'329** | **1'224** |

## 8.10 Prêts

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Prêts à des organismes de la Confédération | 438 | 317 |
| Prêts à d'autres entités | 35 | 31 |
| Prêts à des personnes physiques | 10 | 10 |
| **Prêts administratifs** | **483** | **358** |
| Avances de trésorerie à la FondVal remboursables par la BCGE | 349 | 353 |
| Autres prêts et placements du patrimoine financier | 42 | 39 |
| **Autres placements financiers non courants** | **391** | **392** |
| Dépréciations des prêts et créances non courants | -10 | -10 |
| **PRETS** | **864** | **740** |

### Avances de trésorerie à la FondVal remboursables par la BCGE

L'Etat a octroyé par le passé CHF 389 millions d'avances afin de financer le fonctionnement de la Fondation de Valorisation des actifs de la BCGE (FondVal). La BCGE est tenue de rembourser l'Etat à concurrence d'un montant équivalent à 20% des dividendes distribués. En l'absence d'échéancier, cette avance n'est pas actualisée.

### Prêts à des organismes de la Confédération

Ces "prêts conditionnellement remboursables" sont octroyés aux Chemins de fer fédéraux (CFF) dans la cadre de la construction en cours de la ligne de train CEVA.

### Variations des pertes de valeur sur créances

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier** | **-10** | **-8** |
| Dépréciations comptabilisées | -3 | -2 |
| Montants irrécouvrables | 3 | 1 |
| Reprises sans objet | - | 0 |
| **Solde au 31 décembre** | **-10** | **-10** |

## 8.11 Subventions d'investissement accordées

| *Coûts ou évaluation* | Entités publiques | Entités privées | Commu-nes | En-cours | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014 publié** | **571** | **515** | **250** | **49** | **14** | **1'399** |
| Correction d'erreurs | -8 | - | - | - | - | -8 |
| **Solde au 1er janvier 2014 corrigé** | **563** | **515** | **250** | **49** | **14** | **1'391** |
| Nouvelles subventions | 55 | 2 | 5 | 17 | 0 | 79 |
| Transferts | -10 | - | - | - | - | -10 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **608** | **516** | **255** | **66** | **15** | **1'460** |
| Nouvelles subventions | 49 | 1 | 5 | 20 | 0 | 75 |
| Transferts | 2 | 3 | 7 | - | - | 11 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **660** | **520** | **266** | **86** | **15** | **1'546** |
| ***Amortissements et dépréciations*** | | | | | | |
| **Solde au 1er janvier 2014 publié** | **-310** | **-198** | **-85** | **-** | **-7** | **-600** |
| Correction d'erreurs | 4 | | | | | 4 |
| **Solde au 1er janvier 2014 corrigé** | **-306** | **-198** | **-85** | **-** | **-7** | **-596** |
| Dotations aux amortissements | -53 | -13 | -5 | - | -0 | -72 |
| Transferts | 7 | - | - | - | - | 7 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **-352** | **-211** | **-91** | **-** | **-7** | **-661** |
| Dotations aux amortissements | -54 | -13 | -5 | - | -0 | -73 |
| Transferts | -1 | -0 | -0 | - | - | -1 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **-406** | **-225** | **-96** | **-** | **-8** | **-734** |
| ***Valeur nette comptable*** | | | | | | |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **256** | **305** | **164** | **66** | **7** | **799** |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **254** | **295** | **170** | **86** | **7** | **812** |

En 2015, des installations sportives ont été transférées à la Ville de Genève (loi 11264) pour CHF 7 millions sous forme de subventions d'investissement, amorties sur la durée de vie des actifs concernés (40 ans).

## 8.12 Fournisseurs et autres créanciers

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Compensations financières aux communes françaises | 136 | 135 |
| Engagements liés aux subventions | 103 | 86 |
| Autres engagements liés aux transferts | 17 | 16 |
| **Engagements liés aux transferts** | **256** | **237** |
| Intérêts courus passifs sur impôts | 46 | 48 |
| Autres engagements liés aux impôts | 6 | 8 |
| **Engagements liés aux impôts** | **52** | **56** |
| Engagements liés aux livraisons et prestations | 192 | 241 |
| Intérêts courus sur emprunts | 110 | 120 |
| Engagement rente-pont retraite envers les pensionnés | 15 | 21 |
| Autres engagements liés au personnel | 58 | 63 |
| Créanciers divers | 13 | 19 |
| **FOURNISSEURS ET AUTRES CREANCIERS** | **696** | **756** |

## 8.13 Emprunts

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Emprunts souscrits à court terme | 2'103 | 2'753 |
| Part à court terme des emprunts souscrits à long terme | 830 | 650 |
| **Emprunts courants** | **2'933** | **3'403** |
| Part à long terme des emprunts souscrits à long terme | 9'737 | 9'985 |
| **Emprunts non courants** | **9'737** | **9'985** |
| **EMPRUNTS** | **12'670** | **13'388** |
| | | |
| **Dont emprunts souscrits à court terme (CT)** | **2'103** | **2'753** |
| **Dont emprunts souscrits à long terme (LT)** | **10'567** | **10'635** |

### Emprunts souscrits à court terme et long terme

Les emprunts sont en principe souscrits auprès de différents établissements financiers et les taux d'intérêt sont fixés pour toute la durée des emprunts.

Les emprunts souscrits à court terme comprennent les lignes de crédit et les emprunts dont la durée peut atteindre au maximum 12 mois.

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Emprunts privés | 4'372 | 4'669 |
| Emprunts obligataires | 6'095 | 5'720 |
| Caisses de prévoyance | 130 | 280 |
| **Emprunts - valeur nominale** | **10'597** | **10'669** |
| Ajust. lié au coût amorti | -30 | -34 |
| **Emprunts souscrits à LT** | **10'567** | **10'635** |

Le tableau ci-après présente l'inventaire des emprunts souscrits à long terme agrégé par catégorie d'échéance. Les valeurs d'emprunt présentées correspondent aux valeurs nominales.

| Échéance des emprunts | Taux d'intérêt nominaux | | Valeur des emprunts | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Bas | Haut | 31.12.2015 | 31.12.2014 | Variation |
| Courant 2015 | | | | 650 | 650 |
| Courant 2016 | 0.0% | 3.2% | 830 | 780 | -50 |
| Courant 2017 | 0.0% | 3.0% | 1'103 | 850 | -253 |
| Courant 2018 | 0.4% | 2.7% | 620 | 720 | 100 |
| Courant 2019 | 0.2% | 3.3% | 559 | 560 | 1 |
| Courant 2020 | 2.1% | 2.8% | 775 | 775 | |
| Entre 2021 et 2025 | 0.0% | 3.0% | 3'255 | 3'155 | -100 |
| Entre 2026 et 2030 | 0.5% | 2.9% | 2'140 | 1'865 | -275 |
| Après 2030 | 1.4% | 2.9% | 1'315 | 1'315 | |
| **Sous total** | | | **10'597** | **10'669** | **72** |
| Ajustement lié au coût amorti | | | -30 | -34 | -4 |
| **Emprunts souscrits à long terme** | | | **10'567** | **10'635** | **-68** |

Sur l'année 2015, le taux moyen annuel de la dette s'établit à 1,7% (2014 – 1,8%).

## 8.14 Autres passifs financiers courants

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Impôts collectés pour le compte de la Confédération | 190 | 209 |
| Impôts collectés pour le compte des communes genevoises | 311 | 131 |
| Impôts collectés pour le compte d'autres tiers | 73 | 83 |
| **Impôts collectés pour le compte de tiers** | **575** | **424** |
| Taxes d'équipement et d'écoulement | 60 | 73 |
| Subventions à redistribuer | 23 | 35 |
| Encaissements pour le compte des créanciers - poursuites et faillites | 69 | 76 |
| Contribution remplacement abris protection civile à redistribuer | 15 | 15 |
| Partrimoine des adultes géré par les curateurs | 18 | 17 |
| Fonds gérés à titre fiduciaire | 12 | 11 |
| Engagements divers pour le compte de tiers | 5 | 6 |
| **Autres engagements sur opérations pour le compte de tiers** | **201** | **233** |
| Comptes courants liés à la trésorerie centralisée | 378 | 307 |
| Compte courant avec la Confédération | 295 | 309 |
| Comptes courants avec les communes | 68 | 66 |
| Comptes courants avec les caisses de prévoyance | 115 | 62 |
| Comptes courants passifs groupe | 1 | 3 |
| **Comptes courants** | **857** | **747** |
| Dépôts et cautionnements à court terme | 504 | 491 |
| Acomptes reçus de tiers | 41 | 37 |
| Fonds différés sous capitaux de tiers | 9 | 9 |
| Passifs financiers divers courants | 25 | 12 |
| **Autres passifs financiers courants** | **579** | **549** |
| **AUTRES PASSIFS FINANCIERS COURANTS** | **2'212** | **1'953** |

## 8.15 Comptes de régularisation passifs

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Impôts sur les véhicules à moteur constatés d'avance | 104 | 102 |
| Autres produits constatés d'avance | 3 | 3 |
| Autres comptes de régularisation passifs | 3 | 7 |
| **COMPTES DE REGULARISATION PASSIF** | **110** | **111** |

## 8.16 Provisions

### Provisions courantes et non courantes

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Provisions courantes | 144 | 91 |
| Provisions non courantes | 553 | 360 |
| **PROVISIONS** | **698** | **451** |
| **Passifs éventuels non comptabilisés** | **80** | **62** |

### Tableau de mouvement des provisions

| | Avantages du personnel | Aides aux personnes physiques | Autres | Total provisions |
|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014 publié** | **141** | **75** | **33** | **249** |
| Dotation aux provisions | 2 | 58 | 214 | 273 |
| Utilisation de provisions | -6 | -57 | -4 | -68 |
| Reprise de provisions sans objet | -3 | -0 | -1 | -4 |
| Reclassement | 1 | -0 | 0 | 1 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **135** | **75** | **242** | **451** |
| Dotation aux provisions | 4 | 65 | 257 | 325 |
| Utilisation de provisions | -10 | -50 | -9 | -69 |
| Reprise de provisions sans objet | -2 | -1 | -7 | -10 |
| Reclassement | - | - | - | - |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **126** | **88** | **483** | **698** |

## 8.16.1 Provisions pour avantages au personnel

| | Pensions à la charge directe de l'Etat | Mesures transitoires Pouvoir judicaire | Pont LPP de la police | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014** | **62** | **21** | **59** | **141** |
| Dotation aux provisions | 1 | - | 0 | 2 |
| Utilisation de provisions | -0 | - | -6 | -6 |
| Reprise de provisions sans objet | - | -1 | -2 | -3 |
| Transfert | 1 | - | - | 1 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **63** | **20** | **52** | **135** |
| Dotation aux provisions | 2 | - | 2 | 4 |
| Utilisation de provisions | -4 | -0 | -7 | -10 |
| Reprise de provisions sans objet | - | -2 | -0 | -2 |
| Transfert | - | - | - | - |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **61** | **18** | **47** | **126** |

**Pensions à la charge directe de l'Etat**

L'Etat supporte directement les capitaux de prévoyance liés à la Caisse de prévoyance des conseillers d'Etat et du chancelier d'Etat, à la Caisse de prévoyance des magistrats de la Cour des comptes, aux diverses rentes de quelques autres pensionnés de l'Etat. Ces caisses ne sont dotées d'aucune fortune.

**Mesures transitoires des magistrats du Pouvoir judiciaire**

L'Etat supporte des mesures transitoires en faveur des magistrats du Pouvoir judiciaire depuis le transfert des engagements de prévoyance de la caisse correspondante à la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG).

**Pont LPP de la police**

A compter de 2011, l'âge de départ à la retraite des policiers a été fixé à 58 ans contre 52 ans auparavant. A titre de mesure transitoire, une rente de pont retraite a été mise en place pour les policiers désireux de partir à la retraite avant 58 ans, et ce durant la période comprise entre 2011 et 2026.

## 8.16.2 Provisions pour aides aux personnes physiques

| | Assurance maladie | Dossiers non traités | Total |
|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014** | **61** | **14** | **75** |
| Dotation aux provisions | 43 | 15 | 58 |
| Utilisation de provisions | -44 | -14 | -57 |
| Reprise de provisions sans objet | - | -0 | -0 |
| Reclassement | - | -0 | -0 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **60** | **15** | **75** |
| Dotation aux provisions | 43 | 22 | 65 |
| Utilisation de provisions | -36 | -14 | -50 |
| Reprise de provisions sans objet | -1 | - | -1 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **67** | **22** | **88** |

**Assurance maladie**

L'Etat prend en charge les primes d'assurance maladie des personnes en difficulté financière. La provision représente une estimation du montant total des primes que l'Etat s'attend à verser aux assurances maladie.

**Dossiers non traités**

L'Etat s'engage à verser des subventions à des personnes physiques. La provision représente les demandes de versements que l'Etat s'attend à payer.

### 8.16.3 Autres provisions

| | Non-atteinte paliers intermé-diaires CPEG | Assainis-sement de sites | Insuffi-sance fonds taxis | Rétro-cession TVA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014** | **-** | **21** | **-** | **-** | **12** | **33** |
| Dotation aux provisions | 203 | 3 | - | - | 8 | 214 |
| Utilisation de provisions | - | -2 | - | - | -2 | -4 |
| Reprise de provision sans objet | - | -0 | - | - | -1 | -1 |
| Reclassement | - | - | - | - | 0 | 0 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **203** | **21** | **-** | **-** | **18** | **242** |
| Dotation aux provisions | 207 | 1 | 17 | 14 | 19 | 257 |
| Utilisation de provisions | - | -1 | - | - | -7 | -9 |
| Reprise de provision sans objet | - | -3 | - | - | -4 | -7 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **410** | **17** | **17** | **14** | **26** | **483** |

#### Non atteinte des paliers intermédiaires CPEG

Les dispositions légales fédérales prévoient que l'Etat, en tant que garant, verse des indemnités aux institutions de prévoyance qui n'atteindraient pas les taux de couverture de 60% en 2020 et 75% en 2030.

La situation financière de la CPEG s'étant dégradée en 2015, le risque que l'Etat ait à payer des intérêts s'est accru. Le risque est évalué à CHF 410 millions au 1er janvier 2016 sur la base des hypothèses de calculs détaillées ci-après.

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Taux d'intérêt sur paliers* | 2.03% | 2.10% |
| Augmentation effectifs | 0,6%/0,0% | 0,6%/0,0% |
| Hausse traitements | 1.00% | 1.00% |
| Hausse pensions | 0.00% | 0.00% |
| Actualisation provision | 1.00% | 1.00% |

** Moyenne des taux LPP des 10 dernières années 2006-2015 au 31.12.2015 (2014 - 2005-2014)*

Vu que ce risque a été provisionné à concurrence de CHF 203 millions au 31 décembre 2014, une provision supplémentaire de CHF 207 millions a été comptabilisée en 2015, afin de porter le montant total de la provision à CHF 410 millions au 31 décembre 2015 (voir la note relative aux évènements majeurs).

#### Assainissement de sites

L'Etat prend en charge les coûts relatifs à l'assainissement des sites pollués sur le territoire genevois. La provision représente une estimation des coûts d'assainissement incombant à l'Etat dont CHF 7 millions seront pris en charge par la Confédération (2014 - CHF 7 millions).

#### Insuffisance fonds taxi

Le fonds taxi est destiné à financer la taxe compensatoire versée aux titulaires de permis de taxi au moment de la cessation de leur activité. Une provision de CHF 17 millions a été constituée en 2015 pour couvrir le risque lié à l'insuffisance du fonds taxis.

#### Rétrocession TVA

Dans le cadre d'un assujettissement à la TVA, l'Etat a récupéré près de CHF 24 millions de taxe payée sur les travaux de construction de lignes de tramways réalisés depuis l'an 2000. Dans la mesure où l'Office fédéral des transports (OFT) a participé au financement des travaux, il pourrait demander la rétrocession d'une part sur ce remboursement. L'Etat a provisionné ce risque pour CHF 14 millions au 31 décembre 2015.

#### Divers

Cette rubrique comprend des provisions pour couvrir différents litiges pour un montant total de CHF 21 millions au 31 décembre 2015 (2014 – CHF 16 millions). A ce titre, CHF 15 millions ont été dotés en 2015.

## 8.17 Autres passifs financiers non courants

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Réserve de carrière des enseignants | 110 | 118 |
| Engagement rente-pont retraite envers les pensionnés | 16 | 28 |
| Autres engagements liés au personnel | 6 | 7 |
| **Engagements liés au personnel** | **132** | **153** |
| Engagements liés aux transferts | 42 | 27 |
| Dépôts et cautionnements | 19 | 24 |
| Passifs financiers divers non courants | 26 | 28 |
| **AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS** | **219** | **232** |

## 8.18 Subventions d'investissement reçues

| *Coûts ou évaluation* | Génie civil | Bâtiments | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier 2014** | **436** | **334** | **17** | **787** |
| Nouvelles subventions reçues | 34 | 17 | 0 | 51 |
| Transferts | 0 | 8 | -0 | 8 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **470** | **358** | **17** | **846** |
| Nouvelles subventions reçues | 7 | 17 | 2 | 26 |
| Transferts | 0 | 3 | 0 | 3 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **477** | **379** | **20** | **875** |
| ***Produits différés de subventions*** | | | | |
| **Solde au 1er janvier 2014** | **-30** | **-144** | **-6** | **-180** |
| Produits différés de subventions | -8 | -8 | -2 | -18 |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **-38** | **-153** | **-8** | **-199** |
| Produits différés de subventions | -8 | -8 | -2 | -18 |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **-46** | **-161** | **-10** | **-217** |
| ***Valeur nette*** | | | | |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **433** | **205** | **9** | **647** |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **431** | **217** | **9** | **658** |

Selon la méthode du degré d'avancement des travaux, l'Etat devrait comptabiliser au 31 décembre 2015 CHF 24 millions en subventions d'investissement à recevoir de la Confédération par la contrepartie des recettes d'investissement (2014 – CHF 11 millions).

## 8.19 Fonds sous capital propre

| | Logements d'utilité publique | Energie collectivités publiques | Energies renouvelables | Prest complé. maladie | Compensation agricole | Intégration | Monuments, nature et sites | Epizooties | Renaturation | Art contemporain | Gestion des déchets | Fonds forestier | Promotion agricole | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Solde au 1er janv. 2014 publié** | **243** | **30** | **20** | **11** | **14** | **6** | **5** | **4** | **25** | **4** | **1** | **1** | | **264** | **630** |
| Changement de méthode | -237 | | -7 | | -9 | | | | -25 | -2 | | | | -261 | -541 |
| **Solde au 1er janv. 2014 corrigé** | **6** | **30** | **13** | **11** | **5** | **6** | **5** | **4** | **0** | **2** | **1** | **1** | | **3** | **89** |
| Revenus | | 4 | 0 | 16 | 1 | | 0 | 0 | 13 | 0 | 6 | 1 | 0 | 7 | 49 |
| Recettes d'investissement | | | | | 1 | | | | 4 | | | | | | 4 |
| Contributions de l'Etat | 45 | -0 | | | | | 2 | | 2 | 2 | | | 2 | 0 | 52 |
| **Total affectation** | **45** | **3** | **0** | **16** | **2** | | **2** | **0** | **19** | **2** | **6** | **1** | **2** | **7** | **105** |
| Charges | | -2 | | -12 | -1 | -0 | -3 | -0 | -8 | -1 | -6 | -1 | -2 | -2 | -38 |
| Dépenses d'investissement | -41 | | -1 | | -2 | | | | -11 | -2 | | | | -5 | -62 |
| **Total utilisation** | **-41** | **-2** | **-1** | **-12** | **-3** | **-0** | **-3** | **-0** | **-19** | **-2** | **-6** | **-1** | **-2** | **-7** | **-100** |
| **Solde au 1er janvier 2015** | **10** | **32** | **13** | **16** | **4** | **6** | **4** | **4** | **-0** | **2** | **1** | **1** | | **3** | **94** |
| Revenus | | 4 | 0 | 17 | 1 | | 0 | 0 | 14 | 0 | 6 | 1 | 0 | 2 | 44 |
| Recettes d'investissement | 1 | | 0 | | 1 | | | | 2 | | | | | | 5 |
| Contributions de l'Etat | 33 | | | | | | 1 | | | 2 | | | 2 | 0 | 38 |
| **Total affectation** | **34** | **4** | **0** | **17** | **2** | | **2** | **0** | **16** | **2** | **6** | **1** | **2** | **2** | **87** |
| Charges | | -2 | -0 | -11 | -1 | -1 | -3 | -0 | -9 | -1 | -5 | -1 | -2 | -2 | -37 |
| Dépenses d'investissement | -33 | | -2 | | -2 | | | | -3 | -1 | | | | | -40 |
| **Total utilisation** | **-33** | **-2** | **-2** | **-11** | **-2** | **-1** | **-3** | **-0** | **-12** | **-1** | **-5** | **-1** | **-2** | **-2** | **-77** |
| **Solde au 31 décembre 2015** | **12** | **34** | **11** | **21** | **3** | **5** | **3** | **4** | **4** | **2** | **1** | **1** | | **3** | **104** |

Le suivi des soldes des fonds sous capital propre a fait l'objet d'un changement de méthode comptable en 2015 afin que les soldes reflètent les montants effectivement disponibles. Auparavant, ces soldes incluaient les valeurs nettes comptables des dépenses déjà réalisées sous forme d'immobilisations et non encore intégralement amorties.

## 8.20 Réserve conjoncturelle

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier** | **567** | **567** |
| Dotation | | |
| Utilisation | -21 | |
| **Solde au 31 décembre** | **547** | **567** |

Au 31 décembre 2015, la réserve conjoncturelle est utilisée à hauteur de CHF 21 millions (2014 - néant).

## 8.21 Réserve de réévaluation

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| **Solde au 1er janvier** | **57** | **75** |
| Variation de juste valeur des titres de la BCGE | 74 | -18 |
| Incidence des sorties d'actifs disponibles à la vente | | |
| **Solde au 31 décembre** | **132** | **57** |

# 9 Passifs éventuels

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Litiges avec des tiers | 57 | 43 |
| Assainissement | 23 | 19 |
| **PASSIFS EVENTUELS** | **80** | **62** |

**Litiges avec des tiers**

Les différents litiges avec des tiers, que l'Etat n'a pas jugé nécessaire de provisionner, sont présentés en passifs éventuels.

**Assainissement**

L'Etat prend en charge les coûts relatifs à l'assainissement des sites pollués sur le territoire genevois. Lorsque l'estimation de ces coûts n'est pas fiable, elle est présentée en tant que passif éventuel.

# 10 Actifs éventuels

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Décisions de taxation en cas de rappel d'impôts | 214 | 220 |
| Divers | 1 | 1 |
| **ACTIFS EVENTUELS** | **214** | **221** |

Les décisions de taxation prises dans le cadre de procédures de rappel d'impôts et de soustraction d'impôts peuvent ne pas être comptabilisées selon une analyse des dossiers. Le montant total correspondant est mentionné en actif éventuel à défaut de figurer dans les revenus.

# 11 Garanties données

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Institutions de prévoyance de droit public | 7'830 | 7'312 |
| Rentes genevoises (RG) | 1'554 | 1'470 |
| Banque cantonale de Genève (BCGE) | 1'983 | 1'978 |
| Emprunts | 961 | 811 |
| Divers | 8 | 8 |
| **GARANTIES DONNEES** | **12'336** | **11'580** |

## 11.1 Institutions de prévoyance de droit public

La Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG) et la Fondation de prévoyance en faveur du personnel des transports publics genevois (FPTPG) sont autorisées à appliquer un système de capitalisation partielle. En contrepartie, elles doivent présenter tous les 5 ans, à l'autorité de surveillance, un plan de financement permettant d'assurer leur équilibre financier à long terme et garantissant notamment :

- la couverture intégrale et en tout temps des engagements pris envers les pensionnés ;
- jusqu'à ce que l'institution atteigne la capitalisation complète, le maintien du degré de couverture global à un niveau supérieur au degré de couverture initial déterminant ;
- l'atteinte d'un taux de couverture global d'au moins 80% d'ici 2052.

La garantie maximale porte sur la partie des engagements de prévoyance comprise entre le degré de couverture initial déterminant et la capitalisation intégrale.

La Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison (CP) ne bénéficie pas de la garantie de l'Etat et fonctionne en capitalisation intégrale.

### 11.1.1 Engagements de prévoyance

| Au 31 décembre 2015 | CPEG | FPTPG | Total | CP |
|---|---|---|---|---|
| **Engagements nets de prévoyance** | **7'580** | **250** | **7'830** | aucun |
| **Capitaux de prévoyance et prov. tech.** | **18'812** | **638** | **19'450** | **1'514** |
| Capitaux de prévoyance des actifs | 8'194 | 288 | 8'482 | n/d |
| Capitaux de prévoyance des pensionnés | 10'617 | 350 | 10'968 | n/d |
| **Fortune de prévoyance** | **11'232** | **388** | **11'620** | **1'560** |
| Découvert des pensionnés | aucun | aucun | | n/a |
| Taux technique | 3.00% | 2.75% | | 3.25% |
| Taux de couverture global (art.44 OPP 2) | 59.70% | 60.80% | | 103.10% |
| Taux de couverture initial | 50.50% | 56.80% | | n/a |
| Taux de couverture des pensionnés | 100.00% | 100.00% | | n/a |
| Tables actuarielles | VZ 2010 adapté 2017 | LPP 2015 | | VZ 2010 adapté 2012 |

*n/a : non applicable - n/d : non disponible*

| Au 31 décembre 2014 | CPEG | FPTPG | Total | CP |
|---|---|---|---|---|
| **Engagements nets de prévoyance** | **7'094** | **218** | **7'312** | aucun |
| **Capitaux de prévoyance et prov. tech.** | **18'469** | **594** | **19'063** | **1'475** |
| Capitaux de prévoyance des actifs | 7'781 | 271 | 8'052 | n/d |
| Capitaux de prévoyance des pensionnés | 10'688 | 323 | 11'011 | n/d |
| **Fortune nette de prévoyance** | **11'375** | **377** | **11'751** | **1'575** |
| Découvert des pensionnés | aucun | aucun | | n/a |
| Taux technique | 3.00% | 3.50% | | 3.50% |
| Taux de couverture global (art.44 OPP 2) | 61.60% | 63.40% | | 106.80% |
| Taux de couverture initial | 50.50% | 56.80% | | n/a |
| Taux de couverture des pensionnés | 100.00% | 100.00% | | n/a |
| Tables actuarielles | VZ 2010 adapté 2017 | LPP 2010 | | VZ 2010 adapté 2012 |

*n/a : non applicable - n/d : non disponible*

**CPEG**

Au 31 décembre 2015, la situation financière de la CPEG s'est dégradée principalement en raison de la faiblesse des taux, de l'inflation et des performances des marchés financiers (voir les évènements majeurs).

**FPTPG**

La FPTPG respecte les nouvelles dispositions fédérales et, contrairement à la CPEG, ne présente actuellement pas de risque de non atteinte des paliers intermédiaires. En 2015, la FPTPG a pris la décision de provisionner les coûts induits par l'abaissement du taux technique de 3,5% à 2,75% et par le passage aux tables actuarielles LPP 2015. En compensation de ces coûts, la FPTPG a également décidé d'abaisser les prestations de ses assurés actifs.

**CP**

La CP a abaissé son taux d'intérêt technique de 3,5% à 3,25%, soit 0,50 point supérieur au taux d'intérêt technique de référence de 2.75%. Le cas échéant, la CP abaissera son taux d'intérêt technique en fonction des recommandations qui seront faites par son actuaire-conseil. Si la CP appliquait à fin 2015 un taux d'intérêt technique de 2,75%, elle afficherait un taux de couverture de l'ordre de 96%, soit un découvert d'environ CHF 67 millions. La CP pourrait devoir adopter des mesures d'assainissement en adaptant son plan de prestation pour les futurs retraités, sous réserve d'une éventuelle participation financière de l'Etat.

### 11.1.2 Performance de la fortune

| Au 31 décembre | CPEG | | FPTPG | | CP | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 |
| **Performance de la fortune** | **-0.4%** | **7.0%** | **1.5%** | **5.7%** | **1.3%** | **6.1%** |
| Actions | -1.8% | 11.6% | 0.2% | 13.4% | n/d | n/d |
| Obligations | -4.1% | 6.1% | -1.4% | 5.8% | n/d | n/d |
| Immobiliers | 4.6% | 5.2% | 4.9% | 2.3% | 5.3% | 5.2% |
| **Allocation effective de la fortune** | | | | | | |
| Actions | 31.4% | 31.2% | 33.1% | 30.3% | 29.2% | 28.0% |
| Obligations | 29.1% | 30.4% | 17.3% | 18.1% | 21.7% | 24.3% |
| Immobiliers | 31.5% | 30.4% | 38.1% | 38.1% | 30.0% | 29.5% |
| Liquidités et autres actifs | 8.0% | 8.0% | 11.5% | 13.5% | 19.2% | 18.2% |

*n/d : non disponible*

## 11.2 Rentes genevoises

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Capitaux de prévoyance* | 1'554 | 1'470 |
| Placements | 1'812 | 1'732 |
| Taux de couverture | 112.40% | 114.00% |
| Taux technique moyen | 1.25% | 1.50% |
| **Performance de la fortune** | 1.4% | 4.9% |
| *Actions* | *2.0%* | *8.8%* |
| *Produits de taux* | *0.9%* | *3.9%* |
| *Biens immobiliers* | *4.7%* | *7.1%* |
| **Allocation de la fortune** | | |
| *Actions* | *12.0%* | *10.2%* |
| *Produits de taux* | *49.0%* | *46.6%* |
| *Biens immobiliers* | *26.7%* | *27.3%* |

** y compris les provisions techniques*

L'Etat garantit les rentes servies par les Rentes genevoises (art. 3 LRG), et perçoit en contrepartie une rémunération correspondant à 0,081% des capitaux de prévoyance.

Le risque de réalisation de cette garantie pour l'Etat est minime.

## 11.3 Garantie des dépôts d'épargne et de prévoyance auprès de la BCGE

L'Etat garantit le remboursement en capital et intérêts des dépôts d'épargne et de prévoyance auprès de la BCGE (art. 4 LBCGe) et perçoit en contrepartie une rémunération correspondant à 0,081% du montant effectivement garanti. Toutefois, la garantie de l'Etat sera supprimée à compter du 1er janvier 2017. A titre transitoire, entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2016, la garantie porte sur les engagements compris entre CHF 100'001 et CHF 500'000 par déposant, ainsi que CHF 1,5 millions par institution de prévoyance et pour les avoirs de libre passage d'un adhérent.

Au 31 décembre 2015, les engagements garantis par l'Etat s'élèvent à CHF 1'983 millions (2014 - CHF 1'978 millions), et les capitaux propres consolidés de la BCGE s'élèvent à CHF 1'319 millions (2014 - CHF 1'236 millions). En conséquence, le risque de réalisation de cette garantie pour l'Etat est minime.

## 11.4 Garanties d'emprunts

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Fondations HBM & HLM | 358 | 345 |
| Transports publics genevois | 476 | 351 |
| Fondation des parkings | 8 | 11 |
| Palexpo SA | 32 | 32 |
| HES-SO Genève | 13 | 13 |
| Fondation de l'Ecole Internationale de Genève | 1 | 1 |
| Maison de Vessy | 52 | 36 |
| EMS Béthel | 7 | 7 |
| Divers | 13 | 15 |
| **GARANTIES D'EMPRUNTS** | **961** | **811** |

L'Etat accorde des cautions simples, au sens de la loi suisse, aux bailleurs de fonds de certaines entités publiques. Généralement, ces dernières rémunèrent l'Etat à concurrence de 0,125% du montant garanti.

Les entités publiques au bénéfice d'une garantie d'emprunt étant subventionnées ou contrôlées par l'Etat, le risque de défaillance d'une entité qui pourrait conduire un bailleur à exercer la garantie est minime.

La garantie octroyée aux Fondations HBM & HLM est indiquée à son montant maximum. Le montant réel est d'environ CHF 209 millions au 31 décembre 2015 (2014 - CHF 200 millions).

## 12 Incidence de la non-comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi selon la norme IPSAS 25

Les engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas comptabilisés selon la norme IPSAS 25. Ils sont néanmoins mentionnés ci-après à titre d'information sur la base d'un calcul réalisé par un actuaire. Cette évaluation porte uniquement sur les avantages accordés (i) au personnel affilié à la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG) et (ii) en cas de retraite anticipée (pont-retraites). Cette évaluation ne porte donc pas sur les avantages accordés au personnel affilié à la Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison (CP) et sur les autres avantages à la charge de l'Etat.

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Valeur actuelle des obligations envers les actifs | 9'253 | 8'231 |
| Valeur actuelle des obligations envers les pensionnés | 9'302 | 9'184 |
| **Valeur actuelle des obligations** | **18'556** | **17'415** |
| Juste valeur de la fortune | -7'191 | -7'326 |
| **VALEUR ACTUELLE DES OBLIGATIONS NON COUVERTES** | **11'364** | **10'089** |
| **Dont valeur actuelle des obligations non couvertes : prestations CPEG** | **11'184** | **9'904** |
| **Dont valeur actuelle des obligations non couvertes : pont-retraite Etat** | **180** | **185** |
| **Fonds propres publiés** | **2'676** | **2'621** |
| Valeur actuelle des obligations non couvertes | 11'364 | 10'089 |
| Rente-pont retraite envers les pensionnés reconnue au passif du bilan | -31 | -49 |
| **Valeur actuelle des obligations non couvertes et non comptabilisées** | **11'334** | **10'040** |
| **Fonds propres retraités** | **-8'658** | **-7'419** |

### Hypothèses actuarielles

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Actualisation | 0.90% | 1.25% |
| Augmentation salaires | 2.00% | 2.00% |
| Augmentation rentes | 0.00% | 0.00% |
| Mortalité | VZ2010 gén. | VZ2010 gén. |

### Pont-retraite Etat

L'évaluation des obligations de l'Etat envers les actifs est sujette à une incertitude depuis 2014 en raison (i) de la réduction de 2 ans de la durée légale du pont-retraite (de 5 à 3 ans), et (ii) des réductions des rentes servies par la CPEG en cas de retraite anticipée (près de 5% par an). Dans ces conditions, il est difficile d'évaluer l'âge à partir duquel les actifs actuels partiront en pré-retraite. L'actuaire considère qu'une période d'observation de 10 ans est nécessaire pour disposer de données plausibles et éliminer cette incertitude.

Les évaluations à fin 2015 sont fondées sur les premières tendances observées en 2015. Les évaluations suivantes intégreront progressivement les nouvelles observations. Ceci pourra entrainer des variations relativement sensibles des obligations de l'Etat envers les actifs.

### Prestations CPEG

Les obligations de l'Etat-employeur diffèrent du montant de la garantie de l'Etat, dans la mesure où les obligations ne concernent que les employés de l'Etat affiliés à la CPEG et les pensionnés qui étaient employés de l'Etat lors de leur départ en retraite.

La valeur actuelle des obligations non couvertes, calculées selon la norme IPSAS 25, diffère des engagements nets de prévoyance calculés selon les règles applicables en Suisse.

(i) Les normes IPSAS imposent que les engagements soient actualisés selon un taux d'intérêt représentant la valeur temps de l'argent. Dès lors, les engagements ne tiennent compte d'aucune espérance de rendement de la fortune pour rémunérer les avoirs vieillesse et les rentes futures. En Suisse, cette espérance est représentée par le taux d'intérêt technique.

(ii) Les engagements tiennent compte d'une progression attendue des salaires jusqu'à l'âge de la retraite (aucune obligation en Suisse).

## 13 Indicateurs "MCH2"

Les indicateurs calculés selon les dispositions prévues par la recommandation n°18 du "Modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes MCH2" sont présentés afin de permettre des comparaisons entre collectivités publiques.

Ces indicateurs ne sont néanmoins pas utilisés par l'Etat pour son propre pilotage. L'Etat applique les dispositions relatives au frein aux dépenses et au frein à l'endettement (voir la note 4).

| | C 2015 | B 2015 | C 2014 |
|---|---|---|---|
| Taux d'endettement net | 198.8% | *n.d* | 195.2% |
| Degré d'autofinancement a) | 135.4% | 61.2% | 118.0% |
| Part des charges d'intérêts | 1.4% | 1.7% | 1.8% |
| Dette brute par rapport aux revenus b) | 190.2% | *n.d* | 200.1% |
| Proportion des investissements | 7.8% | 9.9% | 7.9% |
| Part du service de la dette | 7.2% | 7.3% | 7.5% |
| Dette nette par habitant en francs b) | 24'496 CHF | *n.d* | 24'858 CHF |
| Taux d'autofinancement a) | 8.3% | 5.8% | 8.3% |

*n.d. : non disponible car les indicateurs relatifs au budget ne portent que sur le compte de résultat*

a) Les indicateurs relatifs à l'autofinancement sont calculés selon la recommandation n°18 du MCH2 et intègrent en sus les mouvements de provisions et les réévaluations du patrimoine financier.

b) Les dettes brutes et nettes calculées selon la recommandation n°18 du MCH2 sont utilisées pour la statistique financière et ne correspondent pas à l'endettement réel de l'Etat (emprunts courants et non courants) :

- la dette brute correspond au total des fonds étrangers déduction faite des subventions d'investissement inscrites au bilan, des diverses provisions et engagements liés au personnel et des comptes de régularisation passifs ;
- la dette nette comprend l'intégralité des passifs de l'Etat déduction faite du patrimoine financier et des subventions d'investissement inscrites au bilan.

## 14 Corrections d'erreurs et changements de méthodes comptables

| *De l'année 2014* | Résultat net 31 déc | Fonds propres 1er janv |
|---|---|---|
| **Soldes publiés** | **6** | **2'659** |
| Immobilisations corporelles | -1 | -19 |
| Participations non consolidées | - | -1 |
| Subventions d'investissement accordées | -1 | -4 |
| Comptes de régularisation passif | 2 | - |
| **Corrections d'erreurs** | **-1** | **-25** |
| Fonds sous capitaux propres | - | -541 |
| Fonds propres libres | 0 | 540 |
| **Changements de méthode comptable** | **0** | **-1** |
| **Soldes corrigés** | **5** | **2'634** |

### Corrections d'erreurs

Les immobilisations corporelles, les subventions d'investissement accordées et les participations ont fait l'objet de diverses corrections (doublons, actifs manquants, démolitions). Résultat 2014 pour CHF -1 millions et fonds propres 2014 pour CHF -25 millions.

### Changement de méthodes comptables

Le suivi des soldes des fonds sous capital propre a fait l'objet d'un changement de méthode comptable en 2015 afin que les soldes reflètent les montants effectivement disponibles. Auparavant, ces soldes incluaient les valeurs nettes comptables des dépenses déjà réalisées sous forme d'immobilisations et non encore intégralement amorties.

# 15 Instruments financiers

## 15.1 Actifs et passifs financiers par catégorie

| *Au 31 décembre 2015* | Actifs et passifs financiers à la juste valeur | Prêts et créances | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | Actifs financiers disponi-bles à la vente | Autres passifs financiers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF COURANT** | | | | | | |
| Trésorerie | - | 27 | - | - | - | 27 |
| Créances revenus fiscaux | - | 2'465 | - | - | - | 2'465 |
| Créances revenus non fiscaux | - | 278 | - | - | - | 278 |
| Autres actifs financiers | - | 478 | - | - | - | 478 |
| **ACTIF NON COURANT** | | | | | | |
| Participations | - | - | - | 1'329 | - | 1'329 |
| Prêts | - | 864 | - | - | - | 864 |
| **TOTAL ACTIFS FINANCIERS** | **-** | **4'113** | **-** | **1'329** | **-** | **5'442** |
| **PASSIF COURANT** | | | | | | |
| Fournisseurs et créanciers | - | - | - | - | 696 | 696 |
| Emprunts courants | - | - | - | - | 2'933 | 2'933 |
| Autres passifs financiers | - | - | - | - | 2'212 | 2'212 |
| **PASSIF NON COURANT** | | | | | | |
| Emprunts non courants | - | - | - | - | 9'737 | 9'737 |
| Autres passifs financiers | - | - | - | - | 219 | 219 |
| **TOTAL PASSIFS FINANCIERS** | **-** | **-** | **-** | **-** | **15'797** | **15'797** |

| *Au 31 décembre 2014* | Actifs et passifs financiers à la juste valeur | Prêts et créances | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | Actifs financiers disponi-bles à la vente | Autres passifs financiers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF COURANT** | | | | | | |
| Trésorerie | - | 29 | - | - | - | 29 |
| Créances revenus fiscaux | - | 2'851 | - | - | - | 2'851 |
| Créances revenus non fiscaux | - | 275 | - | - | - | 275 |
| Autres actifs financiers | - | 442 | - | - | - | 442 |
| **ACTIF NON COURANT** | | | | | | |
| Participations | - | - | - | 1'224 | - | 1'224 |
| Prêts | - | 740 | - | - | - | 740 |
| **TOTAL ACTIFS FINANCIERS** | **-** | **4'337** | **-** | **1'224** | **-** | **5'562** |
| **PASSIF COURANT** | | | | | | |
| Fournisseurs et créanciers | - | - | - | - | 756 | 756 |
| Emprunts courants | - | - | - | - | 3'403 | 3'403 |
| Autres passifs financiers | - | - | - | - | 1'953 | 1'953 |
| **PASSIF NON COURANT** | | | | | | |
| Emprunts non courants | - | - | - | - | 9'985 | 9'985 |
| Autres passifs financiers | - | - | - | - | 232 | 232 |
| **TOTAL PASSIFS FINANCIERS** | **-** | **-** | **-** | **-** | **16'329** | **16'329** |

## 15.2 Juste valeur des instruments financiers (par niveau)

| 31 décembre 2015 | N1 | N2 | N3 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Participations | 427 | - | 902 | 1'329 |
| Autres actifs fin. | - | - | - | - |
| Autres passifs fin. | - | - | - | - |

| 31 décembre 2014 | N1 | N2 | N3 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Participations | 353 | - | 871 | 1'224 |
| Autres actifs fin. | - | - | - | - |
| Autres passifs fin. | - | - | - | - |

*N1 - niveau 1 : actifs et passifs financiers négociés sur des marchés actifs et liquides, dont la juste valeur correspond aux cours du marché (titres cotés).*

*N2 - niveau 2 : actifs et passifs financiers non négociés sur des marchés actifs et liquides, mais dont la juste valeur est établie sur la base des prix de transactions observables sur les marchés, directement comme prix de référence ou indirectement comme prix dérivé.*

*N3 - niveau 3 : actifs et passifs financiers dont la juste valeur ne peut être établie sur la base de données observables du marché, mais par des analyses de flux de trésorerie non fondées sur des prix de transactions observables sur les marchés (titres et capitaux de dotation évalués au coût).*

Aucune des variations de valeur entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2014 n'est due à un changement d'affectation de niveau de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

# 16 Gestion des risques de taux d'intérêt, de taux de change, de crédit, de prix et de liquidité

## 16.1 Rôles et responsabilités

Dans le cadre de son action publique et de ses activités opérationnelles, l'Etat est exposé notamment aux risques de crédit, de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de prix sur ses titres cotés. L'Etat gère ces risques en :

- optimisant les conditions de refinancement auprès d'un grand nombre d'investisseurs ;
- en recourant en cas de besoin à des instruments financiers dérivés, uniquement dans un but de couverture de l'exposition aux risques ;
- mettant à disposition des principales entités publiques subventionnées un mécanisme d'optimisation des flux de trésorerie dans le cadre de la gestion centralisée des liquidités ;
- établissant un reporting régulier à l'intention du conseiller d'Etat chargé du département des finances.

L'Etat n'apporte en principe aucun financement aux entités pour leurs propres investissements, que ce soit dans le cadre de la caisse centralisée ou dans le cadre de prêts. L'Etat peut néanmoins soutenir des investissements par le biais de subventions d'investissement ou de dotations en capital. Dans le cas contraire, les entités doivent lever elles-mêmes des financements auprès d'établissements bancaires et financiers suisses ou étrangers.

## 16.2 Risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie

| | 31.12.2015 | | 31.12.2014 | |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts à taux variables | 2'103 | 17% | 2'753 | 21% |
| **Sous-total - variable** | **2'103** | **17%** | **2'753** | **21%** |
| Emprunts LT - fixes | 10'597 | 83% | 10'669 | 79% |
| **Emprunts - valeur nom.** | **12'700** | **100%** | **13'422** | **100%** |
| Ajust. liés au coût amorti | -30 | | -34 | |
| **TOTAL EMPRUNTS** | **12'670** | | **13'388** | |

La part maximale de la dette à taux variable est fixée dans la stratégie annuelle de gestion de la dette et est généralement limitée à un maximum de 30% de la dette totale. Cette part est de 17% au 31 décembre 2015 (2014 - 21%). Aucun instrument financier de couverture n'a été contracté contre le risque de taux d'intérêt à fin 2015 (2014 - idem).

Sensibilité du résultat aux variations de taux d'intérêt des emprunts à taux variable :

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Taux d'intérêt : -100 points | - | - |
| Taux d'intérêt : +100 points | -21 | -28 |

Aucune diminution de taux d'intérêt n'est appliquée, compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt actuels. En 2015, plusieurs prêts à court terme ont été accordés à l'Etat tout en le rémunérant (emprunt à taux d'intérêt négatif).

Les réserves incluses dans les fonds propres ne varieraient pas en l'absence de comptabilité de couverture.

## 16.3 Risque de taux de change

### 16.3.1 Risque de change sur les emprunts en devises

L'Etat n'a pas d'emprunt en devises au 31 décembre 2015 (2014 – idem).

### 16.3.2 Risque de change sur les autres dettes et créances en devises

Le bilan de l'Etat comprend également d'autres positions en devises étrangères (converties en CHF au taux de clôture) :

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Liquidités en EUR | 5 | 9 |
| Créances en EUR | 7 | 8 |
| **RISQUE NET** | **12** | **18** |

La trésorerie en EUR provenait de la vente de biens immobiliers en France. L'Etat conserve ses disponibilités pour couvrir le paiement de ses engagements en EUR, et ne contracte ainsi aucun instrument de couverture.

Sensibilité du résultat aux variations de taux de change EUR / CHF des liquidités, dettes (hors emprunts) et créances :

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Change EUR/CHF : -10% | -1 | -2 |
| Change EUR/CHF : +10% | 1 | 2 |

Les réserves incluses dans les fonds propres ne varieraient pas au 31 décembre 2015 (2014 - idem).

## 16.4 Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations contractuelles et amène, de ce fait, l'autre partie à subir une perte financière. Le risque de crédit concerne essentiellement les créances résultant de revenus fiscaux et non fiscaux, les liquidités, et les transferts de fonds avec la Confédération et les communes.

Les créances résultant de revenus fiscaux sont perçues par l'Etat dans le cadre de ses fonctions régaliennes. Le risque de crédit est limité dans la mesure où les créances correspondantes sont réparties entre un grand nombre de personnes physiques et morales domiciliées dans le canton de Genève.

Les créances résultant de revenus non fiscaux sont perçues par l'Etat en contrepartie d'une prestation. Le risque de crédit est limité dans la mesure où les créances correspondantes sont réparties entre un grand nombre de personnes physiques et morales.

L'Etat possède l'essentiel de ses comptes bancaires auprès de la BCGE. Une éventuelle défaillance de la banque est considérée comme un risque de crédit insignifiant dans la mesure où elle dispose d'une fortune supérieure à ses engagements.

Le risque de crédit lié à la Confédération et aux communes est également limité car celles-ci disposent de fonctions régaliennes leur permettant d'accroître leurs ressources (impôts) pour faire face à leurs engagements.

L'exposition de l'Etat au risque de crédit à l'égard d'une seule contrepartie n'est donc pas importante. La valeur nette comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'Etat au risque de crédit.

## 16.5 Risque de prix

L'Etat est exposé au risque de prix sur ses titres cotés, principalement sur les actions de la BCGE.

Sensibilité des fonds propres aux variations de prix des titres cotés :

| | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
|---|---|---|
| Cours actions : -10% | -43 | -35 |
| Cours actions : +10% | 43 | 35 |

Le résultat de l'Etat ne serait pas touché car les titres cotés sont classés dans la catégorie d'actifs disponibles à la vente et aucun titre côté n'a subi de pertes de valeur.

## 16.6 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'Etat gère le risque de liquidité en s'assurant d'obtenir, dans des délais appropriés, les financements nécessaires aux engagements courants.

Pour ce faire, il cherche à :

- limiter la part de sa dette à court terme à 25% en moyenne ;
- disposer de lignes de crédit, confirmées ou non confirmées, appropriées et en suffisance ;
- maintenir une diversification de ses sources de financement tant sur le court terme (contreparties bancaires, compagnies d'assurances, collectivités publiques, etc.) que sur le long terme (émission d'emprunts publics et/ou privés), en Suisse ou en Europe ;
- optimiser la gestion de la dette financière afin d'en limiter le niveau (par exemple, par le développement de conventions de "cash pooling" avec les entités subventionnées) ;
- anticiper au mieux les besoins de financement et de refinancement tant à court terme qu'à long terme ;
- suivre l'évolution du marché afin de saisir les opportunités créées par les demandes des investisseurs qui seraient en ligne avec ses propres besoins.

Par ailleurs, l'Etat mandate l'agence de notation Standard & Poor's afin d'obtenir une note de crédit pour ses émissions d'emprunts publics et ainsi améliorer sa visibilité et sa transparence financière auprès des investisseurs. L'agence attribue à l'Etat la note AA- depuis 2010.

L'analyse de maturité met en évidence la durée contractuelle résiduelle des passifs financiers non dérivés de l'Etat à la date de clôture. Les montants indiqués dans les tableaux ci-dessous représentent le flux de trésorerie contractuel non actualisé selon la date la plus rapprochée à laquelle l'Etat pourrait être tenu d'effectuer un paiement.

| *Au 31 décembre 2015* | A moins d'un an | Entre 1 et 2 ans | Entre 2 et 5 ans | A plus de 5 ans | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Fournisseurs et autres créanciers | 696 | | | | 696 |
| Emprunts courants | 2'933 | | | | 2'933 |
| Emprunts non courants | | 2'119 | 2'487 | 6'742 | 11'349 |
| Autres passifs financiers courants | 2'212 | | | | 2'212 |
| Autres passifs financiers non courants | | 108 | 66 | 45 | 219 |
| **PASSIFS FINANCIERS** | **5'840** | **2'227** | **2'554** | **6'787** | **17'408** |

| *Au 31 décembre 2014* | A moins d'un an | Entre 1 et 2 ans | Entre 2 et 5 ans | A plus de 5 ans | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Fournisseurs et autres créanciers | 756 | | | | 756 |
| Emprunts courants | 3'403 | | | | 3'403 |
| Emprunts non courants | | 2'030 | 2'533 | 7'182 | 11'744 |
| Autres passifs financiers courants | 1'953 | | | | 1'953 |
| Autres passifs financiers non courants | | 104 | 77 | 51 | 232 |
| **PASSIFS FINANCIERS** | **6'112** | **2'134** | **2'609** | **7'233** | **18'088** |

# 17 Information relative aux parties liées

## 17.1 Information sur le contrôle de l'Etat

| Entités contrôlées par l'Etat | % contrôle 2015 | % contrôle 2014 |
|---|---|---|
| Aéroport international de Genève | 100% | 100% |
| Banque cantonale de Genève (BCGE) | 50% [a] | 50% [a] |
| [a] *Pourcentage des droits de vote* [b] *Fraction du capital* | 44%[b] | 44%[b] |
| Caisse cantonale genevoise de chômage | 100% | 100% |
| Caisse cantonale genevoise de compensation (CCGC) | 100% | 100% |
| Caisse d'allocation familiale des administrations et institutions cantonales (CAFAC) | 100% | 100% |
| Caisse d'allocation familiale pour personnes sans activités (CAFNA) | 100% | 100% |
| Caisse publique de prêts sur gages | 100% | 100% |
| Cliniques genevoises de Joli-Mont et Montana | 100% | 100% |
| EMS « La Vespérale » | 100% | 100% |
| Établissements publics pour l'intégration (EPI) | 100% | 100% |
| Fondation d'aide aux entreprises | 100% | 100% |
| Fondation des ateliers Feux-Verts (FAFV) | 100% | 100% |
| Fondation des parkings | 100% | 100% |
| Fondation du centre international de Genève | 100% | 100% |
| Fondation Eclosion | 100% | 100% |
| Fondation HBM Camille Martin | 100% | 100% |
| Fondation HBM Emile Dupont | 100% | 100% |
| Fondation HBM Emma Kammacher | 100% | 100% |
| Fondation HBM Jean Dutoit | 100% | 100% |
| Fondation officielle de la jeunesse | 100% | 100% |
| Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif (FPLC) | 100% | 100% |
| Fondation pour les terrains industriels de Genève | 100% | 100% |
| Fondation René et Kate Block | 91% | 91% |
| Fonds cantonal de compensation de l'assurance-maternité | 100% | 100% |
| Fonds cantonal de compensation des allocations familiales | 100% | 100% |
| Fonds de l'aide au sport | 100% | 100% |
| Fonds de répartition des bénéfices de la Loterie romande (organe de répartition) | 100% | 100% |
| Haute école de musique - Conservatoire supérieur de musique de Genève (HEM-CSMG) | 100% | 100% |
| Haute école spécialisée de Suisse occidentale - Genève (HES-SO Genève) | 100% | 100% |

| Entités contrôlées par l'Etat | % contrôle 2015 | % contrôle 2014 |
|---|---|---|
| Hôpitaux universitaires de Genève | 100% | 100% |
| Hospice général | 100% | 100% |
| Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD) | 100% | 100% |
| Laboratoire d'horlogerie et de microtechnique de Genève (LHMG) | 100% | 100% |
| Maison de retraite du Petit-Saconnex | 100% | 100% |
| Maison de Vessy | 100% | 100% |
| Office cantonal de l'assurance invalidité | 100% | 100% |
| Office cantonal des assurances sociales | 100% | 100% |
| Palexpo SA | 79% | 79% |
| Ports Francs et Entrepôts de Genève | 87% | 87% |
| Rentes genevoises | 100% | 100% |
| Service cantonal d'allocations familiales (SCAF) | 100% | 100% |
| Services Industriels de Genève | 55% | 55% |
| SI de terrains Nord Aviation | 100% | 100% |
| Société genevoise de patronage (SGP) | 100% | 100% |
| Transports publics genevois | 100% | 100% |
| Université de Genève | 100% | 100% |

| Entités contrôlées conjointement par l'Etat | % contrôle 2015 | % contrôle 2014 | Principaux copropriétaires |
|---|---|---|---|
| Centre d'accueil de la Genève internationale | 33% | 33% | Etat de Genève / Confédération / autres collectivités publiques et privées |
| Coopérative romande de cautionnement | 8% | 8% | Vaud / Fribourg / Valais /Neuchâtel |
| Fondation de Droit Public du Musée d'Art Moderne et Contemporain (Fondamco) | 33% | 33% | Fondation du Musée d'art moderne et contemporain de Genève / Ville de Genève |
| Fondation des Cinémas du Grütli | 50% | 50% | Ville de Genève |
| Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI) | 50% | 50% | Confédération |
| Fondation en faveur de la formation professionnelle et continue | 33% | 33% | Associations professionnelles d'employeurs / Associations professionnelles des travailleurs |
| Fondation genevoise pour l'animation socio-culturelle (FASE) | 50% | 50% | Communes genevoises |
| Fondation Neptune | 29% | 29% | |
| Fondation Office pour la Promotion des produits Agricole Genève (OPAGE) | 17% | 17% | Chambre genevoise d'agriculture / Union maraîchère de Genève / Association des organisations viticoles genevoises / Société d'arboriculture fruitière de Genève / Syndicat patronal des horticulteurs |
| Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS) | 33% | 33% | Association des communes genevoises / Union maraîchère de Genève / AgriGenève / Groupement technique horticole genevois |
| Fondation romande de détention LMC | 33% | 33% | Vaud / Neuchâtel |
| Fondation romande pour le cinéma | 25% | 25% | Cantons romands, ville de Genève, ville de Lausanne |
| Fondation latine projets pilotes - addictions | 17% | 17% | Autres cantons romands |
| GLCT Transports Publics | 38% | 38% | Canton de Vaud / Départements Ain et Haute-Savoie / Communes françaises |
| Groupement intercommunal d'animation parascolaire (GIAP) | 40% | 40% | Communes genevoises |
| Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) Téléphérique du Salève | 50% | 50% | Communes françaises |
| Haute école de théâtre de suisse romande (HETSR) | 14% | 14% | Cantons romands / Berne |
| Haute école spécialisée de suisse occidentale (HES-SO) | 20% | 20% | Cantons romands |
| Institut de hautes études internationales et du développement (HEID) | 50% | 50% | Confédération |

| Entités sous influence notable de l'Etat | % contrôle 2015 | % contrôle 2014 |
|---|---|---|
| Groupe CGN SA | 15% | 15% |
| Fondation franco-suisse pour la recherche technologique, en liquidation | 10% | 10% |
| Fondation Zoubov | 33% | 33% |
| **Institutions de prévoyance de droit public** | | |
| Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG) | | |
| La caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison (CP) | | |
| La fondation de prévoyance en faveur du personnel des transports publics genevois (FTPG) | | |

## 17.2 Principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les conseillers d'Etat, la chancelière d'Etat, le procureur général, les secrétaires généraux (y compris le secrétaire général du Pouvoir judiciaire), le sautier et les directeurs généraux.

### Rémunération

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| Rémunération globale | 15 | 15 |
| Nombre de personnes (unité) | 56 | 55 |
| Equivalent temps plein (unité) | 51 | 52 |

### Autres rémunérations et avantages

Les conseillers d'Etat, la chancelière d'Etat, les magistrats de la Cour des comptes bénéficient de conditions de retraite différentes des membres du personnel de l'Etat, dont la principale caractéristique est notamment une durée de cotisation plus courte (par exemple, un conseiller d'Etat a le droit à une pension de retraite annuelle partielle après 8 ans de magistrature, et à une pension complète après 12 ans).

### Cadre réglementaire

Les conditions d'avantages postérieurs à l'emploi (et de rémunération) des conseillers d'Etat et de la chancelière d'Etat sont détaillées dans la loi sur le traitement et la retraite des conseillers d'Etat et de la chancelière d'Etat (LTRCE).

Les conditions d'avantages postérieurs à l'emploi (et de rémunération) des magistrats du Pouvoir judiciaire sont détaillées dans la loi sur le traitement et la retraite des magistrats du Pouvoir judiciaire (LTRPJ).

La rémunération des autres principaux dirigeants est détaillée dans la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale et des établissements publics médicaux (LPAC).

# 18 Déclaration de conformité

### Dispositions légales

Les présents états financiers sont préparés selon les dispositions prévues dans la Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF) et le règlement sur l'établissement des états financiers (REEF).

Selon la Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF) :

- les états financiers doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats ;
- les normes IPSAS ainsi que les dérogations générales édictées par le Conseil d'Etat constituent le référentiel comptable principal applicable à la présentation des états financiers de l'Etat et des entités consolidées.

### Dispositions réglementaires

Le Règlement sur l'établissement des états financiers (REEF) précise les dérogations aux normes IPSAS (voir ci-après), ainsi que les dispositions particulières.

### Limitation dans l'application des normes IPSAS

Les critères de classement entre immeubles d'exploitation et immeubles de placement doivent encore être validés avant d'être mis en œuvre. La validation et la mise en œuvre de ces critères devraient avoir des incidences sur la présentation et l'évaluation des actifs concernés.

### Dérogations aux normes IPSAS (REEF)

a) Les engagements de prévoyance relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas comptabilisés selon la norme IPSAS 25.

b) Une provision est comptabilisée dans la mesure de la capacité financière de l'Etat afin de couvrir le risque que les taux prévus par la lettre c, alinéa 2, des dispositions transitoires de la modification du 17 décembre 2010 (Financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public) de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, du 25 juin 1982, ne soient pas atteints (IPSAS 19).

c) Le montant qui doit être rétrocédé annuellement à la République française en application de l'Accord entre le Conseil fédéral suisse, agissant au nom de la République et canton de Genève, et le Gouvernement de la République française sur la compensation financière relative aux frontaliers travaillant à Genève, du 29 janvier 1973, est comptabilisé en déduction des produits de l'impôt perçu à la source sur le revenu de l'activité lucrative dépendante (IPSAS 1 et 23).

d) Le montant total des rémunérations et avantages accordés aux membres proches de la famille des principaux dirigeants n'est pas publié dans les états financiers (IPSAS 20).

e) Les mises à disposition de moyens ne sont pas comptabilisées dans les états financiers (IPSAS 23 et 29).

f) Les moins-values réalisées lors d'aliénations d'immeubles à titre d'apports en nature dans le cadre de projets d'utilité publique régis par des lois sont amorties sur la durée appropriée définie en fonction de la durée d'utilité des actifs (IPSAS 17).

Pour les contrats de prestations, dont l'échéance est postérieure à 2015, l'Etat comptabilise les créances afférentes aux restitutions de résultats uniquement l'année de l'échéance desdits contrats.

Les liquidités en monnaies étrangères détenues par l'Etat à raison d'un dépôt à la caisse des consignations de l'Etat ainsi que d'une saisie ou confiscation opérée dans le cadre d'une procédure judiciaire sont présentées en placements financiers (« autres actifs financiers »).

# 19 Principes et méthodes comptables

## 19.1 Base d'établissement

Les présents états financiers ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation et selon les principes de la comptabilité d'exercice et des coûts historiques, à l'exception de certains actifs et passifs évalués à la juste valeur.

## 19.2 Normes publiées et non encore adoptées

A la date d'approbation des présents états financiers, cinq nouvelles normes IPSAS ont été publiées avec une entrée en vigueur à compter des périodes ouvertes au 1er janvier 2017 :

- IPSAS 33 « Première adoption des normes IPSAS basées sur la comptabilité d'exercice » ;
- IPSAS 34 « Etats financiers individuels » ;
- IPSAS 35 « Etats financiers consolidés » ;
- IPSAS 36 « Participations dans les sociétés associées et les entreprises conjointes » ;
- IPSAS 37 « Accords conjoints » ;
- IPSAS 38 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ».

L'Etat n'applique pas de manière anticipée ces normes.

## 19.3 Recours à des estimations

Certaines estimations sont nécessaires pour établir la situation financière de l'Etat, dans la mesure où des éléments ne peuvent être évalués avec précision. Ces estimations sont révisées en cas de changement de circonstances, de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont explicitées ci-après.

**Immeubles de placement**

Les immeubles de placement se composent de biens immobiliers détenus pour valoriser le capital à long terme ou pour retirer des loyers à des conditions de marché. Les critères de classement entre immeubles d'exploitation et immeubles de placement doivent encore être validés pour être mis en œuvre. La validation et la mise en œuvre de ces critères devraient avoir des incidences sur la présentation et l'évaluation des actifs concernés.

**Revenus fiscaux et créances résultant de revenus fiscaux**

Les impôts périodiques de l'année sur les personnes physiques et morales ne sont pas disponibles au moment de la préparation des états financiers, car l'impôt de chaque contribuable est prélevé sur la base des revenus et de la fortune, ou des bénéfices et du capital de l'exercice en cours.

Compte tenu des délais octroyés aux contribuables pour remettre leur déclaration d'impôt, les revenus réels d'impôts de l'année ne peuvent être déterminés ni sur la base des taxations effectives, ni sur la base des déclarations des contribuables (remises après la préparation des états financiers).

Dans ces conditions, les impôts périodiques sont comptabilisés sur la base d'estimations, dont les méthodes varient en fonction de l'impôt considéré.

*Impôt sur les revenus des personnes physiques au barème ordinaire*

L'estimation est calculée sur la base des éléments des années fiscales antérieures et des hypothèses de croissance fondées sur l'évolution du PIB. Ces hypothèses proviennent des dernières recommandations du Groupe de perspectives économiques (GPE) qui sont publiées tous les trimestres.

*Impôt sur la fortune des personnes physiques*

L'estimation est basée sur les éléments des années fiscales antérieures et des hypothèses de croissance déterminées à partir des statistiques fournies par la Banque nationale suisse (BNS) sur la valeur de la fortune mobilière.

*Impôt à la source*

L'estimation de l'impôt à la source est réalisée à partir de l'impôt perçu. En règle générale, l'impôt à la source d'une année fiscale est perçu dans le courant de l'année correspondante. Une taxation a ensuite lieu les années suivantes pour les dossiers demandant des rectifications. Ainsi, à la clôture des comptes, la perception de l'impôt à la source est connue. Néanmoins, les rectifications demandées par les contribuables sont estimées sur la base de celles observées dans le passé, en tenant compte des taux de croissance du PIB (comme pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques imposées au barème ordinaire).

*Impôt des personnes morales*

L'estimation est réalisée sur la base des éléments des années fiscales antérieures et des réponses aux questionnaires retournés en janvier 2016 par plus de 100 entreprises représentant environ 40% du total de l'impôt. Les entreprises consultées donnent des indications sur les bénéfices de l'année écoulée.

*Hypothèses de croissance*

Les revenus fiscaux sont estimés sur la base des éléments de l'année précédente en appliquant notamment les hypothèses de croissance suivantes :

- le taux de croissance du PIB suisse réel retenu pour 2015 (2014) émane de la synthèse trimestrielle de décembre 2015 (décembre 2014) du Groupe de perspectives économiques (GPE) et est positif de +0,8% (2014 - positif de +1,9%) ;
- le taux de croissance de l'impôt sur la fortune est positif de +0,4% entre 2014 et 2015, après pondération des taux de croissance des éléments de fortune mobilière (obligations, actions, etc.) issus des statistiques officielles de la Banque nationale suisse (+4,2% entre 2013 et 2014).

*Analyse de sensibilité*

Une variation du taux de croissance du PIB suisse réel de 1% induirait une modification de l'impôt d'environ CHF 38 millions (2014 - CHF 39 millions) pour les personnes physiques imposées au barème ordinaire et à la source.

L'impôt des personnes morales n'est pas influencé par la croissance du PIB, car les taux de croissance utilisés pour déterminer l'impôt sur le bénéfice sont obtenus uniquement à l'aide du panel d'entreprises. Une variation du taux de croissance du bénéfice de 1% induirait une modification de l'impôt cantonal et de la part cantonale à l'impôt fédéral direct d'environ CHF 11 millions (2014 - CHF 12 millions)

## 19.4 Présentation des états financiers

**Le compte de résultat**

Il est composé de produits et de charges :

- les produits sont des entrées brutes d'avantages économiques ou de potentiels de services qui conduisent à une augmentation des fonds propres ;
- les charges sont des diminutions d'avantages économiques ou de potentiels de services, sous forme de sortie ou de consommation d'actifs ou de survenance de passifs, qui ont pour résultat de diminuer les fonds propres.

Le résultat indique la performance financière de l'Etat pour l'année présentée.

**Le bilan**

Il est composé d'actifs et de passifs :

- les actifs sont des ressources contrôlées par l'Etat du fait d'événements passés et dont il attend des avantages économiques ou des potentiels de services ;
- les passifs sont des obligations actuelles de l'Etat résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou de potentiels de services.

Le bilan est présenté en séparant les éléments courants des éléments non courants. Les actifs et les passifs dont l'échéance est inférieure à douze mois ou n'est pas connue et déterminée sont classés en éléments courants et, au-delà, en éléments non courants. Les actifs courants et non courants sont présentés en fonction de leur ordre de disponibilité. Les passifs courants et non courants le sont en fonction de leur ordre d'exigibilité.

**Le tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie identifie les sources d'entrées de trésorerie, les éléments donnant lieu à des sorties de trésorerie pendant la période, et le solde de trésorerie à la clôture.

Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte, à partir du résultat net. Il est ventilé selon les trois catégories suivantes :

- les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ;
- les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ;
- les flux de trésorerie liés aux activités de financement.

L'autofinancement est calculé sur la base de l'ensemble des charges et produits des résultats d'exploitation et financiers, après retraitement des éléments calculés.

Les flux de trésorerie libres comprennent les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.

**Le tableau de mouvements de fonds propres**

Il met en évidence l'origine des augmentations et diminutions de fonds propres entre l'ouverture et la clôture de l'exercice.

Les mouvements de fonds propres proviennent :

- du résultat net de l'exercice ;
- des affectations et utilisations des fonds sous capital propre ;
- des utilisations et attributions à la réserve conjoncturelle ;
- des mouvements de la réserve de réévaluation.

## 19.5 Opérations sans contrepartie directe

### Impôts

Les produits générés par les impôts sont des opérations sans contrepartie directe, comptabilisées lorsque l'événement imposable a lieu pour le contribuable :

- impôt sur le revenu : acquisition du revenu durant l'année fiscale,
- impôt sur le bénéfice : réalisation du bénéfice au cours de l'exercice commercial,
- impôt sur la fortune : existence de la fortune au 31 décembre,
- impôt sur le capital : existence du capital, le dernier jour de l'exercice commercial,
- impôt immobilier complémentaire : propriété ou usufruit du bien immobilier au 31 décembre,
- impôt sur les véhicules à moteur : immatriculation du véhicule pendant l'année fiscale,
- impôt sur les prestations en capital : le jour du droit à disposer de la prestation en capital,
- impôt sur les bénéfices et gains immobiliers : le jour du transfert de propriété,
- droits d'enregistrement : le jour de l'établissement de l'acte devant être enregistré,
- droits de successions : le jour du décès de la personne domiciliée dans le canton ou propriétaire d'un bien immobilier dans le canton,
- taxe personnelle : domicile du contribuable sur le territoire cantonal au 31 décembre,
- impôt sur les casinos, impôt sur les chiens : taxation durant l'année fiscale.

### Subventions

Les subventions sont comptabilisées lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs ou le potentiel de services associés au transfert iront au bénéficiaire, et lorsque la juste valeur de cette entrée de ressources peut être évaluée de façon fiable.

Les subventions de fonctionnement (liées au résultat) sont comptabilisées comme suit :

- les subventions de fonctionnement reçues sont évaluées à la juste valeur à la date de réception et comptabilisées en produit dans la période durant laquelle les coûts liés sont encourus ;
- les subventions de fonctionnement versées sont évaluées à la juste valeur à la date de versement et comptabilisées en charge dans la période durant laquelle les coûts liés sont encourus chez le tiers.

Les subventions d'investissement (liées à des actifs) sont comptabilisées selon le détail ci-après :

- les subventions d'investissement reçues sont évaluées à la juste valeur à la date de réception et comptabilisées au passif ; ces subventions sont ensuite amorties en produit différé sur une durée d'amortissement identique à celle de l'actif subventionné ;
- les subventions d'investissement versées sont évaluées à la juste valeur à la date de versement et comptabilisées à l'actif ; ces subventions sont ensuite amorties sur une durée d'amortissement identique à celle de l'actif subventionné chez le bénéficiaire.

### Allocations à des tiers

Les allocations à des tiers sont comptabilisées lorsque les conditions d'octroi sont remplies par le bénéficiaire et que la prestation est due. Une provision est comptabilisée lorsque des demandes d'allocations ont été reçues et n'ont pas été traitées administrativement. Lorsqu'un prêt est convertible en allocation à des conditions prédéfinies, une provision pour dépréciation d'actif est comptabilisée à hauteur de l'estimation des prêts qui seront effectivement convertis.

### Amendes, legs, dons et donations

Les amendes, legs, dons et donations sont évalués à la meilleure estimation du flux de ressources allant à l'Etat et comptabilisés en produit lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs ou le potentiel de service associé au transfert iront à l'Etat.

### Autres opérations sans contrepartie directe

Les transferts avec conditions sont évalués à la juste valeur à la date de réception, comptabilisés au passif, puis différés en produit selon le montant des charges encourues pour satisfaire les conditions du tiers (le cédant).

Les transferts sans conditions sont évalués à la juste valeur à la date de réception et directement comptabilisés en produit.

***Dérogation aux normes IPSAS***

Les mises à disposition de moyens à titre gratuit ou à des conditions préférentielles ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

## 19.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour en permettre l'exploitation. Les coûts d'emprunts n'étant pas directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'une immobilisation, ne sont pas inscrits à l'actif du bilan.

Lorsque des immobilisations corporelles sont acquises par le biais d'une opération sans contrepartie directe, leur coût doit être évalué à leur juste valeur à la date d'acquisition. La plus-value correspondante est comptabilisée en résultat.

A l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, les amortissements sont calculés de manière linéaire par composant, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Bâtiments entre 25 et 70 ans
- Génie civil entre 10 et 90 ans
- Subventions accordées entre 3 et 60 ans
- Équipement informatique et télécommunications entre 4 et 15 ans
- Mobilier et véhicules entre 5 et 20 ans
- Autres équipements entre 4 et 10 ans

La plus ou moins-value résultant de la cession d'immobilisations corporelles est comptabilisée en résultat.

***Dérogation aux normes IPSAS***

Les moins-values réalisées lors d'aliénations d'immeubles à titre d'apports en nature dans le cadre de projets d'utilité publique régis par des lois sont amorties sur la durée appropriée définie en fonction de la durée d'utilité des actifs.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles par voie d'échange sont traitées comme des opérations ordinaires de cession ou d'acquisition. Le bien remis donne lieu à une sortie d'actif à sa valeur comptable nette, tandis que l'actif reçu est enregistré à sa juste valeur. Si la juste valeur des deux actifs échangés n'est pas équivalente, la plus ou moins-value induite est enregistrée en résultat.

## 19.7 Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital. Il est évalué initialement à son coût, en tenant compte des coûts de transaction. Lorsqu'il est acquis pour un coût nul ou symbolique, ce coût est évalué à la juste valeur à la date d'acquisition. La plus-value correspondante est comptabilisée en résultat.

L'immeuble de placement est ensuite évalué à la juste valeur. Les profits et pertes résultant d'une variation de la juste valeur d'un immeuble de placement sont comptabilisés en résultat dans la période au cours de laquelle ils se produisent.

***Limitation dans l'application des normes IPSAS***

Les critères de classement entre immeubles d'exploitation et immeubles de placement doivent encore être validés avant d'être mis en œuvre. La validation et la mise en œuvre de ces critères devraient avoir des incidences sur la présentation et l'évaluation des actifs concernés.

## 19.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce coût comprend tous les frais directement attribuables à la mise en service de l'actif, qu'il soit acquis auprès d'un fournisseur ou généré en interne.

Lorsque des immobilisations incorporelles sont acquises par le biais d'une opération sans contrepartie directe, leur coût doit être évalué à leur juste valeur à la date d'acquisition. La plus-value correspondante est comptabilisée en résultat.

Les coûts directement associés au développement des logiciels informatiques sont portés en immobilisations incorporelles. En revanche, les frais de recherches sont comptabilisés en charge lorsqu'ils surviennent.

Les immobilisations incorporelles sont amorties de manière linéaire en fonction de leur durée d'utilité, généralement comprise entre 4 et 8 ans.

## 19.9 Dépréciation d'actifs non générateurs de trésorerie

Les actifs immobilisés corporels et incorporels non générateurs de trésorerie font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur de service recouvrable apparaît inférieure à leur valeur nette comptable, du fait d'évènements ou de circonstances intervenus au cours de la période (disparition de la demande ou du besoin, changements importants dans l'utilisation de l'actif, dégradation physique, décision d'arrêter la construction avant l'achèvement, performance de service de l'actif moins bonne que prévue, etc.).

Les actifs détenus par l'Etat, non acquis à des fins de rendement et autres que des immeubles de placement, sont en principe des actifs non générateurs de trésorerie.

La valeur de service recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur d'utilité correspond à la valeur actuelle du potentiel de service résiduel, évaluée selon l'approche la plus appropriée entre le coût de remplacement net d'amortissement, le coût de remise en état ou encore les unités de service.

Le montant de la dépréciation à comptabiliser (la perte de valeur) est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur de service recouvrable.

En cas de reprise ultérieure de perte de valeur, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat.

## 19.10 Dépréciation d'actifs générateurs de trésorerie

Les actifs immobilisés corporels et incorporels générateurs de trésorerie font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur recouvrable apparaît inférieure à leur valeur nette comptable, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans l'utilisation, autres indicateurs externes, etc.).

Les actifs détenus par l'Etat, non acquis à des fins de rendement et autres que des immeubles de placement, ne sont en principe pas des actifs générateurs de trésorerie.

## 19.11 Stocks et travaux en cours

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés d'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente, l'échange ou la distribution.
Lorsque les stocks sont acquis par le biais d'une opération sans contrepartie directe, leur coût doit être évalué à leur juste valeur à la date d'acquisition. La plus-value correspondante est comptabilisée en résultat.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et du coût de remplacement courant s'ils sont détenus à des fins de distribution à un coût nul ou symbolique, ou encore à des fins de consommation dans le processus de production de biens destinés à être distribués à un coût nul ou symbolique. Le coût de remplacement courant est le coût que l'entité supporterait pour acquérir l'actif à la date de clôture.

## 19.12 Instruments financiers

**Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat**

Les actifs et passifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'ils sont détenus à des fins de transaction (acquis en vue d'être vendus à court terme) ou s'ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers gérés en vue de réaliser des bénéfices à court terme. Les variations de juste valeur de ces actifs et passifs financiers, les dividendes reçus, ainsi que les intérêts perçus ou payés sont comptabilisés en résultat.

**Prêts et créances**

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement enregistrés à la juste valeur, puis évalués au coût amorti, déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminués de toute perte de valeur. Les éventuels produits d'intérêts ne sont pas retenus pour les créances à court terme car leur comptabilisation au coût amorti n'aurait pas d'incidence significative sur les comptes.

***Dérogation aux normes IPSAS***

Les mises à disposition de moyens à titre gratuit ou à des conditions préférentielles ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

**Placements détenus jusqu'à leur échéance**

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'une échéance fixe. Ils ont été acquis avec l'intention manifeste et la capacité de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont initialement enregistrés à leur juste valeur puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminuée de toute perte de valeur. Les profits et pertes résultant des variations du coût amorti sont comptabilisés en résultat.

**Actifs financiers disponibles à la vente**

Un actif disponible à la vente est un actif financier non dérivé qui est désigné comme tel, ou qui n'appartient pas à une des trois catégories précédentes. Ces actifs sont évalués à la juste valeur par le biais des fonds propres. En revanche, les pertes de valeur et les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont reconnus directement en résultat.

Si l'actif est cédé ou déprécié, le profit ou la perte préalablement comptabilisé en réserve de réévaluation est inclus dans le résultat de la période.

Les dividendes sur les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat lorsque le droit à recevoir ces dividendes est établi.

**Passifs financiers évalués au coût amorti**

Ces passifs sont initialement enregistrés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction. Ils sont ensuite évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. La charge d'intérêts est comptabilisée selon le rendement effectif.

**Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture**

Les instruments dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat, puis évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Bien que tous les instruments financiers dérivés soient acquis dans un but de couverture, aucun de ces instruments n'a été désigné comme instrument de couverture. La comptabilité de couverture n'est pas appliquée compte tenu de son incidence mineure sur les états financiers, eu égard à la documentation requise pour décrire la relation de couverture.

**Juste valeur**

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. La juste valeur est déterminée par référence aux prix cotés sur un marché actif.

Lorsque leur juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable (absence de marché actif, inadéquation des techniques d'évaluation), les instruments de capitaux propres (participations) sont évalués au coût.

**Méthode du taux d'intérêt effectif**

Cette méthode consiste à calculer le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier. Ce coût correspond au montant de l'instrument financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé et calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, si cela est approprié, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le taux d'intérêt effectif tient compte des coûts de transactions, des primes et des commissions payées.

**Dépréciation des actifs financiers**

Les actifs financiers, autres que ceux à la juste valeur par le biais du compte de résultat, font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont dépréciés s'il existe une indication objective de l'incidence d'un ou de plusieurs évènements intervenus après leur comptabilisation initiale sur l'estimation de leurs flux de trésorerie futurs.

Dans le cas des actions non cotées, classées comme disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre en-deçà de son coût constitue une indication objective de dépréciation.

**Décomptabilisation des actifs financiers**

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré, ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif a été transférée.

Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint du fait de l'annulation de son obligation ou de son arrivée à échéance.

## 19.13 Monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties aux cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la fin de l'année. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont enregistrées en résultat.

## 19.14 Avantages du personnel

Les avantages du personnel à court terme (salaires, cotisations sociales, droits cumulables tels que les congés payés et les heures supplémentaires) sont comptabilisés au cours de la période durant laquelle le salarié a rendu des services à l'Etat.

***Dérogation aux normes IPSAS***

Les engagements de prévoyance relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas comptabilisés selon la norme IPSAS 25.

Du fait de la dérogation :

- les cotisations de retraite dues par l'Etat aux institutions de prévoyance sont des charges de l'exercice ;
- les avantages liés aux pré-retraites du personnel (hors police et gardiens de prison) sont comptabilisés intégralement en charge lors du départ effectif en pré-retraite du personnel ;
- les autres avantages postérieurs à l'emploi (à la charge directe de l'Etat) sont comptabilisés selon les méthodes appliquées par les institutions de prévoyance en Suisse.
- une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe une obligation pour l'Etat d'effectuer un apport à une institution de prévoyance de droit public.

## 19.15 Actifs éventuels

Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés, mais ils font l'objet d'une information en annexe. Ils correspondent à un actif potentiel résultant d'évènements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs évènements futurs, incertains et qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'Etat.

## 19.16 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque :

- l'Etat a une obligation actuelle (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers qui résulte d'un événement passé, antérieur à la clôture ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques de l'Etat, qui aurait créé une attente légitime des tiers, comptant sur le fait que l'Etat assumera certaines responsabilités.

Les provisions sont estimées sur la base des coûts attendus pour éteindre l'obligation. Aucune provision n'est comptabilisée si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée. Il s'agit alors d'un passif éventuel.

***Dérogation aux normes IPSAS***

Le risque lié à la lettre c alinéa 2 des dispositions transitoires de la modification du 17 décembre 2010 (Financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public) de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, est provisionné selon la capacité financière de l'Etat.

## 19.17 Passifs éventuels

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés, mais ils font l'objet d'une information en annexe. Ils correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés, dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs, incertains, et qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'Etat ;
- des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, ou parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué de manière suffisamment fiable.

## 19.18 Fonds propres

### Fonds sous capital propre

Les fonds sous capital propre consistent en l'affectation obligatoire de moyens à l'accomplissement d'une tâche publique définie. Ils doivent reposer sur une base légale formelle. Les affectations et utilisations de fonds sont effectuées après résultat par le biais des fonds propres libres.

### Réserve conjoncturelle

L'utilisation et l'attribution à la réserve conjoncturelle est proposée par le Conseil d'Etat et approuvée par le Grand Conseil lors de l'approbation des comptes annuels.

### Réserve de réévaluation

La réserve de réévaluation comprend les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente.

## 19.19 Présentation de l'information budgétaire

### Budget voté et crédits accordés

Le budget initial (budget voté) est approuvé annuellement par l'organe législatif (le Grand Conseil), en principe avant le début de l'exercice concerné, dans le but d'autoriser les dépenses tout en prévoyant les revenus et les recettes nécessaires à l'accomplissement des tâches publiques. Les crédits qui en résultent permettent à l'Etat d'engager des montants et d'effectuer des paiements.

Les crédits accordés sont constitués du budget initial et des dépenses supplémentaires, non inscrites dans le budget initial. Ces dépenses supplémentaires doivent être approuvées par la Commission des finances du Grand Conseil avant d'être engagées. En fin d'exercice, les dépassements sont acceptés dans le cadre du projet de loi approuvant les états financiers individuels qui est soumis au Grand Conseil. Par conséquent, aucune dépense n'est autorisée sans un ajustement du disponible budgétaire approuvé par la commission des finances.

Toutefois, l'organe exécutif (le Conseil d'Etat) est habilité à autoriser certains dépassements. Ces dépassements concernent les amortissements, les dépréciations d'actifs, les dotations aux provisions et les corrections d'erreurs. Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés et des soldes d'emprunt en devises, ainsi que les pertes de change réalisées, sont également comprises par analogie dans les exceptions relevant de la compétence du Conseil d'Etat. Ces dépassements sont présentés au Grand Conseil en vue de leur régularisation dans le cadre du projet de loi approuvant les présents états financiers.

### Base comparable

Le budget de l'Etat est établi chaque année sur une base comparable à celle des présents états financiers. Néanmoins, le budget de l'Etat se compose uniquement d'un compte de résultat et d'un compte d'investissement (état spécifique aux collectivités publiques suisses).

Le budget est établi par prestations et par programme selon des clés de répartition appliquées aux différentes rubriques comptables. Le budget est voté par programmes par le Grand Conseil. Le budget voté comprend également la liste des amendements adoptés par le Grand Conseil. Des états financiers du budget sont également mis à disposition de l'organe législatif selon le même mode de classification que celui utilisé pour les présents états financiers.

Dans les présents états financiers, les montants relatifs au budget voté sont présentés par ajout de colonnes supplémentaires dans le compte de résultat et les tableaux annexes correspondants. Les montants relatifs aux crédits accordés ne concernent que les charges et sont présentés dans la note relative à l'analyse des comptes sous forme d'un graphique détaillant les principales charges du compte de résultat.

### Compte d'investissement

Le compte d'investissement est une particularité propre à la gestion financière des collectivités publiques suisses, qui reflète les mouvements du patrimoine administratif (PA), c'est-à-dire des actifs affectés de manière durable à l'exécution d'une tâche publique.

Les dépenses d'investissement représentent :

- le coût d'acquisition ou de construction d'une immobilisation corporelle ou incorporelle ;
- l'octroi à un tiers d'une subvention d'investissement, d'un prêt ou d'un capital de dotation ou tout autre actif inscrit au PA ;
- la prise de participation dans une entité.

Les recettes d'investissement représentent :

- le financement mis à disposition de l'Etat par un tiers dans le cadre de l'acquisition ou de la construction d'un actif du PA ;
- le remboursement à l'Etat d'une dépense d'investissement ;
- la valeur nette comptable liée à l'aliénation d'un actif inscrit au patrimoine administratif.

# 3. Rapport de l'organe de révision

Genève, le 14 mars 2016

# *Rapport de l'organe de révision*
***au Grand Conseil***

***Comptes annuels de l'Etat de Genève***
***Exercice 2015***

En notre qualité d'organe de révision selon l'article 51 alinéa 2 de la *Loi sur la surveillance de l'Etat (LSurv - D 1 09),* nous avons vérifié les états financiers individuels 2015 de l'Etat de Genève établis conformément à la *Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat* (LGAF - D 1 05). Ces états financiers comprennent un compte de résultat, un bilan, un tableau de mouvements des fonds propres, un tableau des flux de trésorerie et des notes relatives aux états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2015.

Selon l'article 19 alinéa 1 de la LGAF «les normes IPSAS ainsi que les dérogations générales édictées par le Conseil d'Etat constituent le référentiel comptable principal applicable à la présentation des états financiers de l'Etat et des entités consolidées». Le Règlement sur l'établissement des états financiers (REEF - D 1 05 15) fixe les dérogations (qui sont présentées au chapitre 18 des notes relatives aux états financiers 2015) ainsi que des dispositions particulières d'application (articles 7 à 13B).

***Responsabilité du Conseil d'Etat***
La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément à la LGAF, incombe au Conseil d'Etat. Cette responsabilité comprend par ailleurs la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'Etat est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

***Responsabilité de l'organe de révision***
Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées, ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

***Motif de l'opinion avec réserve***
Un revenu de 17,5 millions F, représentant la part de l'Etat de Genève à des valeurs patrimoniales confisquées, n'a pas été comptabilisé en 2015 en dérogation aux règles comptables.

***Opinion avec réserve***
Les comptes annuels de l'Etat de Genève arrêtés au 31 décembre 2015 présentent des fonds propres de 2,676 milliards F et un déficit de 21 millions F.

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont, sous réserve de l'incidence du point décrit dans le paragraphe «Motif de l'opinion avec réserve», conformes aux prescriptions de la *Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat.*

***Paragraphe d'observation***
Nous attirons l'attention sur le chapitre 18 des notes aux états financiers relatif à la limitation de l'application effective des normes comptables. Cette limitation concerne les critères de classement entre immeubles d'exploitation et immeubles de placement. En fonction des décisions qui seront prises dans le cadre de l'application de ces normes, l'impact sur le résultat annuel et les fonds propres pourrait être potentiellement significatif.

Le chapitre 18 indique par ailleurs que les consignations en devises sont présentées sous la rubrique «Autres actifs financiers courants». Selon le référentiel comptable de l'Etat ces liquidités, dont le montant est de 370 millions F, doivent être présentées sous la rubrique «Trésorerie et équivalents de trésorerie».

Ces points ne remettent pas en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

***Rapport sur d'autres dispositions légales***
Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la *Loi sur la surveillance de la révision* (LSR). L'indépendance du Service d'audit interne est ancrée dans la *Loi sur la surveillance de l'Etat* (D 1 09) et il n'existe aucun fait incompatible avec cette indépendance dans le cadre du contrôle des comptes.

**Nous recommandons d'approuver les comptes de l'Etat de Genève au 31 décembre 2015.**

Charles Pict
directeur